

## **EVALUATION DE L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL DE L'ORGANISATION COMMUNE DE MARCHÉ DES CULTURES PERMANENTES**

<p><b>ANNEXE 16 : OCM VIN ETUDE NATIONALE FRANCE et ETUDE DE CAS PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR</b></p>
---

Novembre 2005

# SOMMAIRE

<b>1.</b>	<b>CONTEXTE DE LA PRODUCTION DE VIN EN FRANCE .....</b>	<b>5</b>
<b>1.1</b>	<b>Principales caractéristiques de la production de vin en France.....</b>	<b>5</b>
1.1.1	Evolution de la surface du vignoble .....	5
1.1.2	Evolution du nombre de producteurs .....	7
1.1.3	Evolution de la production .....	8
1.1.4	Structure de l'appareil de production .....	9
1.1.5	Evolution du nombre de distilleries et des usines de concentration de moût .....	10
1.1.6	Evolution du nombre d'organisations de producteurs .....	10
<b>1.2</b>	<b>Niveau de mise en oeuvre des différentes mesures de l'OCM en France .....</b>	<b>11</b>
<b>1.3</b>	<b>Cadre institutionnel de la production de vin en France .....</b>	<b>11</b>
1.3.1	L'administration publique .....	11
1.3.2	Les organismes professionnels .....	13
1.3.3	Les organismes de recherche et de développement.....	13
<b>1.4</b>	<b>Contexte de la mise en oeuvre de l'OCM en France .....</b>	<b>14</b>
1.4.1	Les bonnes pratiques agricoles .....	14
1.4.2	Application des mesures agro-environnementales .....	15
<b>2.</b>	<b>CONTEXTE DE LA PRODUCTION DE VIN EN PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR.....</b>	<b>16</b>
<b>2.1</b>	<b>Principales caractéristiques de la production en Provence-Alpes-Côte d'Azur .....</b>	<b>16</b>
2.1.1	Evolution de la surface du vignoble .....	16
2.1.2	Evolution du nombre de producteurs .....	16
2.1.3	Evolution de la production .....	17
2.1.4	Structure de l'appareil de production .....	17
2.1.5	Evolution du nombre de distilleries et des usines de concentration de moûts.....	18
2.1.6	Evolution du nombre d'organisations professionnelles.....	19
<b>2.2</b>	<b>Niveau de mise en oeuvre des différentes mesures de l'OCM vin en Provence-Alpes-Côte d'Azur .....</b>	<b>19</b>
<b>2.3</b>	<b>Cadre institutionnel de la production de vin en Provence-Alpes-Côte d'Azur.....</b>	<b>20</b>
2.3.1	L'administration publique .....	20
2.3.2	Les organismes professionnels .....	20
	<b>Interprofessions :</b> .....	20
	<b>Syndicats :</b> .....	20
2.3.3	Les organismes de recherche et de développement.....	20
<b>2.4</b>	<b>Contexte de la mise en œuvre de l'OCM en Provence-Alpes-Côte d'Azur .....</b>	<b>21</b>
<b>3.</b>	<b>REPONSES AUX QUESTIONS D'EVALUATION .....</b>	<b>22</b>
<b>3.1</b>	<b>Questions verticales relatives à l'OCM vin .....</b>	<b>22</b>
3.1.1	Vin – Thème 1 : contrôle de l'offre .....	22
3.1.2	Vin – Thème 2: mesures structurelles .....	41
3.1.3	Vin – Thème 3 : autres mesures réglementaires, en particulier les mesures concernant les vins de qualité produits dans des régions déterminées .....	52
3.1.4	Vin – Thème 4 : mesures d'accompagnement .....	59
3.1.5	Thème 5: promotion de l'environnement.....	63
<b>3.2</b>	<b>Questions horizontales .....</b>	<b>66</b>
3.2.1	Horizontale – Thème 1 : utilisation des sols dans la durée.....	66
3.2.2	Horizontale – Thème 2 : niveau de dépenses et méthode adaptés.....	70
3.2.3	Horizontal – Thème 3 : subsidiarité pour les régimes agro-environnementaux et les mesures horizontales .....	73
	<b>ANNEXES .....</b>	<b>75</b>

<b>Annexe 1 : Liste des personnes rencontrées ou contactées .....</b>	<b>75</b>
---	-----------

<b>Annexe 2 : Principaux ouvrages consultés au cours de l'étude.....</b>	<b>75</b>
--	-----------

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Exploitations spécialisées et non spécialisées .....	7
Tableau 2 : Répartition des surfaces viticoles en fonction de l'âge des vignes (ha) .....	9
Tableau 3 : Répartition des surfaces viticoles et du nombre d'exploitations selon le mode de récolte et de faire-valoir (ha).....	9
Tableau 4 : Exploitation spécialisées et non spécialisées.....	17
Tableau 5 : Répartition des surfaces viticoles en fonction de l'âge des vignes (ha) .....	18
Tableau 6 : Répartition des surfaces viticoles et du nombre d'exploitations selon le mode de récolte (ha) .....	18
Tableau 7 : Estimation des surfaces et du nombre de CTE engagés par les exploitations viticoles	21
Tableau 8 : Rythme d'évolution annuelle de la superficie en vigne par région (ha/an).....	29
Tableau 9 : Evolution de la superficie en vigne par région (% de la surface viticole totale).....	29
Tableau 10 : Part du vignoble occupant des zones de montagne en 2003 .....	30
Tableau 11 : Achats et ventes à la réserve de droits de plantation campagne 2003-2004 (ha) .....	31
Tableau 12: Charges polluantes des produits et sous-produits de la distillation et méthode de traitement.....	39
Tableau 13 : Prime d'abandon définitif des surfaces viticoles (saison 2001/2002) .....	46
Tableau 14 : Surfaces primées dans le cadre des aides à la restructuration (ha) .....	51
Tableau 15 : Comparaison des prix de transaction des VT et v.q.p.r.d. (moyenne 2000/2003) .....	54
Tableau 16. Changement d'occupation du sol des vignobles entre 1992 et 2003 (ha) .....	69

## LISTE DES FIGURES

Figure 1: Localisation du vignoble français.....	5
Figure 2: Evolution de la superficie en production par type de vin (hors cognac) .....	6
Figure 3: Evolution des surfaces en production par région.....	6
Figure 4: Evolution du nombre de déclarations .....	7
Figure 5: Evolution du nombre de producteurs en coopératives.....	7
Figure 6: Evolution de la production viticole entre 1990 et 2003 (1000 hl) .....	8
Figure 7: Evolution de la consommation entre 1990 et 2003 (1000 hl et hl/habitant).....	8
Figure 8 : Evolution des rendements viticoles .....	9
Figure 9 : Evolution de la surface moyenne des exploitations viticoles .....	10
Figure 10 : Evolution du nombre de distilleries agréées par l'ONIVINS.....	10
Figure11 : Estimation des surfaces et du nombre de contrats territoriaux d'exploitation (CTE) engagés par les exploitations viticoles .....	15
Figure 12: Evolution de la superficie en production par type de vin (hors cognac) .....	16
Figure 13: Evolution du nombre de déclarations de récoltes .....	16
Figure 14 : Evolution de la production viticole PACA entre 1990 et 2003. ....	17
Figure 15 : Evolution des rendements.....	17
Figure 16: Evolution de la surface moyenne des exploitations viticoles .....	18
Figure 17: Evolution des surfaces restructurées primées (ha).....	19
Figure 18: Evolution de surfaces arrachées primées (ha).....	19
Figure19 : Droit de plantations nouvelles par Etat membre.....	22
Figure 20 : Evolution des rendements viticoles pour l'ensemble des vins, au niveau national .....	25
Figure 21 : Dépenses par exploitations spécialisées en viticulture pour le poste fertilisation (euros) .....	26
Figure 22 : Evolution des dépenses moyennes pour la protection des cultures (Euros) .....	26
Figure 23 : Consommation de pesticides pour la culture de raisin (tonnes d'ingrédients actifs).....	27
Figure 24 : Dépense par exploitation spécialisée en viticulture pour le poste fertilisation (euros)..	28

Figure 25 : Evolution des dépenses moyennes pour la protection des cultures (Euros) .....	28
Figure 26 : Principaux sous-produits de la vinification .....	35
Figure 27: Evolution des volumes distillés en France (1000 hl).....	35
Figure 28: Organigramme de détermination du niveau de la taxe. ....	37
Figure 29 : Principales étapes de la distillation.....	38
Figure30 : Volumes de vins enrichis par l'utilisation de moûts concentrés et concentrés rectifiés (1000 hl).....	40
Figure 31 : Evolution de la superficie du vignoble (ha).....	43
Figure 32 : Evolution de la superficie du vignoble (ha) - ONIVINS .....	43
Figure 33 : Passé des surfaces viticoles en France .....	44
Figure 34 : Devenir des surfaces viticoles en France .....	45
Figure 35: Surfaces reconverties / restructurées.....	48
Figure36 : Montants aides en €/ha .....	48
Figure 37 : Evolution du capital des exploitations dédié à la mécanisation (euros) .....	49
Figure 38 : Evolution des surfaces viticoles pour les v.q.p.r.d et les vins de table (ha).....	50
Figure 39: Courbe évolution des surfaces des v.q.p.r.d. en France et en région PACA. ....	55
Figure 40 : Estimation de la répartition du budget des groupements de producteurs .....	65
Figure 41 : Evolution de la superficie du vignoble (ha).....	68
Figure 42 : Evolution de la superficie du vignoble (ha) - ONIVINS .....	68
Figure 43 : Passé des surfaces viticoles en France .....	68
Figure 44 : Devenir des surfaces viticoles en France .....	69
Figure 45 : Grille type de présentation de l'évaluation des impacts environnementaux les plus significatifs des mesures des OCM .....	71
Figure 46 : Estimation des surfaces et du nombre de CTE engagés par les exploitations viticoles .	74

## GLOSSAIRE

AB	Agriculture Biologique
AOC	Appellation d'Origine Contrôlée
BCAE	Bonnes Conditions Agricoles et Environnementales
BPA	Bonnes Pratiques Agricoles
CE	Commission Européenne
DCO	Demande Chimique en Oxygène
INAO	Institut National des Appellations d'Origine
ITV	Institut Technique du Vin
MAE	Mesures Agri-Environnementales
MCR	Moûts Concentrés Rectifiés
OCM	Organisation Commune de Marché
ONIVINS	Office National Interprofessionnel des Vins
OP	Organisme Professionnel
PAC	Politique Agricole Commune
PACA	Provence-Alpes-Côte d'Azur
RDR	Règlement de Développement Rural
SIG	Système d'Information Géographique
SME	Système de Management Environnemental
v.q.p.r.d.	Vin de Qualité Produit dans une Région Déterminée
VT	Vin de Table



## 1. CONTEXTE DE LA PRODUCTION DE VIN EN FRANCE

La culture du vin revêt en France une importance dans de multiples domaines. En tant que production agricole elle joue un rôle économique et social et structure l'activité de certaines zones rurales. Elle présente également une composante culturelle et identitaire très forte qui se concrétise par le développement des connaissances, des techniques et des savoir-faire.

Les évolutions récentes du mode de consommation qui privilégie les produits de qualité ainsi que l'accentuation de la concurrence des nouveaux pays producteurs, se traduisent par une diminution de la demande et imposent une adaptation de l'appareil de production. Malgré un potentiel polluant important, la prise en compte des aspects environnementaux par les producteurs de vin est assez récente.

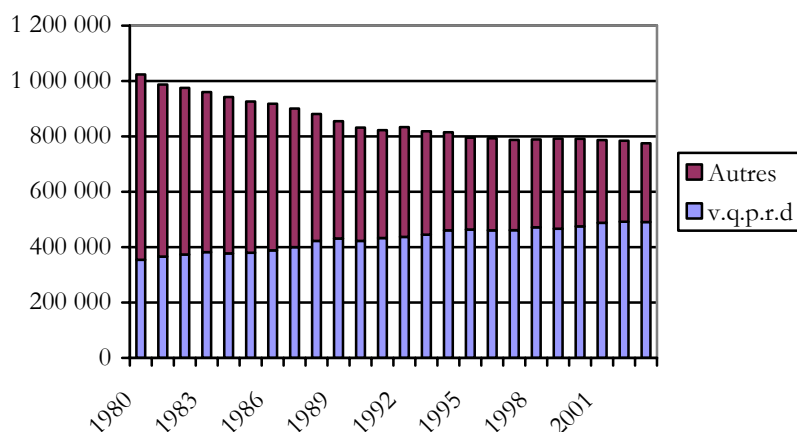
### 1.1 Principales caractéristiques de la production de vin en France

#### 1.1.1 Evolution de la surface du vignoble

Figure 1: Localisation du vignoble français

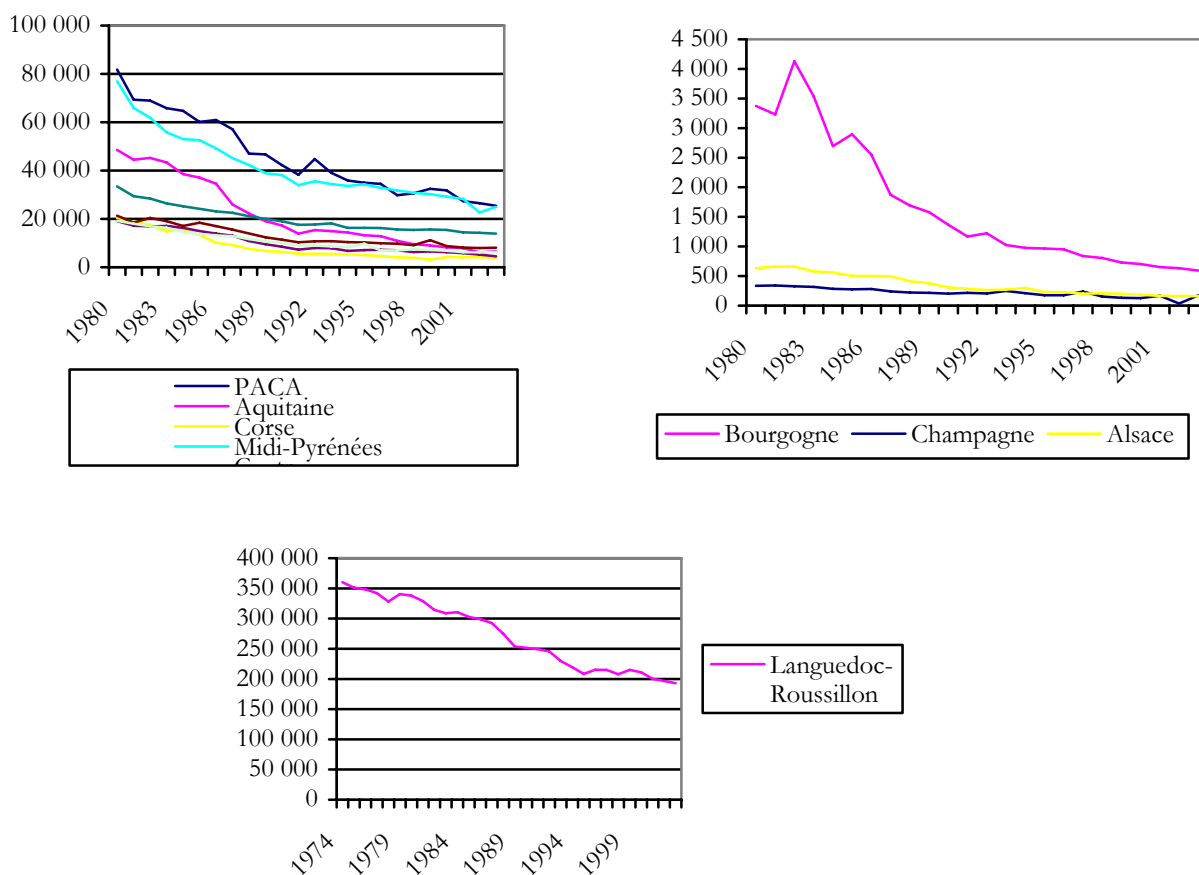


Source : ONIVINS

**Figure 2: Evolution de la superficie en production par type de vin (hors cognac)**

Source : ONIVINS

La superficie en production a nettement diminué entre 1980 et le début des années 1990, perdant en moyenne plus de 20 000 ha par an sur cette période. Le rythme de diminution s'infléchit nettement au début des années 1990, les superficies en production étant quasiment stables à partir de 1995. Les diminutions de superficie concernent uniquement les vins de table, les v.q.p.r.d étant au contraire en constante augmentation, leur part dans la surface du vignoble passe de 38 % en 1980 à 63 % en 2003.

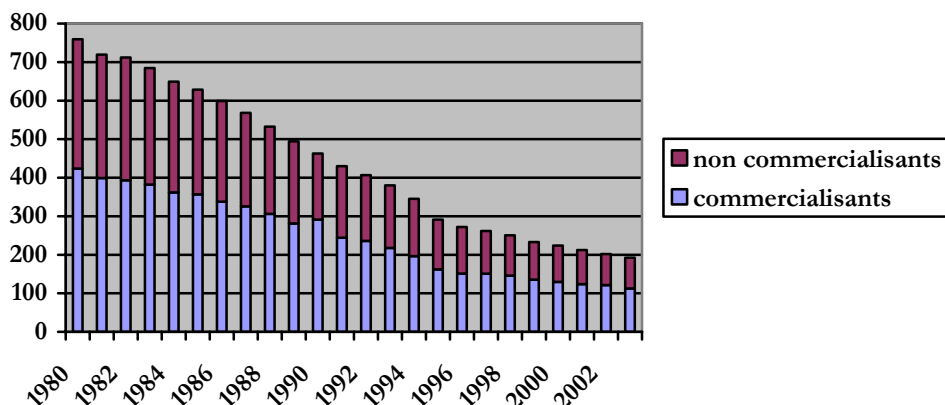
**Figure 3: Evolution des surfaces en production par région**

Source : ONIVINS

Certaines régions ont vu leur surface en production diminuer de façon très importante au cours de 20 dernières années, en particulier : le Languedoc-Roussillon, la Bourgogne, les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), Midi-Pyrénées et Aquitaine.

### 1.1.2 Evolution du nombre de producteurs

**Figure 4: Evolution du nombre de déclarations**



Source : D.G.I/D.G.D.D.I

Le nombre de producteurs non commercialisant est très important en France, il représente environ 40 à 45 % du total, En terme de surface, ils ne représentent en revanche qu'une faible part de la superficie, en nette diminution : environ 8 % en 1980, 2,50 % en 2003.

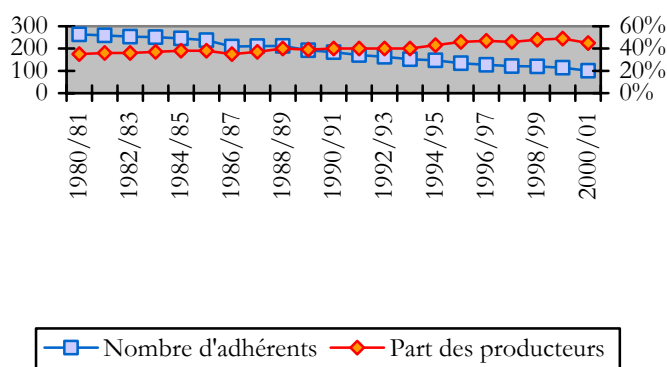
**Tableau 1 : Exploitations spécialisées et non spécialisées**

	1979	1988	2000
Exploitations spécialisées <sup>1</sup>	162 958	110 250	87 303
% du nombre total de producteurs commercialisant	37 %	36 %	67 %

Source : AGRESTE-RA

Les exploitations viticoles sont de plus en plus spécialisées, en 2000, 67 % d'entre elles tirent plus des deux tiers de leur revenu de la viticulture contre 37 % seulement en 1979.

**Figure 5: Evolution du nombre de producteurs en coopératives**



Source : ONIVINS

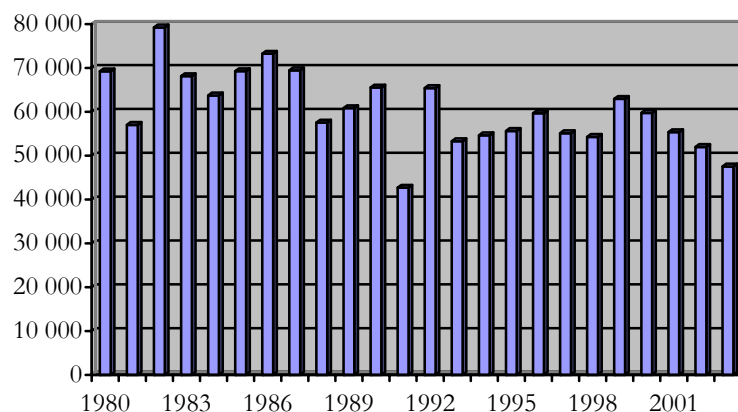
Le nombre d'adhérents aux coopératives est en constante diminution. En revanche, rapporté au nombre total de producteurs, il est de plus en plus important. La surface cultivée par les coopératives reste stable ces 20 dernières années, et compte pour un peu moins de la moitié de la surface totale du vignoble.

<sup>1</sup> Les 2/3 au moins de leur marge brute en provient de la viticulture.



### 1.1.3 Evolution de la production

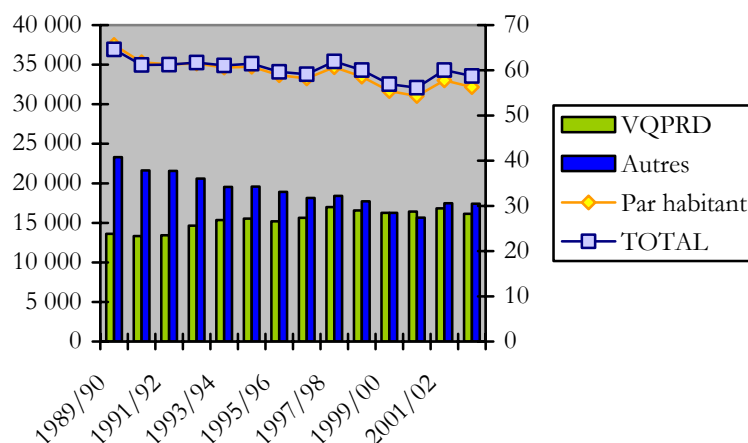
**Figure 6: Evolution de la production viticole entre 1990 et 2003 (1000 hl)**



Source : ONIVINS

Malgré d'importantes variations du niveau de production d'une année sur l'autre, liées notamment aux conditions climatiques, on observe une légère tendance générale à la baisse. En proportion, les v.q.p.r.d ont significativement augmenté au cours des 15 dernières années : ils représentaient 45 % de la production au début des années 1990 et près de 55 % en 2001, 2002 et 2003.

**Figure 7: Evolution de la consommation entre 1990 et 2003 (1000 hl et hl/habitant)**

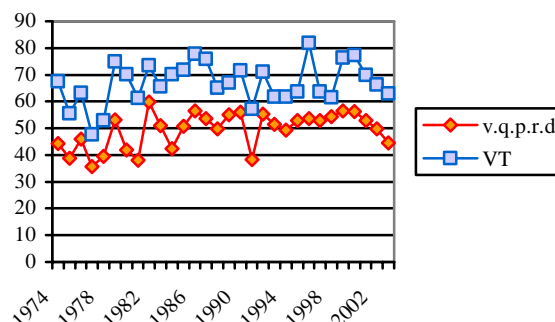


Source : ONIVINS

L'évolution de la consommation suit logiquement celle de la production: globalement, elle diminue au cours des 15 dernières années tandis qu'en proportion, celle des v.q.p.r.d augmente.

### 1.1.4 Structure de l'appareil de production

**Figure 8 : Evolution des rendements viticoles**



Source : ONIVINS

Les rendements viticoles présentent une forte variabilité liée aux conditions de production, en particulier du climat. Dans le cas des v.q.p.r.d, ils suivent une tendance générale à la hausse jusqu'au milieu des années 90 puis se maintiennent et diminuent les années suivantes. Pour les vins de table les rendements sont très variables sur l'ensemble de la période étudiée et ne présentent pas de tendance marquée.

**Tableau 2 : Répartition des surfaces viticoles en fonction de l'âge des vignes (ha)**

	Age de la vigne					total
	< 3 ans	3 - 10	10 - 20	20 - 30	> 30	
1979	44 021	224 216	265 375	185 954	278 819	998 385
	4 %	22 %	27 %	19 %	28 %	100 %
1988	53 339	138 950	242 591	184 789	279 814	899 483
	6 %	15 %	27 %	21 %	31 %	100 %
2000	65 983	127 992	188 905	156 869	324 730	864 478
	8 %	15 %	22 %	18 %	38 %	100 %

Source : AGRESTE-RA, 2000

Le vignoble français montre des signes de vieillissement, les vignes de plus de 30 ans occupant 38 % de la surface en 2000 contre 28 % en 1979. On observe cependant une augmentation de la part des surfaces plantées de jeunes vignobles (moins de 3 ans) qui a doublé entre 1979 et 2000 pour atteindre 8 % et qui semble attester d'une volonté de renouvellement du vignoble.

**Tableau 3 : Répartition des surfaces viticoles et du nombre d'exploitations selon le mode de récolte et de faire-valoir (ha)**

vendanges mécaniques		vignes en faire valoir direct	
Exploitations	Surfaces	Exploitations	Surfaces
48 984	533 929	94 361	545 380
22 %	62 %	42 %	63 %

Source : AGRESTE-RA, 2000

Les vendanges mécaniques sont pratiquées dans 22 % des exploitations viticoles (rapporté aux exploitations commercialisant, le pourcentage atteint 38 %) mais concernent 62 % de la surface viticole, la mécanisation est donc vraisemblablement utilisée par les grandes exploitations. Concernant le faire valoir, il est direct pour 42 % des exploitations.

**Figure 9 : Evolution de la surface moyenne des exploitations viticoles**

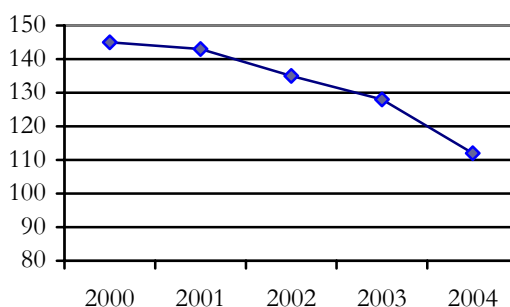
	SURFACE (1000 ha)	Nombre d'exploitants (*1000)		Surf moy / exploitant commercialisant (ha)	Surf moy / exploitant (ha)
		commercialisant	total		
1980	1032	423	759	2,44	1,4
1981	999	399	720	2,50	1,4
1982	989	393	712	2,51	1,4
1983	977	382	685	2,56	1,4
1984	963	362	649	2,66	1,5
1985	944	357	628	2,65	1,5
1986	940	338	599	2,78	1,6
1987	926	326	568	2,85	1,6
1988	909	306	532	2,97	1,7
1989	885	281	494	3,15	1,8
1990	873	291	463	3,00	1,9
1991	862	244	430	3,53	2,0
1992	877	236	407	3,72	2,2
1993	864	218	380	3,97	2,3
1994	864	197	342	4,39	2,5
1995	856	162	291	5,29	2,9
1996	849	151	272	5,61	3,1
1997	832	151	262	5,52	3,2
1998	836	146	251	5,73	3,3
1999	843	135	233	6,23	3,6
2000	872	129	224	6,74	3,9
2001	843	124	212	6,80	4,0
2002	839	121	202	6,92	4,2
2003	830	112	192	7,38	4,3

Source : ONIVINS

En 20 ans, la surface moyenne des exploitations a été multipliée par 3.

### 1.1.5 Evolution du nombre de distilleries et des usines de concentration de moût

Le nombre de distilleries agréées par l'ONIVINS a significativement diminué ces dernières années.

**Figure 10 : Evolution du nombre de distilleries agréées par l'ONIVINS**

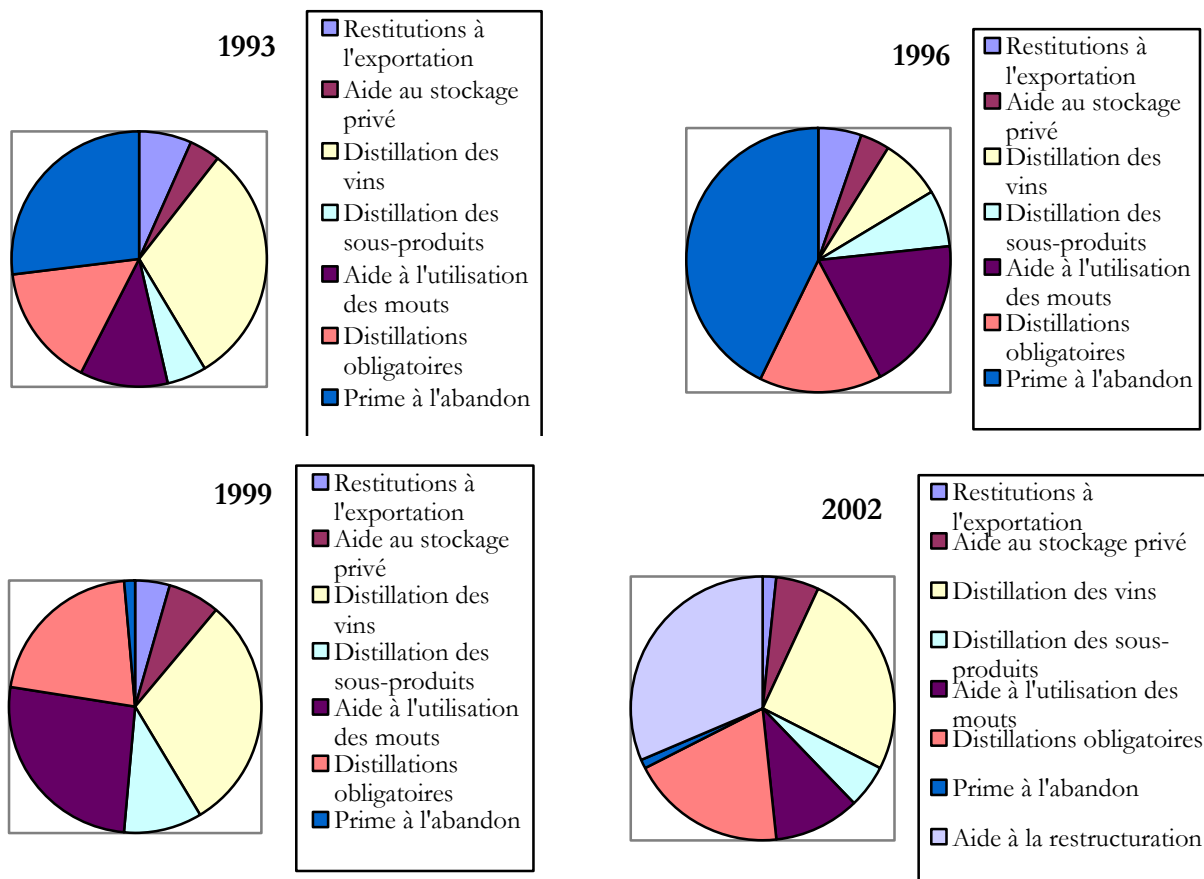
Source: ONIVINS

Cette évolution s'explique en partie par un phénomène de concentration des distilleries.

### 1.1.6 Evolution du nombre d'organisations de producteurs

Aucune donnée relative au nombre d'organisations de producteurs n'a pu être obtenue à l'échelle nationale, les informations recueillies dans le cadre de l'étude de cas indiquent cependant une tendance à l'augmentation.

## 1.2 Niveau de mise en oeuvre des différentes mesures de l'OCM en France



Les primes à l'abandon ont représenté une part importante des dépenses jusqu'en 1996. Elles ont été réduites significativement par la suite. Les aides à la restructuration deviennent un des principaux postes de dépense après la mise en œuvre de l'OCM adopté en 1999.

## 1.3 Cadre institutionnel de la production de vin en France

### 1.3.1 L'administration publique

La politique vitivinicole nationale est mise en œuvre en France par le Ministère de l'agriculture et de la pêche qui définit et oriente la réglementation à retenir pour la gestion du secteur. Son action est relayée et mise en place en concertation avec les organismes suivants :

- la DDA (Direction départementale de l'agriculture),
- les autres services de l'Etat en particulier la DGDDI (Direction générale des douanes et droits directs) et la DGCCRF (la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes) dépendant du Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie,
- les établissements publics : l'ONIVINS (Office national interprofessionnel des vins) et l'INAO (Institut national des appellations d'origine contrôlée).

La **DDA** gère d'une manière générale le secteur agricole, notamment pour tout ce qui est aides et subventions, soit au titre d'une région (contrat de plan, etc...) soit à titre individuel (DJA, PAM, etc...). Elle s'occupe également de la politique générale de qualité (DGAL) et notamment des questions relatives aux produits phytosanitaires, à travers le Service de la Protection des Végétaux.

La **DGDDI**, chargée de la gestion des contributions indirectes auxquelles sont soumises certains produits (produits issus de la viticulture, tabac, certains produits pétroliers, les métaux précieux...), intervient afin de faire respecter les règles de production, de commercialisation, de détention et de

circulation des vins et des boissons alcooliques. Son objectif est d'en faciliter le commerce, tout en assurant une meilleure traçabilité des produits pour le consommateur et une protection efficace de la filière face à la concurrence internationale.

La douane intervient à différents stades de la filière :

- le contrôle des plantations et des arrachages, de l'encépagement, de la gestion des déclarations de récolte, de production et de stock notamment par l'utilisation du casier viticole, qui constitue l'instrument de base du suivi du potentiel foncier et de la production des 170 000 entreprises vitivinicoles (récoltants et récoltants vinificateurs) ;
- l'élaboration du vin (contrôle du processus de vinification, les pratiques œnologiques,...),
- les mesures d'intervention (distillation...),
- la circulation et la commercialisation des 500 000 installations vinicoles (récoltants vinificateurs, négociants vinificateurs, coopératives, élaborateurs, distillateurs).

La douane établit aussi des statistiques de potentiel et de production en ce qui concerne la récolte et les stocks. Ces dernières sont destinées aux organismes nationaux et professionnels comme aux institutions européennes.

Par ailleurs, elle participe également soit à Bruxelles, soit auprès des organismes associés (Ministère de l'agriculture, DGCCRF, **ONIVINS**, **INAO**) à l'organisation et à l'amélioration du fonctionnement de l'organisation commune de marché (**OCM**) "Vins".

**La DGCCRF** a une action complémentaire de celle de la DGDDI, elle veille au respect des règles de concurrence et contrôle la qualité des produits.

**L'ONIVINS**, placé sous la tutelle du ministère de l'agriculture et de la pêche, est un acteur central de la mise en œuvre de la politique nationale et communautaire du secteur vitivinicole. Ses principales missions consistent à :

- mettre en œuvre les mesures de gestion et les aides communautaires (plantations de vignes, prime d'abandon définitif pour certaines aires, soutien en faveur de la reconversion et restructuration du vignoble),
- définir et appliquer la politique française de maîtrise de la qualité de la production à partir de cadre réglementaire fixé par la Communauté, contrôle notamment des bois et plants de vigne, ainsi que des vins de table et des vins de pays,
- suivre et réguler les marchés par l'élaboration de statistiques et la gestion de mesures destinées à réguler l'offre, favoriser l'utilisation de raisins et d'alcool viticole et encourager les exportations,
- soutenir l'acquisition de connaissances nouvelles par le financement et la coordination d'action de recherche et d'expérimentation,
- être un lieu de dialogue entre les différentes familles professionnelles (producteurs, transformateurs, consommateurs) et les pouvoirs publics, dans le cadre d'un conseil de direction et de conseils spécialisés.

Cet organisme est composé de neuf délégations régionales réparties dans les principales régions viticoles et d'un siège parisien qui établit le lien avec le ministère de tutelle.

**L'INAO** intervient spécifiquement dans le secteur des vins de qualité produits dans des régions déterminées (v.q.p.r.d.), déclinés en France en AOC (Appellation d'origine contrôlée) et VDQS (Vin délimité de qualité supérieure) en collaboration étroite avec les syndicats de défense des différentes AOC. Un comité national est dédié exclusivement aux vins et eaux-de-vie. L'implication des professionnels est au cœur du processus de la reconnaissance d'une appellation, et les syndicats sont à l'origine de la demande de reconnaissance déposée auprès du service local de l'INAO qui les assiste dans leur démarche. La demande est ensuite transmise au comité national qui a pour rôle :

- la conduite de la procédure de reconnaissance d'une appellation protégée,
- la délimitation des aires de production,
- la définition des conditions de production,
- l'agrément des produits qui repose notamment par une évaluation de ses qualités organoleptiques,
- la protection des AOC.

Afin d'assurer son rôle, l'INAO est amené à réaliser des contrôles, et travaille également en collaboration avec l'ONIVINS.

Concernant le rapport de la viticulture et de la production du vin avec l'environnement, les principaux organismes publics impliqués sont :

- les DIREN (Directions régionales de l'environnement) qui ont un rôle secondaire de collecte d'information, de consultation et de communication,
- les DIRE (Directions régionales de l'industrie, la recherche et l'environnement) et les Agences de l'eau, chargés du contrôle et de l'aide à la maîtrise des pollutions issues des caves et des distilleries.

### ***1.3.2 Les organismes professionnels***

Les organisations professionnelles et interprofessionnelles sont regroupées au sein de l'ANIVIT (Association nationale interprofessionnelle des vins de table) et le CNIV (Comité national des interprofessions des vins à appellation d'origine).

Les principaux organismes défendant les intérêts des producteurs regroupés selon leur mode de production ou le type de produits sont les suivants :

- la CCVF défend les intérêts des producteurs des coopératives, le VIF ceux des producteurs indépendants,
- la CNAOC regroupe les producteurs de vins et eaux-de-vie à AOC et le CFVDP les producteurs de vins de pays,
- la FNDCV représente les distilleries coopératives.

Il existe également des organismes dont l'activité est plus particulièrement liée à la prise en compte de l'environnement, en particulier la FNIVAB, qui regroupe les viticulteurs convertis à la production biologique et au support technique des viticulteurs, en particulier les Chambres d'agriculture.

### ***1.3.3 Les organismes de recherche et de développement***

La recherche fondamentale est menée, dans le domaine du vin, principalement par l'INRA (Institut national de la recherche agronomique) et les universités et écoles associées. Les domaines concernés couvrent l'ensemble des stades de la production : de la production des bois et plants de vigne à l'élaboration des vins, ainsi que ses liens avec l'environnement.

Les principales activités de recherche concernant la viticulture et l'œnologie se concentrent dans quelques centres régionaux, en particulier les centres de Bordeaux, de Colmar, et de Montpellier dont les activités portent notamment sur la conservation des ressources génétiques, la protection des vignes contre les pathogènes, l'impact des méthodes de culture sur l'environnement et la maîtrise de la qualité du vin.

La recherche appliquée est menée par plusieurs instituts techniques et en particulier à l'échelle nationale, par l'ITV (Institut technique du vin), composé de plusieurs centres situés dans les principales régions viticoles françaises. L'institut assure un rôle de transfert du progrès technique vers les opérateurs. Il valide les résultats de la recherche fondamentale, participe à l'innovation technique, assure un appui méthodologique lors de la mise en place d'expérimentations dans la filière vitivinicole et contribue à l'amélioration du système Recherche/Expérimentation/Développement. Il constitue également un pôle de diffusion au travers de publications techniques, de colloques, de manifestations et de stages de formation.

L'ITV est un acteur central de la définition et la promotion des méthodes de culture intégrée, il édite des guides et des référentiels à l'usage des professionnels.

## 1.4 Contexte de la mise en oeuvre de l'OCM en France

### 1.4.1 Les bonnes pratiques agricoles

Au niveau national, il n'existe pas de code des bonnes pratiques agricoles spécifiquement dédié à la viticulture. Un arrêté ministériel pris en novembre 1993, suite à la directive nitrate (91/676/CEE) définit le code des bonnes pratiques agricoles dont l'objectif est limité à la réduction des transferts de nitrates vers les eaux souterraines et de surface. Il contient les dispositions relatives :

1. Aux périodes pendant lesquelles l'épandage de fertilisants est inapproprié,
2. Aux conditions d'épandage des fertilisants sur les sols en forte pente,
3. Aux conditions d'épandage des fertilisants sur les sols détrempés, inondés, gelés ou couverts de neige,
4. Aux conditions d'épandage des fertilisants près des eaux de surface,
5. A la capacité et au mode de construction des ouvrages de stockage des effluents d'élevage, notamment aux mesures propres à empêcher le ruissellement vers les eaux de surface ou l'infiltration vers les eaux souterraines de liquides contenant des déjections animales ou de jus d'ensilage,
6. Au mode d'épandage des fertilisants, notamment à son uniformité et à la dose épandue, en vue de maintenir à un taux acceptable les fuites de composés azotés vers les eaux.

Le code des bonnes pratiques agricoles peut en outre contenir des dispositions relatives :

1. A la gestion des terres, notamment à la mise en oeuvre d'un système de rotation des cultures et à la proportion des terres consacrées aux cultures permanentes par rapport aux cultures annuelles,
2. Au maintien d'un pourcentage minimal de couverture végétale du sol pendant les périodes pluvieuses hivernales,
3. A l'élaboration d'un plan de fumure par exploitation et à la tenue d'un cahier d'épandage,
4. A la conduite de l'irrigation en vue de prévenir les fuites d'azote vers les eaux.

D'autres codes définissent cependant un certain nombre de bonnes pratiques mises en œuvre volontairement par les agriculteurs de manière individuelle ou par le biais d'opérations collectives et qui concernent dans le secteur de la viticulture :

- des actions de maîtrise de la fertilisation et de l'usage des produits phytosanitaires,
- des opérations FERTIMIEUX sur le raisonnement de l'équilibre de la fertilisation,
- des opérations PHYTOMIEUX sur le réglage des pulvérisateurs et les bonnes pratiques phytosanitaires,
- des actions plus ponctuelles de suivi individuel des agriculteurs dans des zones particulières telles que les périmètres rapprochés de certains captages d'eau potable,
- l'élaboration d'un référentiel national de l'agriculture raisonnée qui reprend l'ensemble des bonnes pratiques sur la globalité de l'exploitation.

### 1.4.2 Application des mesures agro-environnementales

Le secteur viticole est concerné par la mise en place de 9 mesures agro-environnementales (MAE).

**Figure11 : Estimation des surfaces et du nombre de contrats territoriaux d'exploitation (CTE) engagés par les exploitations viticoles**

Mesure agro-environnementale	Nombre de CTE contenant l'action	Surface engagée au titre de l'action (ha) <sup>2</sup>
0304 B : Pas de désherbage chimique ou mécanique dans l'interligne des cultures pérennes entre le 15 août et le 1er février - option restitution des sarments et bois de taille	150	9 184
0803 A : Mise en place ou élargissement d'un couvert herbacé sous culture ligneuse pérenne	2461	100 908
0804 A : Remplacer un traitement chimique par un traitement mécanique (épamprage,.....)	775	33 256
0811 A : Localisation des traitements phytosanitaires	4	374
0813 A : Mise en place et épandage d'écorces sur les interrangs de vignes	92	536
0906 A : Améliorer le taux de matière organique des sols des exploitations légumières et viticoles	26	677
0907 A : Améliorer le taux de matière organique des sols par restitution des sarments et bois de taille	1723	110 674
2100 E : CAB cultures pérennes	188	5 788
2100 F : CAB cultures pérennes	635	17 850

Source : Ministère de l'agriculture et de la pêche

Les mesures agro-environnementales sont relativement bien intégrées dans le secteur viticole. Les principales actions concernent la réduction des pratiques phytosanitaires, l'enherbement interrangs ou en plein et la restitution des sarments et des bois de vignes, ces deux dernières mesures représentant les trois-quarts des surfaces engagées. Les mesures de conversion à l'agriculture biologique nécessitent des investissements importants. Par conséquent, elles mobilisent une part importante des financements – environ 46 % - pour des surfaces engagées assez modestes : 20 000 ha, soit 8 % des surfaces engagées dans les MAE. Les mesures d'enherbement sont des mesures relativement simples à mettre en place et efficaces pour lutter contre les résidus, elles rencontrent cependant dans certains vignobles une certaine réticence des professionnels dont les causes sont mal identifiées (lourdeur administrative, impact paysager...).

<sup>2</sup> Les données de ce tableau sont fournies à titre indicatif, le suivi de la mise en œuvre des MAE étant incomplet.



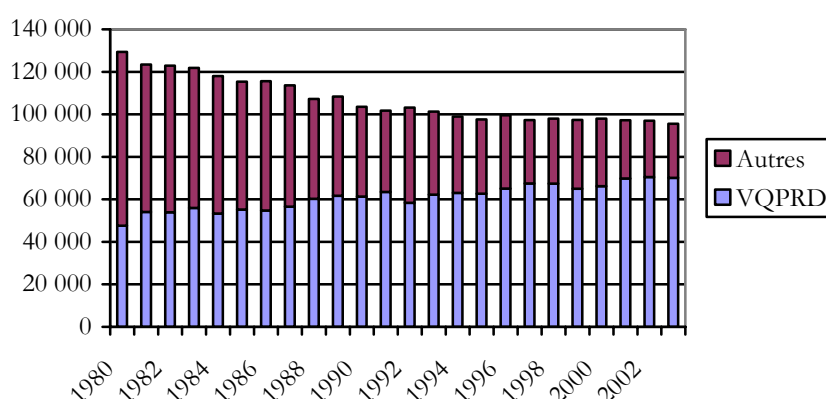
## 2. CONTEXTE DE LA PRODUCTION DE VIN EN PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

### 2.1 Principales caractéristiques de la production en Provence-Alpes-Côte d'Azur

Les producteurs de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur représentent 8 % des viticulteurs de l'ensemble du pays. La surface viticole compte pour 12 % de la surface du vignoble national et produit 11 % du volume des vins français.

#### 2.1.1 Evolution de la surface du vignoble

Figure 12: Evolution de la superficie en production par type de vin (hors cognac)

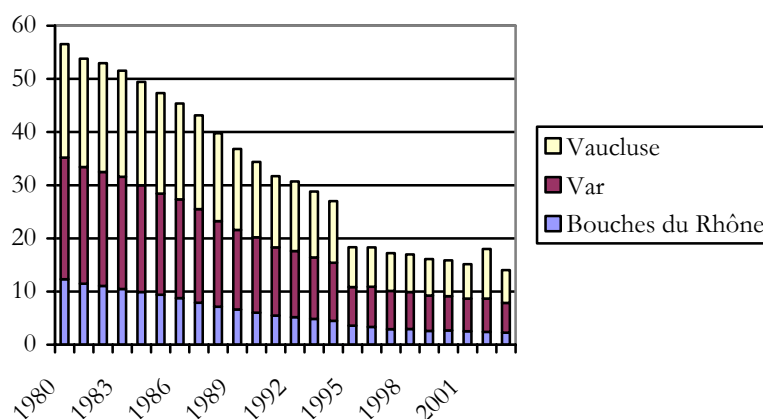


Source : ONIVINS

La superficie en production a nettement diminué entre 1980 et le début des années 1990, perdant en moyenne plus de 2 000 ha par an sur cette période. Le rythme de diminution s'infléchit nettement au début des années 1990, les superficies en production étant quasiment stables à partir de 1995. Les diminutions de superficie concernent uniquement les vins de table, les v.q.p.r.d étant au contraire en constante augmentation, leur part dans la surface du vignoble passe de 37 % en 1980 à 73 % en 2003. La superficie totale en production s'élève à 95 560 ha en 2003 pour une SAU régionale de 900 000 ha.

#### 2.1.2 Evolution du nombre de producteurs

Figure 13: Evolution du nombre de déclarations de récoltes



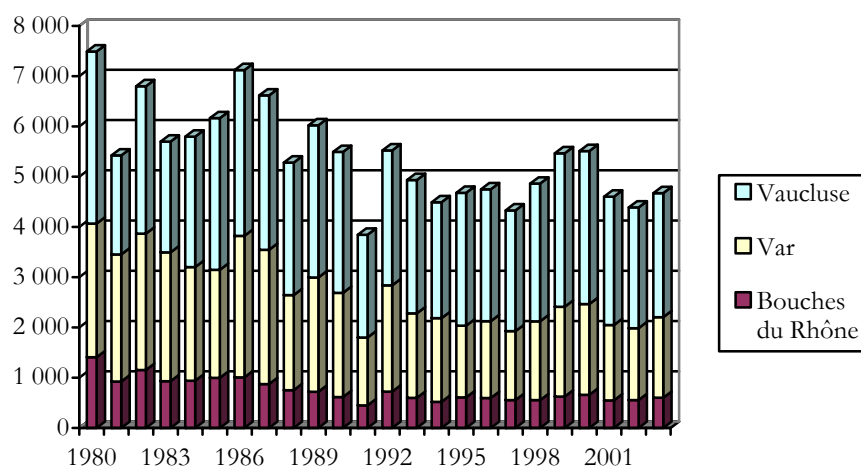
Source : D.G.I/D.G.D.D.I

**Tableau 4 : Exploitation spécialisées et non spécialisées**

	1979	1988	2000
Bouches-du-Rhône	3223	1649	900
Var	8936	6005	3955
Vaucluse	4754	3594	3751
Total des exploitations spécialisées	16913	11248	8606
% du nombre total de producteurs commercialisant	25 %	26 %	50 %

Source : AGRESTE-RA 2000

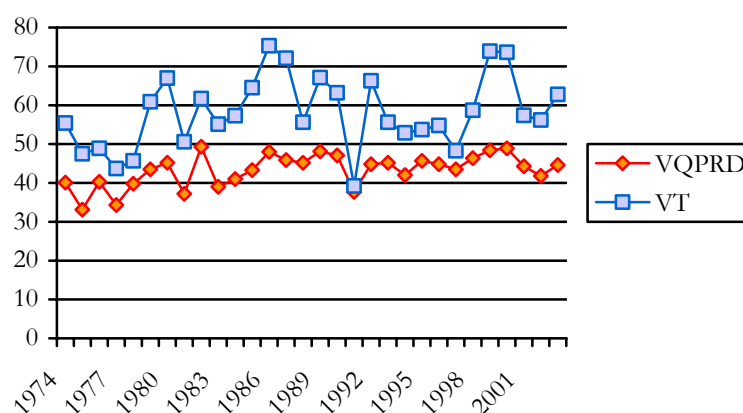
### 2.1.3 Evolution de la production

**Figure 14 : Evolution de la production viticole PACA entre 1990 et 2003.**

Source : ONIVINS

Malgré d'importantes variations du niveau de production d'une année sur l'autre, liées notamment aux conditions climatiques, les niveaux de production apparaissent plus faibles à partir du milieu des années 1990.

### 2.1.4 Structure de l'appareil de production

**Figure 15 : Evolution des rendements**

Source : ONIVINS

L'évolution des rendements viticoles régionaux est semblable à l'évolution des rendements nationaux : on observe une forte variabilité liée notamment aux variations du climat, les v.q.p.r.d suivent une tendance générale à la hausse jusqu'au milieu des années 90 puis se maintiennent les

années suivantes. Pour les vins de table, les rendements sont très variables sur l'ensemble de la période étudiée et ne présentent pas de tendance marquée. Globalement, les rendements moyens de la région PACA sont légèrement inférieurs à la moyenne nationale.

**Tableau 5 : Répartition des surfaces viticoles en fonction de l'âge des vignes (ha)**

		< 3 ans	3 - 10	10 - 20	20 - 30	> 30	total
<b>1979</b>	Bouches du Rhône	624	4 372	5 176	3 578	4 015	17 765
	Var	1 979	9 184	12 221	7 848	10 149	41 381
	Vaucluse	2 265	11 048	11 890	8 705	9 884	43 792
	TOTAL	4 868	24 604	29 287	20 131	24 048	102 938
		5 %	24 %	28 %	20 %	23 %	100 %
<b>1988</b>	Bouches du Rhône	525	1 704	4 075	2 792	2 947	12 043
	Var	1 420	5 546	10 427	9 124	9 706	36 223
	Vaucluse	2 297	6 942	13 350	10 600	13 650	46 839
	TOTAL	4 242	14 192	27 852	22 516	26 303	95 105
		4 %	15 %	29 %	24 %	28 %	100 %
<b>2000</b>	Bouches du Rhône	930	1 710	2 418	2 855	3 275	11 189
	Var	2 227	4 066	6 234	7 351	11 568	31 445
	Vaucluse	3 038	5 742	10 148	11 746	20 681	51 356
	TOTAL	6 195	11 518	18 800	21 952	35 524	93 990
		7 %	12 %	20 %	23 %	38 %	100 %

Source : AGRESTE-RA 2000

L'âge du vignoble de PACA présente des évolutions similaires au vignoble national :

- augmentation des surfaces de vignes âgées de plus de 30 ans et diminution des surfaces pour les âges intermédiaires (entre 3 et 20 ans), indiquant un vieillissement,
- augmentation des surfaces de vignes de moins de 3 ans, indiquant une volonté de renouvellement.

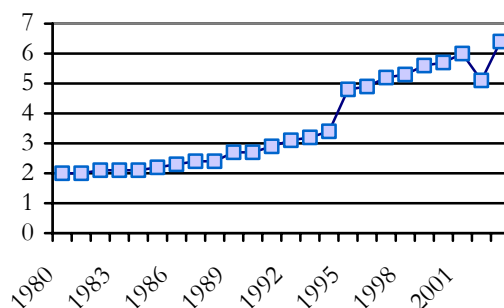
**Tableau 6 : Répartition des surfaces viticoles et du nombre d'exploitations selon le mode de récolte (ha)**

vendanges mécaniques	
Exploitations	Surfaces
4 134	46 147
24 %	47 %

Source : AGRESTE-RA 2000

Les vendanges mécaniques sont pratiquées dans 24 % des exploitations viticoles et concernent 47 % de la surface viticole, elles sont moins utilisées qu'au niveau national.

**Figure 16: Evolution de la surface moyenne des exploitations viticoles**



Source : ONIVINS

### 2.1.5 Evolution du nombre de distilleries et des usines de concentration de moûts

Le nombre de distilleries reconnues par l'ONIVINS localisées dans la région PACA est passé de 7 en 2000 à 5 en 2001. La tendance observée au niveau national se retrouve donc au niveau régional. D'après les professionnels rencontrés, la diminution des volumes à distiller entraîne une

concentration des usines, la distillerie de Maubec avait par exemple 3 usines agréées en 2000 et seulement 2 à partir de 2001.

L'administration signale le problème posé par l'arrêt d'activité des petites distilleries qui sont souvent laissées à l'abandon sans réhabilitation du site.

### 2.1.6 Evolution du nombre d'organisations professionnelles

On compte en PACA :

- 6 unions de coopératives reconnues groupements de producteurs de commercialisation, dont l'une d'elles, située à cheval entre la Drôme et le Vaucluse, réalise 40 % de son activité en PACA.
- 5 caves coopératives reconnues en tant que groupements de producteurs de commercialisation,
- 7 groupements de producteurs de mise en marché, dont 4 de caves particulières.

Des données chiffrées sur l'évolution du nombre de groupements de producteurs n'ont pu être obtenues, mais d'après les acteurs de la filière, ils sont en augmentation. Un certain nombre de groupements se sont en effet constitués afin de permettre à leurs adhérents de bénéficier de la majoration des primes à la restructuration.

## 2.2 Niveau de mise en oeuvre des différentes mesures de l'OCM vin en Provence-Alpes-Côte d'Azur

Figure 17: Evolution des surfaces restructurées primées (ha)

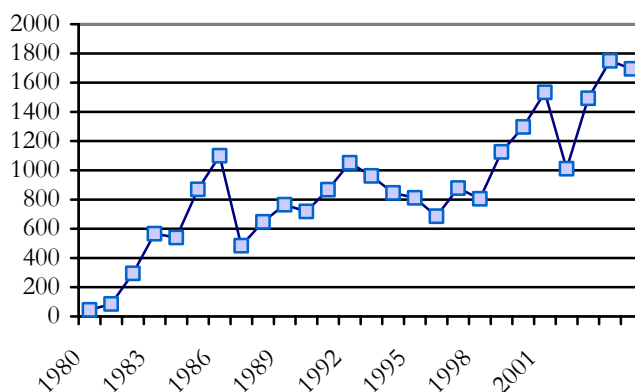
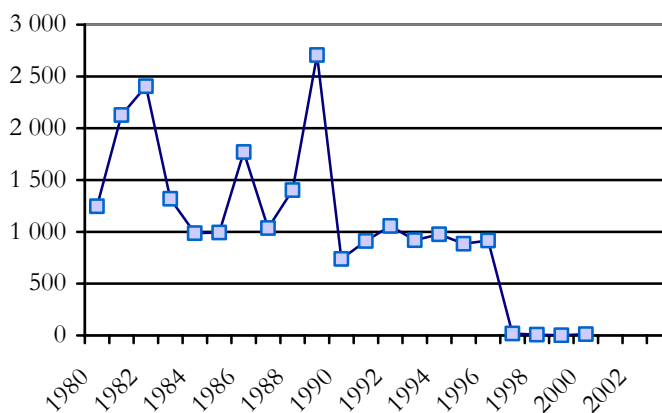


Figure 18: Evolution de surfaces arrachées primées (ha)



## 2.3 Cadre institutionnel de la production de vin en Provence-Alpes-Côte d'Azur

### 2.3.1 L'administration publique

Les institutions nationales sont relayées par différentes structures au niveau régional ou départemental. Le Ministère de l'agriculture intervient via les Directions départementales et régionales de l'agriculture. L'ONIVINS est représenté par la délégation régionale dont l'action couvre toute la région PACA. Pour l'INAO, il existe deux centres sur la région PACA.

### 2.3.2 Les organismes professionnels

Les organismes professionnels sont nombreux dans la région, les principaux sont listés ci-dessous :

#### **Interprofessions :**

- Comité interprofessionnel des vins côtes de Provence C.I.V.C.P
- Comité économique des vins du sud-est
- INTER-RHONE (Interprofession des vins AOC Côtes du Rhône et de la vallée du Rhône)
- Association interprofessionnelle des vins de pays du Var

#### **Syndicats :**

- Syndicat des vignerons des Côtes du Rhône
- Syndicat des vins de Vacqueyras
- Syndicat général des vignerons des Côtes du Ventoux
- Syndicat défense intérêts viticoles de Cairanne
- Syndicat producteurs vin table et vins pays Vaucluse
- Syndicat intercommunal de défense des vins d'AOC Châteauneuf du Pape
- Fédération syndicats de producteurs de Châteauneuf du Pape
- Syndicat A.O.C. GIGONDAS
- Syndicat général vins du Luberon
- Syndicat des vins AOC Coteaux Aix en Provence

### 2.3.3 Les organismes de recherche et de développement

Un centre de l'ITV est implanté dans la région. Il existe également des centres de recherche de l'INRA, les recherches plus spécifiquement dédiées à la vigne sont cependant réalisées au centre de la région Aquitaine.

Plusieurs organismes viennent compléter l'activité de recherche de la région, et en particulier :

#### **- L'Institut rhodanien :**

Il s'agit d'une association loi 1901, créée en 1994, regroupant de nombreux partenaires techniques (interprofession, syndicats, ITV, une université et deux lycées). Elle conduit des recherches et des expérimentations sur l'ensemble de la chaîne d'élaboration des vins de la vallée du Rhône : caractérisation des terroirs, protection raisonnée du vignoble, vinification ou analyse des vins, jusqu'à la mise en bouteille.

Le centre expérimental rassemble une part importante de moyens techniques régionaux et regroupe : le service technique d'Inter Rhône, le service technique du SGVRCRDR (Syndicat général des vignerons réunis des Côtes du Rhône), le GDA (Groupement de développement agricole), le service viticulture de la Chambre d'agriculture de Vaucluse, l'ITV et le lycée viti-vinicole. Ces organismes et services techniques disposent d'une cave de vinification expérimentale, d'un laboratoire d'analyses œnologiques et de microbiologie, d'un laboratoire de viticulture, d'analyses des résidus et d'une salle de dégustation.

### - le Groupe de recherche en agriculture biologique (GRAB)

Il s'agit d'une station de recherche qui mène des travaux de recherche et d'expérimentation afin de développer et diffuser auprès des agriculteurs et techniciens, les techniques de production biologique. Les cultures concernées sont le maraîchage, l'arboriculture, la viticulture et les plantes aromatiques et médicinales.

### - le vignoble expérimental de la Chambre d'agriculture du Vaucluse

Sur 4,50 hectares, les conseillers spécialisés de la Chambre d'agriculture de Vaucluse conduisent des expérimentations et des recherches de références sur la base des attentes et des besoins exprimés par l'ensemble des vignerons du département. Les travaux concernent à la fois le matériel agricole (clones, somaclones, cépages...), les modes de conduite (densité, palissage, éclaircissage,...), la protection phytosanitaire (agriculture raisonnée, agriculture bio), le respect de l'environnement viticole (biodiversité, haies arbustives, enherbement...).

## 2.4 Contexte de la mise en œuvre de l'OCM en Provence-Alpes-Côte d'Azur

**Tableau 7 : Estimation des surfaces et du nombre de CTE engagés par les exploitations viticoles**

Mesure agro-environnementale	Nombre de CTE contenant l'action	Surface engagée au titre de l'action (ha) <sup>3</sup>
0304 B : Pas de désherbage chimique ou mécanique dans l'interligne des cultures pérennes entre le 15 août et le 1er février - option restitution des sarments et bois de taille	150	9 184
0803 A : Mise en place ou élargissement d'un couvert herbacé sous culture ligneuse pérenne	98	2 192
0804 A : Remplacer un traitement chimique par un traitement mécanique (épamprage,.....)	96	3 891
0907 A : Améliorer le taux de matière organique des sols par restitution des sarments et bois de taille	114	5 976
2100 E : CAB cultures pérennes	57	791
2100 F : CAB cultures pérennes	81	2 264

Source : Ministère de l'agriculture et de la pêche

La liste des mesures présentées dans l'annexe b du PDRN peut être déclinée au niveau régional dans un document appelé la synthèse régionale. Le niveau d'exigence des mesures citées dans cette synthèse peut aller au-delà des exigences fixées au niveau national.

Comparée à la tendance nationale, la mise en œuvre des mesures agro-environnementales s'est bien développée en Provence-Alpes-Côte d'Azur, elle est notamment la seule région dont les viticulteurs ont souscrit à la mesure 0304B (Cf. tableau ci-dessus).

<sup>3</sup> Les données de ce tableau sont fournies à titre indicatif, le suivi de la mise en œuvre des MAE étant incomplet.

### 3. REPONSES AUX QUESTIONS D'EVALUATION

#### 3.1 Questions verticales relatives à l'OCM vin

##### 3.1.1 Vin – Thème 1 : contrôle de l'offre

**Question 1(VI) : Quelle est l'incidence environnementale de l'interdiction de plantation de nouvelles vignes à l'exception des régions où la demande augmente ?**

##### Compréhension de la question

Dans l'UE, il n'est pas possible de planter librement de la vigne depuis 1976. De plus, les zones viticoles sont parfaitement identifiées grâce à un casier viticole très précis et très contrôlé.

Pour permettre aux zones où la demande se développe de profiter des possibilités offertes par le marché, le règlement 1493/99 a attribué des quotas à chaque Etat membre (EM) (voir tableau 11 ci-après) et un quota communautaire de réserve de 17 000 ha. L'affectation de ces quotas est de la responsabilité des EM. Ceux-ci sont censés les distribuer dans les zones où la demande augmente, ce qui est le critère communautaire, toutefois le contrôle communautaire ne porte que sur la seule surface totale en vigne par EM.

**Figure19 : Droit de plantations nouvelles par Etat membre**

Etat membre	Quotas (ha)
Allemagne	1 524
Grèce	1 098
Espagne	17 355
France	13 565
Italie	12 933
Luxembourg	18
Autriche	737
Portugal	3 760

Des droits de transfert existent par ailleurs qui permettent de reporter des droits de plantation existants d'une région vers l'autre. Ainsi, en plus des plantations, les surfaces peuvent être transférées d'une région d'un EM vers une autre, par exemple d'une zone de vin de qualité secondaire, vers une zone de vin de bonne qualité. Les transferts étant traités à la question 2 (V2) "relocalisation", nous ne traiterons donc ici que la limitation du droit de planter.

La question n'est pas à proprement parler évaluative, elle demande d'analyser les conséquences environnementales de la limitation du droit de plantation. La situation contrefactuelle étant la liberté de plantation. Le contrôle de la localisation des plantations dans les régions où la demande augmente n'étant pas réellement fait et le marché réglant une grande partie de ce problème (arrêt des plantations dans les régions où il y a une forte mévente), nous concentrerons la réponse à cette question sur la limitation du droit de planter.

##### Critère de jugement

La question porte essentiellement sur les zones où la demande n'augmente pas et où les droits à planter sont motivés par des arrachages d'une surface équivalente ou par des transferts d'une exploitation à l'autre. Par ailleurs, le système de gestion des droits reste une prérogative des EM. Par exemple, en France, les droits à planter sont gérés de manière centralisée par l'ONIVINS alors qu'en Italie, les quotas sont répartis par région qui les gèrent elles-mêmes. Il en découle, que les méthodes de gestion de ces quotas peuvent se traduire par des effets sensibles sur la taille des exploitations, les rendements, les pratiques culturales, etc.

Les critères de jugement pris en compte pourraient être basés sur l'analyse des méthodes de gestion des droits à planter selon les EM et de leurs effets sur l'environnement. Deux échelles d'étude sont à prendre en compte :

- analyse des impacts au niveau de l'exploitation,
- analyse des impacts au niveau d'une région ou d'un pays.

### Méthode de réponse et indicateurs

Les données RICA croisées avec les OTEX vigne permettront une approche des évolutions à l'échelle européenne sur la période 1989- 2002.

La réponse à cette question sera surtout basée sur les études nationales qui permettront d'identifier les différentes tendances retenues par les EM pour la gestion de leurs droits, sur les entretiens avec les OP et certains organismes scientifiques rencontrés ainsi que sur les études de cas au cours desquelles l'avis des professionnels et des producteurs sera demandé.

Les indicateurs retenus seront, pour l'analyse effectuée au niveau de l'exploitation :

- évolution de la structure des exploitations et des intrants selon les données du RICA,
- existence ou non de changements dans les exploitations, les pratiques culturales, les variétés, les rendements du fait du transfert ou de la replantation, sur la période 1980 – 2003,
- si oui quels types de changement (ex : intensification) et quels effets sur l'environnement.

Pour l'analyse des impacts au niveau régional/national, on étudiera :

- évolution des surfaces viticoles par région à partir des données comme le casier viticole, Lucas (ou ses versions nationales comme Teruti), et si cela n'est pas trop lourd en travail Corine Landcover,
- analyse des effets sur le paysage et l'environnement à partir d'entretiens ciblés sur les régions concernés par des changements importants de l'occupation des sols.

### Réponse synthétique

*Les pratiques culturales des exploitations ne semblent pas évoluer vers une intensification des pratiques, les rendements et l'utilisation des engrais ne présentent pas de tendance significative et sont restés relativement constants ses dernières années. Seul le niveau de dépense pour les pesticides augmente, en particulier pour les herbicides. Cependant, aucun lien direct avec la mesure d'interdiction n'a pu être mis en évidence. Les principales évolutions consistent en une adaptation des pratiques afin de privilégier la qualité, une concentration des moyens de production et sont essentiellement une conséquence des exigences du marché. Parmi les agriculteurs interrogés, seuls quelques-uns semblent regretter de ne pouvoir disposer de droits de plantation supplémentaires, et aucun n'indique avoir intensifié ses pratiques.*

*A l'échelle régionale, on constate un ralentissement global du rythme de diminution des surfaces. La Corse et l'Aquitaine ont vu leurs surfaces viticoles augmenter tandis qu'elles diminuent pour les autres régions. Trois régions ont une part importante de leur vignoble en zone de montagne, elles ne sont pas cependant particulièrement concernées par la diminution des surfaces viticoles. Globalement il semble que la recherche de vignobles produisant des vins de qualité amène les producteurs à occuper les coteaux. Toutefois, le rôle des vignes dans la lutte contre l'érosion dépend des pratiques, elles sont susceptibles de favoriser l'érosion hydrique lorsque les rangs sont plantés dans les sens de la pente et les interrangs ne sont pas enherbés. Les évolutions constatées à l'échelle régionale dépendent également du marché, même si l'OCM a pu y participer indirectement en autorisant les transferts entre régions. Au niveau infra régional, l'OCM n'a pas d'impact sur la répartition des vignobles sur le territoire.*



## Réponse détaillée

### Contexte :

Des situations d'excédents de production ont été observées en France bien avant la mise en place de l'OCM (crise de 1907 ou 1930) et des mécanismes de limitation de la production existent depuis 1931. Au niveau européen, une gestion des surfaces viticoles ayant pour objectif de limiter la production a été adoptée en 1976 (*règlement 1163/76*) instituant entre autres mesures, une interdiction des plantations. Au début des années 1990, le marché du vin est apparu plus favorable, et l'introduction d'une plus grande flexibilité dans la réglementation communautaire afin de permettre une meilleure utilisation des droits de replantation a été suggérée (*Situation et perspectives VIN – juin 1998*). En définitive, l'OCM 1493/1999 maintient l'interdiction de plantation mais attribue à chaque EM un quota de nouvelles plantations censé être distribué dans les régions où la demande augmente.

En France, le quota attribué s'élève à 13 565 ha, ces droits sont disponibles auprès de la réserve nationale, ils sont nommés droits externes, et sont répartis chaque année dans les différents départements en fonction des critères suivants :

- pour les vins de table, les délégations départementales de l'ONIVINS présentent des résultats économiques (ventes, prix, stocks) afin de justifier leur demande de droits,
- pour les v.q.p.r.d., les syndicats d'appellations d'origine contrôlée font de même pour obtenir des droits.

Un comité est consulté sur l'orientation de la politique de plantation ainsi que sur toutes les questions relatives à la gestion du potentiel viticole dans le cadre de la réserve et notamment, l'état du potentiel viticole, les demandes, les stocks et les flux de droits par région, en s'appuyant sur une analyse économique des marchés (*arrêté du 4 avril 2003, art. 2*).

La gestion du potentiel de production viticole est régie au niveau national par les articles R 664-1 à R 664-16 du code rural. Trois possibilités s'offrent aux viticulteurs pour obtenir des droits de plantation :

- des droits gratuits peuvent être obtenus auprès de la réserve nationale pour les jeunes agriculteurs,
- des droits peuvent être achetés auprès de la réserve nationale,
- des droits peuvent être obtenus par transfert auprès d'une exploitation vendant ses droits.

Les 13 565 ha initialement alloués par l'UE ont déjà été consommés au niveau national, malgré une mise en œuvre assez tardive. Cependant, la réserve nationale se reconstitue à partir des droits arrivant en fin de vie ou des autorisations non utilisées par les jeunes agriculteurs. En définitive, elle joue le rôle d'un outil de gestion des droits de plantation et a pour objectif d'atteindre un bilan équilibré.

Le viticulteur doit adresser sa demande à l'ONIVINS pour les vins de table et à l'INAO pour les v.q.p.r.d.. Aucun critère environnemental n'est pris en compte dans l'attribution des autorisations, il est seulement mentionné que seuls peuvent être plantés les vignobles dont la production a un débouché assuré. A titre d'exemple, les conditions imposées dans le cadre de la plantation de vins de pays définies par l'arrêté du 13 mai 2005 comprennent :

- une limitation du rendement agronomique de l'exploitation, au plus égale à 100 hl/ha,
- une liste de cépages autorisés à la plantation,
- une superficie minimale égale à 10 ares,
- une superficie maximale, variable selon les cas (3 hectares pour les jeunes agriculteurs, 30 % de la superficie viticole de l'exploitation, dans la limite de 2 hectares, pour les autres plantations)

Pour les AOC, les décrets relatifs à chaque appellation définissent des conditions identiques (Cf. question 1, thème 3). Généralement, les limitations de rendements sont plus sévères et se situent autour de 50 hl/ha.

Si les contingents ne permettent pas de répondre favorablement à l'intégralité des demandes, des critères de priorité peuvent être appliqués. En l'absence de critère de priorité, la superficie accordée

à chaque demandeur est abaissée de manière à pouvoir prendre en compte l'ensemble des demandes recevables.

Notons que les viticulteurs ont également la possibilité d'agrandir leur exploitation en utilisant des droits disponibles en portefeuille ou via le rachat ou la location de surfaces viticoles ou enfin par le transfert de droits concomitant à la cessation d'activité ou des parcelles dont sont issus ces droits.

#### **Contexte en Provence-Alpes-Côte d'Azur**

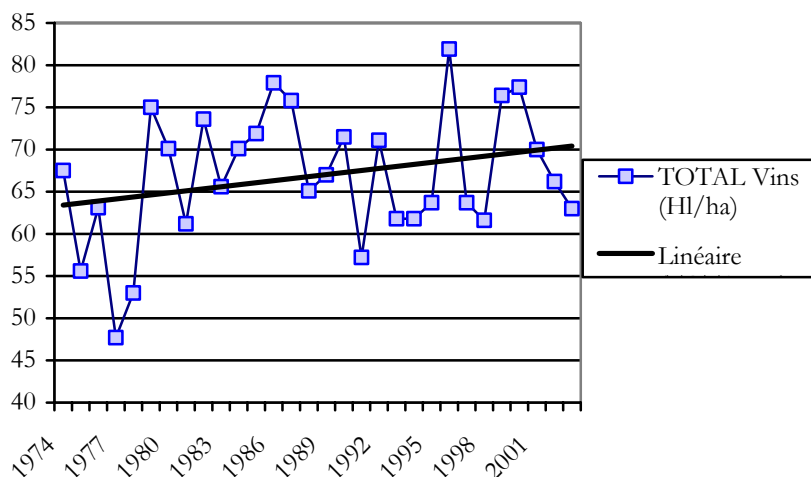
La réglementation nationale s'applique en région PACA sans modification particulière et fait intervenir les administrations locales, en particulier l'ONIVINS situé à Avignon et les délégations locales de l'INAO. La part des quotas destinés à la région PACA est d'environ 1800 ha, soit 13 % de la réserve, ce qui semble cohérent avec une surface du vignoble régional comptant pour environ 11 % de la surface nationale.

#### **Critère 1 : impact de la mesure au niveau de l'exploitation**

Un des arguments avancés contre l'interdiction de plantation est la faiblesse de son impact réel sur le potentiel productif, la réduction des surfaces étant compensée par les améliorations technologiques permettant une augmentation des rendements par hectare (*Situation et perspectives VIN – juin 1998*). L'augmentation de ces rendements est susceptible de se traduire par des impacts sur l'environnement car elle implique généralement une utilisation accrue des engrais mais aussi des pesticides, un plant plus productif étant généralement plus sensible aux maladies. La relation entre l'accroissement des rendements et l'utilisation des pesticides n'est cependant pas linéaire et une couverture minimum est toujours requise.

L'intensification des pratiques peut être évaluée par l'analyse de l'**évolution des rendements** dont l'augmentation permet aux viticulteurs d'atteindre un niveau de production plus élevé sans augmenter les surfaces.

**Figure 20 : Evolution des rendements viticoles pour l'ensemble des vins, au niveau national**



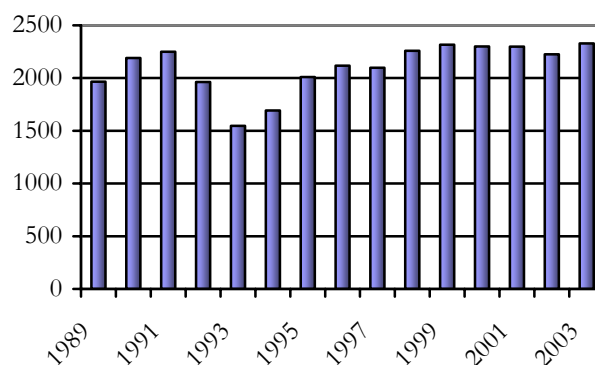
Source : ONIVINS

Au cours des 25 dernières années, le rendement viticole moyen national a fortement varié (l'étendue est de l'ordre de 30 hl, pour une moyenne d'environ 67 hl). Ces variations sont dues à plusieurs facteurs dont les principaux sont liés au climat. Il est possible d'identifier une très légère évolution à la hausse (environ 0,24 hl/an), mais cette estimation est très peu fiable<sup>4</sup>, en conséquence, on peut considérer que le rendement est demeuré relativement stable ces dernières années.

<sup>4</sup> Les coefficients de régression de la courbe de la Figure 20 égal à 0.07

Les résultats relatifs à l'utilisation des **engrais et des produits phytosanitaires** permettent également d'estimer la réalité d'une éventuelle intensification des pratiques. Des données sur la consommation de pesticides sont disponibles auprès d'Eurostat et la base de données RICA contient des informations sur les dépenses des exploitations spécialisées en viticulture pour les fertilisants et les produits phytosanitaires.

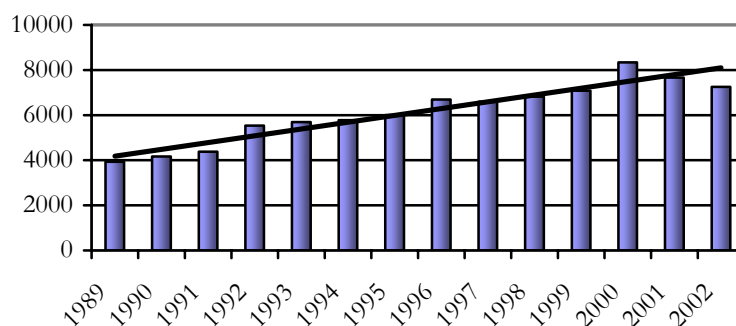
**Figure 21 : Dépenses par exploitations spécialisées en viticulture pour le poste fertilisation (euros)**



Source : RICA

Le niveau de dépense pour le poste fertilisation est d'environ 2300€ sur la période 1998 – 2003. Les dépenses nettement plus faibles (environ 1500€) en 1994 et 1995, ont augmenté régulièrement jusqu'en 1999 avant de se stabiliser.

**Figure 22 : Evolution des dépenses moyennes pour la protection des cultures (Euros)**

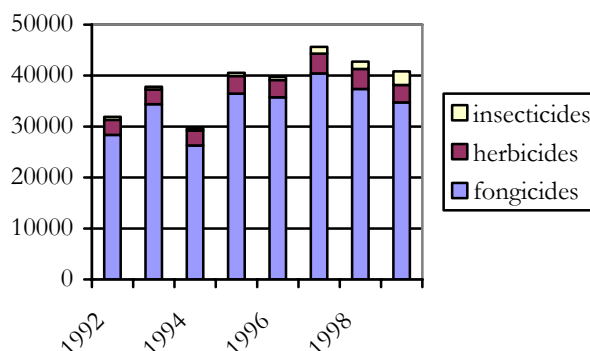


Source : RICA

Les dépenses des exploitations viticoles pour la protection des cultures augmentent assez régulièrement entre 1989 et 2000, à un rythme d'environ 300€/par an<sup>5</sup>. On observe entre 1999 et 2000 une brusque augmentation du niveau des dépenses qui passe de 7 081€ à 8 339€. La tendance s'inverse l'année suivante.

Globalement, les dépenses pour la protection des cultures sont importantes en viticulture et particulièrement en France, l'essentiel étant lié à la lutte contre les maladies fongiques.

<sup>5</sup> Le coefficient de régression de la courbe est proche de 0,9

**Figure 23 : Consommation de pesticides pour la culture de raisin (tonnes d'ingrédients actifs)**

Source : Eurostat

D'après le graphique ci-avant, la consommation de pesticides est assez variable, le niveau semble cependant significativement plus élevé à partir de 1995, pour atteindre un maximum en 1997. La consommation globale diminue à partir de 1997, alors qu'on observe une utilisation accrue des insecticides à partir de 1997. La période d'observation est cependant trop courte pour déterminer s'il s'agit de tendances durables ou non.

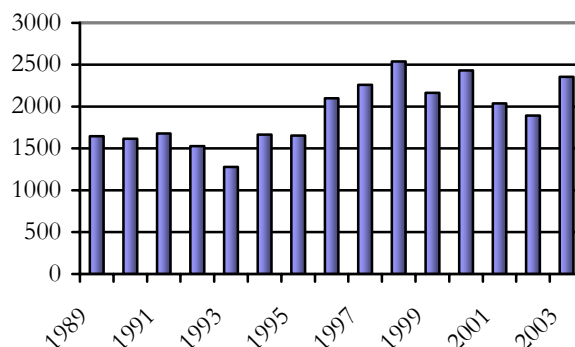
De l'analyse des Figure 22 et Figure 23, il est difficile de conclure à une augmentation de l'utilisation des pesticides. Il n'y a pas de correspondance nette entre les deux graphiques : l'évolution des dépenses ne suit pas celle de la consommation. Afin d'être en mesure d'interpréter les données relatives aux dépenses, il faudrait prendre en compte l'évolution du prix des produits. L'augmentation rapide observée à partir de 1998 pourrait correspondre à une amélioration des gammes de produits utilisés. Il est donc possible que les quantités utilisées soient moins importantes mais qu'en revanche, le coût d'achat ou d'application à l'aide de techniques de traitement plus précises soit plus élevé. On observe en outre dans la profession une prise de conscience vis-à-vis des dommages causés à l'environnement. De nombreuses démarches sont mises en œuvre par différents organismes, et les viticulteurs de plus en plus sensibles à l'argument financier, font des efforts pour réduire les coûts de production, par une meilleure maîtrise des traitements phytosanitaires notamment. La baisse des dépenses à partir de 2000 pourrait être un indicateur de cette tendance.

Concernant les données sur la consommation, elles ne couvrent pas la période récente et fournissent peu d'indices sur la période correspondant à la mise en place du nouveau règlement.

En définitive, on ne constate pas d'intensification prononcée des pratiques au cours de ces dernières années. Les pratiques évoluent peu en ce qui concerne la consommation des engrais et les rendements sont stables. Les données sur les pesticides semblent indiquer des changements dans les pratiques mais qui ne correspondent pas nécessairement à une intensification des pratiques.

L'étude de l'intensification des pratiques dans le cadre de l'étude de cas est cohérente avec l'étude nationale. Les niveaux des dépenses dédiées aux fertilisants sont moins constants qu'à l'échelle nationale.

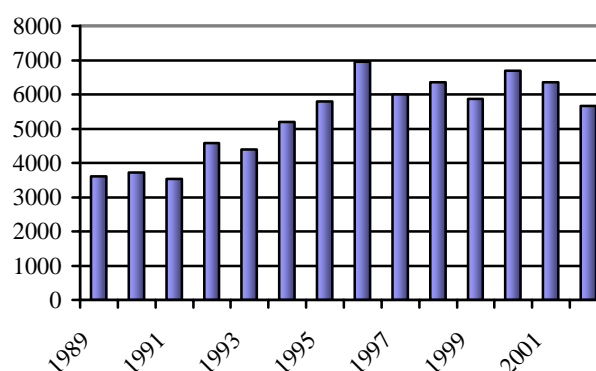
**Figure 24 : Dépense par exploitation spécialisée en viticulture pour le poste fertilisation (euros)**



Source : RICA

On observe une augmentation des dépenses à partir de 1995, celles-ci atteignent un maximum en 1998, puis se maintiennent à un niveau élevé en comparaison de la période précédente mais présentent des variations plus importantes qu'à l'échelle nationale.

**Figure 25 : Evolution des dépenses moyennes pour la protection des cultures (Euros)**



Source : RICA

Les dépenses pour la protection des cultures suivent une dynamique similaire aux dépenses évaluées au niveau national et appellent les mêmes commentaires.

Les résultats de l'enquête conduite auprès des viticulteurs sont cohérents avec les données relatives à l'intensification présentées jusqu'ici. Le sujet de l'intensification est un sujet délicat pour quelques viticulteurs. Certains affirment que les rendements sont déjà à leur maximum dans la plupart des exploitations, d'autres au contraire disent limiter volontairement leurs rendements afin de produire du vin de qualité. Il semble de fait, qu'il y ait deux comportements opposés qui correspondent à deux objectifs différents. La majorité des viticulteurs semblent cependant privilégier la qualité et n'ont pas particulièrement intensifié leurs pratiques au cours des dernières années. En outre, des rendements maxima sont imposés dans le cadre de la production des vins de pays ou des vins AOC ce qui limite la marge de manœuvre d'une partie des producteurs. Seuls 3 d'entre eux affirment que l'interdiction de plantation a eu un impact sur les exploitations ou le choix des variétés<sup>6</sup>.

<sup>6</sup> Le nombre total de viticulteurs enquêtés est de 20

## Critère 2 : impact de la mesure au niveau régional

Le mécanisme d'attribution des droits de plantation est également susceptible d'avoir des effets négatifs sur l'environnement à l'échelle d'une région, par l'extension ou la concentration de superficies en viticulture dans des zones particulièrement sensibles aux pollutions par les produits phytosanitaires et les engrais. A l'inverse, il apparaît légitime de se demander si l'interdiction de plantation ne pourrait pas conduire à la marginalisation de zones pour lesquelles la viticulture joue un rôle dans la lutte contre l'érosion.

Les données régionales sur l'évolution des surfaces permettent d'identifier la répartition des surfaces viticoles sur le territoire national et son évolution. La comparaison du rythme d'évolution des surfaces entre les périodes précédant et suivant le règlement de l'OCM adopté en 1999 révèle 3 grands types de changements de rythme :

- une diminution du rythme de réduction des surfaces : Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Midi-Pyrénées, Centre, Rhône-Alpes,
- une diminution du rythme de l'accroissement, Bourgogne, Alsace ainsi que la Champagne dont le rythme d'évolution des surfaces devient légèrement négatif,
- une augmentation du rythme de l'accroissement en Aquitaine et en Corse dont les surfaces en vignoble ré-augmentent après avoir diminué,

L'Aquitaine et la Corse sont donc les deux régions les plus dynamiques, l'attribution des quotas participent vraisemblablement à un transfert des surfaces des régions les moins dynamiques vers ces deux régions. Au niveau national, le rythme de diminution des superficies ralentit significativement après 1999, passant de -10 239 ha/an à -3867 ha/an.

**Tableau 8 : Rythme d'évolution annuelle de la superficie en vigne par région (ha/an)**

	De 1980 à 1999	De 1999 à 2003	Superficie du vignoble (2003) – 1000 ha
<b>LANGUEDOC - ROUSSILLON</b>	-5875	-3792	279,0
<b>PROVENCE - COTE D'AZUR</b>	-1601	-366	95,6
<b>AQUITAINE</b>	377	1278	150,8
<b>CORSE</b>	-928	338	7,0
<b>MIDI – PYRENEES</b>	-1961	-708	38,3
<b>CENTRE</b>	-371	-78	23,1
<b>PAYS DE LOIRE</b>	-351	-717	39,3
<b>RHONE – ALPES</b>	-458	-63	58,0
<b>BOURGOGNE</b>	311	252	30,3
<b>CHAMPAGNE Viticole</b>	267	-11	30
<b>ALSACE</b>	120	111	15,2

Source : ONIVINS

Le tableau ci-après permet d'évaluer l'importance des évolutions de surfaces par rapport à la surface de vignoble de chaque région.

**Tableau 9 : Evolution de la superficie en vigne par région (% de la surface viticole totale)**

	De 1980 à 1999	De 1999 à 2003
<b>LANGUEDOC – ROUSSILLON</b>	-28 %	-6 %
<b>PROVENCE - COTE D'AZUR</b>	-25 %	-2 %
<b>AQUITAINE</b>	6 %	4 %
<b>CORSE</b>	-78 %	32 %
<b>MIDI – PYRENEES</b>	-48 %	-8 %
<b>CENTRE</b>	-24 %	-2 %
<b>PAYS DE LOIRE</b>	-14 %	-8 %
<b>RHONE – ALPES</b>	-14 %	-1 %
<b>BOURGOGNE</b>	27 %	4 %
<b>CHAMPAGNE Viticole</b>	22 %	0 %
<b>ALSACE</b>	20 %	4 %

L'augmentation rapide des surfaces viticoles dans la région Aquitaine, présentant déjà d'importantes surfaces en production pourrait mener à terme à une concentration des problèmes

environnementaux et en accentuer les effets. En contrepartie, le développement de surfaces viticoles sur les coteaux est susceptible d'améliorer la situation face au risque d'érosion.

Dans les régions concernées par des diminutions importantes des surfaces, l'impact environnemental est lié à la possible marginalisation de zones dans lesquelles la viticulture joue un rôle vis-à-vis des problèmes d'érosion. D'après le tableau ci-après, une part importante des vignobles d'Alsace, de la région Rhône-Alpes et de la Corse, se trouve en zone de montagne. L'évolution des surfaces viticoles de ces régions est soit positive, soit faiblement négative. Ces données ne donnent certes, aucune information sur l'évolution des surfaces au sein de ces régions, cependant les zones de relief permettent généralement, grâce à des conditions environnementales propices, d'obtenir des vins de qualité susceptibles de trouver des débouchés sur le marché. Le problème de marginalisation ne concerne donc que certaines zones de montagne et n'apparaît pas accentué de façon significative par les transferts entre régions.

**Tableau 10 : Part du vignoble occupant des zones de montagne en 2003**

	Nombre d'exploitations	Surfaces montagne	Surfaces totales	Montagne/total
Bourgogne	50	420	31080	1%
Alsace	1030	4100	16670	25%
Aquitaine	390	360	154920	0%
Midi-Pyrénées	770	650	44660	1%
Rhône-Alpes	3140	11560	55070	21%
Languedoc-Roussillon	2300	13180	287310	5%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	680	3090	96750	3%
Corse	190	3780	7020	54%
<b>TOTAL</b>	<b>8740</b>	<b>37210</b>	<b>872660</b>	<b>4%</b>

Source : Eurostat<sup>7</sup>

Seule une faible part du vignoble de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (3 %) se trouve en zone de montagne. Aucune donnée sur la répartition au sein de la région en fonction du relief n'a pu être obtenue. Il apparaît cependant que le relief permet généralement la production de vins de qualité et les transferts au sein de la région se font plutôt au profit des coteaux. Les vignobles concernés par les diminutions de surface sont généralement situés en plaine, à proximité immédiate des villes notamment.

### Rôle de l'OCM

#### Au niveau de l'exploitation :

Le règlement européen est susceptible d'avoir un impact sur les viticulteurs qui veulent s'étendre dans une situation où le marché des droits serait particulièrement tendu. En effet, si un nombre important de viticulteurs demandaient à s'étendre, ils entreraient en concurrence et les limitations fixées au niveau européen pourraient s'avérer problématiques. Cependant, les viticulteurs ont la possibilité d'augmenter leur potentiel de production par le rachat ou la location de surfaces viticoles ou de tout ou partie d'exploitations dont ils récupèrent les droits. Les cessations d'activité dans les régions dont l'agriculture est peu dynamique, les départs à la retraite favorisent ainsi la concentration de la production sur un nombre de plus en plus réduit d'exploitations mais permet aux exploitations les plus dynamiques d'augmenter leur potentiel de production. Il semble qu'au niveau national, la disponibilité des droits ne soit pas la cause d'une frustration des producteurs ce que tend à confirmer l'étude de cas (Cf. ci-après) bien que des nuances puissent exister d'une région à l'autre en fonction du dynamisme du secteur. Cependant, de plus grandes surfaces étant allouées aux zones les plus dynamiques, la réglementation n'incite pas à l'intensification des pratiques.

<sup>7</sup> Pour une partie des données indiquées dans ce tableau, le pourcentage d'incertitude est supérieur à 20 %, en particulier pour les valeurs les plus basses, elles doivent donc être considérées comme des ordres de grandeur et non pas des valeurs exactes.



Les AOC de la région PACA disposent d'une importante marge de progrès des rendements, ceux-ci sont actuellement de 47 hl/ha en moyenne et pourraient être augmentés de façon substantielle sans a priori, provoqué de saturation du marché.

La plupart des viticulteurs de la région bénéficiant du régime des jeunes agriculteurs affirment avoir obtenu des droits de plantation suffisants. Les autres producteurs interrogés expriment des avis plus partagés, bien que 9 viticulteurs sur 20 affirment être concernés par les interdictions de plantation, peu d'entre eux avaient de toute manière l'intention de planter, la principale raison invoquée étant la crise du secteur viticole. Certains parviennent à contourner les limitations des quotas par le rachat de parcelles ou d'exploitations auxquelles sont attachés des droits, d'autres ont pu obtenir des droits en tant que jeunes agriculteurs. Quelques-uns auraient tout de même souhaité obtenir des droits supplémentaires et regrettent les différences existantes entre pays. En France, la réglementation est très stricte et les contrôles fréquents alors qu'en Espagne, des surfaces importantes ont été plantées illégalement sans que les autorités n'interviennent.

Bien que certains viticulteurs déplorent l'impossibilité d'accroître leurs quotas, tous exceptés 2, s'accordent à dire que l'interdiction de nouvelles plantations n'a pas eu d'effet sur les pratiques culturales, les choix variétaux ou les rendements. La majorité s'oriente vers des productions de qualité (vins de pays et AOC) dont les rendements sont limités, les excédents devant être livrés à la distillation sans compensation financière.

#### Au niveau régional:

**Tableau 11 : Achats et ventes à la réserve de droits de plantation campagne 2003-2004 (ha)**

	VDP			VQPRD			total		
	ventes	achats	achats-ventes	ventes	achats	achats-ventes	ventes	achats	achats-ventes
Val-de-Loire	9,54	84,36	74,82	79,85	24,40	-55,45	89,40	108,76	19,37
PACA	26,24	13,49	-12,75	43,76	3,62	-40,14	70,00	17,11	-52,89
Aquitaine-Charentes	11,26	141,98	130,72	331,07	0,00	-331,07	342,33	141,98	-200,35
Nord-Est	2,20	0,30	-1,90	483,15	0,18	-482,97	485,35	0,48	-484,87
Rhône-Alpes	9,76	22,29	12,53	28,35	0,00	-28,35	38,11	22,29	-15,82
Languedoc-Roussillon	99,74	168,47	68,74	16,27	28,59	12,32	116,01	197,07	81,06
Midi-Pyrénées	13,52	61,65	48,13	18,01	5,02	-12,99	31,53	66,67	35,14
Corse	0,00	24,02	24,02	3,95	0,00	-3,95	3,95	24,02	20,07
France entière	172,27	516,57	344,30	1004,42	61,82	-942,60	1176,69	578,39	-598,30

Source : ONIVINS

Les surfaces concernées par l'achat et la vente à la réserve de droits sont faibles en comparaison des rythmes d'évolution présentés dans le Tableau 8. A titre d'illustration<sup>8</sup>, elles représentent dans le cas du Languedoc-Roussillon et de la région Midi-Pyrénées, 2 % et 5 % respectivement. L'évolution des surfaces au niveau régional semble donc plus liée à des transferts de droits qu'à un achat direct à la réserve. En conséquence, l'OCM est surtout susceptible d'avoir un impact en agissant sur les transferts, son action s'exerçant à l'échelle du département ou de la région viticole pour les v.q.p.r.d. En effet, une fois les quotas distribués en fonction des critères économiques, la distribution à chaque exploitation ne dépend plus des critères fixés par l'OCM (techniques, variétés et zones de production correspondant à une demande du marché ainsi que le respect des rendements couramment pratiqués dans la région concernée).

Les données concernant la répartition des vignobles par rapport au relief ne sont pas disponibles au niveau départemental, on constate cependant qu'au niveau régional il n'y a pas de transfert important en provenance des régions dont une part importante du vignoble est située en montagne.

Les transferts au sein des départements dépendent de plusieurs facteurs, notamment :

- des exploitants, les jeunes agriculteurs sont favorisés alors que les viticulteurs âgés auront tendance à abandonner leur activité,
- de l'adéquation de la production des exploitations, voire des parcelles avec la demande du marché,
- de critères techniques tels que la qualité des terrains.

<sup>8</sup> Les données n'autorisent pas une comparaison rigoureuse car les années de références ne sont pas identiques et toutes les régions ne correspondent pas



Dans le cas des vignobles de montagne, les difficultés telles que l'impossibilité de mécaniser les travaux sont susceptibles de nuire à leur rentabilité et mener à leur abandon. Les causes de marginalisation apparaissent donc plus liées au marché qu'à la mise en œuvre du règlement européen.

L'enquête menée en Provence-Alpes-Côte d'Azur indique que les transferts entre les régions sont peu importants, la majorité des viticulteurs (15 sur 20) ont obtenu leurs droits de plantation à partir de terrains situés dans le même département. Ils sont également très nombreux à attribuer au marché les causes d'évolution des vignobles. Une partie des surfaces est également concernée par l'extension de l'urbanisation et la spéculation sur les prix des terrains situés à proximité des grands centres urbains qui poussent certains viticulteurs à vendre leurs quotas et transformer leurs parcelles en zones constructibles. Certaines zones pâtissent également de la disparition des surfaces en vigne qui jouent un rôle dans la lutte contre l'incendie en faisant office de coupe-feu. En revanche, les surfaces de vignobles situées en zone de montagne sont limitées (de l'ordre de quelques pourcents) et le marché apparaît en outre comme la cause principale d'évolution de la surface des vignobles. Il est d'ailleurs la principale raison invoquée par les viticulteurs. L'un d'entre eux signale également le problème du rachat des terres par des propriétaires aisés, souvent étrangers, qui viennent s'installer dans la région qui présente d'importants attraits touristiques. Certains sont attachés à la culture locale et participent au maintien du vignoble, d'autres par contre ne perpétuent pas l'activité.

***Question 2 (VI) : Quelle est l'incidence environnementale du mécanisme de distillation des sous-produits et des autres mesures de soutien du marché telles que les aides en faveur de l'utilisation de moût de raisins concentré ?***

#### Compréhension de la question

Les sous-produits de la vinification sont les marcs (résidu du pressurage des raisins frais, fermentés ou non) et les lies (résidu liquide de la décantation). Ces deux produits contiennent de l'alcool, dont une partie peut être récupérée par distillation. La distillation des sous-produits obéit à 2 grandes règles dans l'UE :

- une livraison obligatoire à un distillateur agréé pour y récupérer l'alcool. Dans ce cas, les sous-produits sont les mêmes (marcs et lies), mais se retrouvent en grande quantité à la distillerie. La distillation des vins pour en faire des eaux de vie (ex : Cognac, Armagnac) produit à peu près les mêmes résidus liquides (vinasses) mais en très grande quantité, qui doivent également être traités avant restitution au milieu naturel.
- un retrait sous contrôle qui constitue un dispositif dérogatoire. Sont notamment concernés l'Allemagne, l'Autriche, la République Tchèque, le Luxembourg, le Portugal, la Grèce ; une partie de la France (selon décision annuelle) où les sous-produits ne sont pas distillés mais traités sur place (ex : épandage),

Un prix d'achat du marc, des lies et du vin livré à la distillation a été fixé à 0,995€par % vol et par hectolitre, le prix à payer par le distillateur ne peut pas être inférieur. En outre, des aides au distillateur, obtenues sous certaines conditions liées au titre alcoométrique des produits de la distillation, donnent la possibilité de vendre ces produits à un organisme d'intervention, ou facilitent l'achat des sous-produits à distiller. Des dispositions similaires sont prises pour les vins issus de raisins figurant à la fois dans le classement des variétés de cuve et des variétés destinées à une autre utilisation à des fins de régulation du marché.

Les articles 34 et 35 instituent une aide en faveur de l'utilisation des moûts de raisins concentrés et moûts de raisins concentrés rectifiés lorsqu'ils sont utilisés pour augmenter le titre alcoométrique des produits vinicoles, l'élaboration de jus de raisin et pour certaines utilisations particulières<sup>9</sup>. Le montant de l'aide est fixé en fonction de la différence entre les coûts de l'enrichissement obtenu par l'utilisation de ces produits et le coût d'enrichissement par le saccharose.

<sup>9</sup> Cas particuliers du Royaume-Uni et de l'Irlande.

Les aides en faveur de l'usage de moût concentré viennent du fait qu'une partie de l'Europe, n'a pas le droit de rajouter de sucre de betterave dans ses moûts pour augmenter le taux final de sucre ou d'alcool dans le vin. La chaptalisation y est remplacée par l'ajout de moût concentré dans les moûts qui titrent trop peu. Pour faire ces moûts concentrés, des moûts de raisins sont transportés vers des usines (il y en a quelques-unes par pays) où on les concentre par chauffage. Ils sont ensuite re-transportés vers les utilisateurs finaux (viticulteurs, coopératives, etc.).

La question n'est pas véritablement évaluative, elle demande donc d'identifier puis d'évaluer les impacts environnementaux liés aux pratiques découlant du mécanisme de l'OCM qui encadre l'usage de moût de raisins concentrés et la distillation.

La distillation des vins de table à des fins de régulation du marché sera également étudiée, notamment au travers des sous-produits qu'elle génère.

### Critère de jugement

Une des justifications courantes de la distillation des marcs et des lies étant la protection de l'environnement, la question porte surtout, dans les zones où le retrait sous contrôle est pratiqué, sur l'existence et sur la nature des impacts sur l'environnement issus des pratiques d'épandages. Dans un second temps, la question porte sur la problématique de l'impact des protocoles de distillation sur la nature des résidus, les traitements de ces résidus et leurs effets sur l'environnement, les effets de l'utilisation des moûts concentrés (nature des sous-produits, consommation énergétique, etc.) et plus accessoirement sur les effets des mesures sur les transports de matière.

Les caractéristiques des sous-produits étant significativement différentes entre les pays du nord de l'Europe et ceux du sud, une première analyse selon les zones viticoles doit être faite. La viticulture du nord tend à être marquée par les vins blancs qui restent la production majoritaire, la technique de fermentation produit moins de lie, d'où l'obtention de sous-produits moins sensibles à l'acidification qui sont traités différemment. Le nord a ainsi développé des méthodes sophistiquées permettant une extraction lente mais optimale de moût. En revanche, pour les régions du sud plus marquées par la production de vins rouges, les sous-produits tendent à être plus riches en lie, ils sont sujets à acidification rapide et les producteurs sont contraints à une collecte et à un traitement rapide des sous-produits, d'où des méthodes de traitement sensiblement différentes.

Les critères de jugement à prendre en compte s'articulent donc autour des points suivants :

- techniques de traitement des marcs et des lies issus d'un retrait sous contrôle et analyse des effets sur la qualité des sols et des eaux,
- nature des sous-produits de fin de chaîne selon les techniques de distillation,
- traitement des sous-produits et analyse des effets sur la qualité des sols et des eaux,
- production de moûts concentrés,
- consommations énergétiques liées à l'utilisation des moûts concentrés,
- importance des transports générés (sous réserve que les données soient disponibles).

### Méthode de réponse et indicateurs

L'analyse des techniques de distillation selon les zones viticoles et la nature des sous-produits obtenus selon les grandes zones géographiques (pays du nord, pays du sud) apporteront une première vision du caractère polluant ou non des sous-produits générés.

Les informations liées au traitement des sous-produits de fin de chaîne (ex : épandage, fumure, compostage, etc.), leurs effets sur l'environnement, les conséquences indirectes des mesures en terme de transport et de consommation énergétique, seront collectées à partir des études nationales, des entretiens avec les OP et avec certains organismes scientifiques. Les études de cas permettront de recueillir l'avis des producteurs et des transformateurs, et d'analyser les conditions opérationnelles de traitement des déchets et de transport vers les distilleries.

Les indicateurs retenus seront :

- techniques de traitement des sous-produits et existence ou non d'impacts sur la qualité des eaux et/ou sur la nature des sols,
- composition des sous-produits selon les techniques de distillation,

- temps de stockage des sous-produits,
- techniques de traitement des sous-produits et existence ou non d'impacts sur la qualité des eaux et/ou sur la nature des sols,
- si existence d'impacts négatifs, caractérisation de ces impacts,
- évolution du nombre de tonnes de sous-produits destinés à l'épandage, au compost, etc. de 1980 à 2003 (selon disponibilité des données),
- existence ou non de vignes destinées à la production de moûts concentrés,
- évolution du nombre de tonnes de moût de raisin concentré, et de produits destinés à la distillation (période 1980- 2003),
- distance moyenne entre :
  - . zones de production et zones de stockage intermédiaires,
  - . zones de stockage intermédiaire et distilleries / usine de concentration des moûts.

### Réponse synthétique

*En France, une majorité des caves livrent leurs sous-produits aux distilleries. La distillation permet de diminuer significativement la charge polluante des sous-produits de la vinification et la mesure a conduit à la mise en place d'une organisation qui présente l'avantage de concentrer les moyens de traitement et d'en faciliter le contrôle par les autorités. En revanche, les distilleries apparaissent comme d'importants consommateurs d'énergie et ne sont pas du point de vue technique une nécessité pour le retraitement des sous-produits dont l'épandage ne semble avoir aucun impact majeur sur l'environnement lorsqu'il est réalisé dans le respect des bonnes pratiques agricoles. Il existe en outre des techniques alternatives de traitement. La mise en place d'une solution alternative de traitement des sous-produits demanderait toutefois d'importants investissements afin d'être en mesure de garantir des résultats et un suivi de qualité équivalente. Dans cette question, l'OCM joue un rôle central.*

### Réponse détaillée

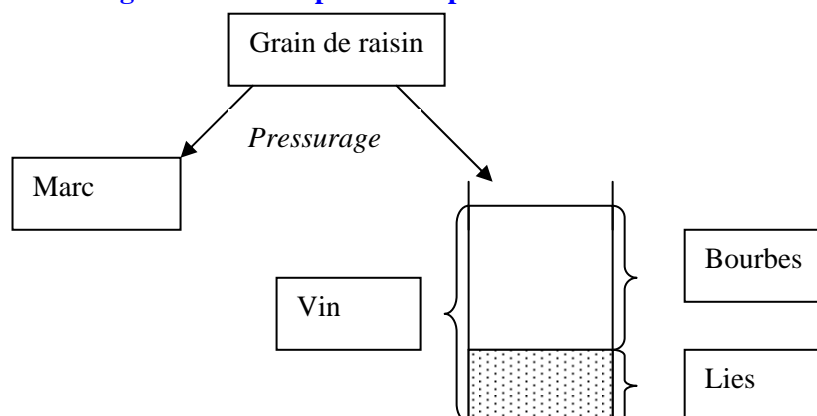
#### Contexte

Il y a en France environ 100 distilleries qui distillent 98 % des sous-produits issus de la vinification et les excédents de vin. Les 20 distillateurs les plus grands en distillent 80 % à 85 %, traitant environ 45 000 tonnes de marc par an.

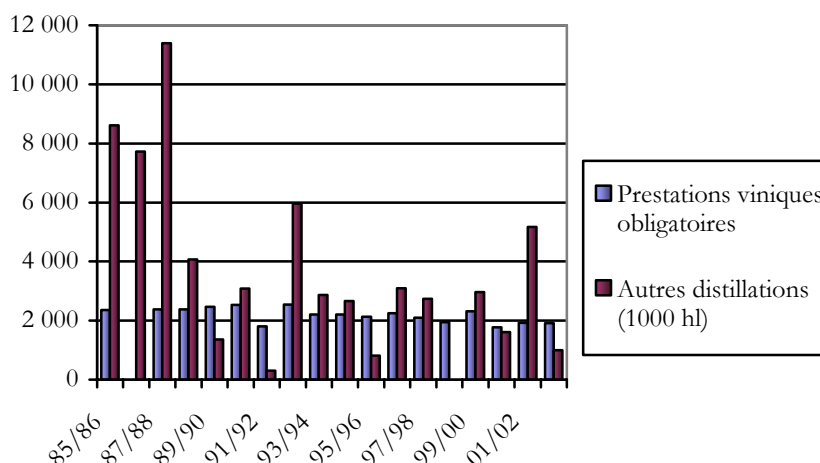
Les distilleries sont implantées dans tous les vignobles. Dans les cas où elles sont éloignées des exploitations vitivinicoles, des distillateurs mettent en place, dans les communes des exploitations, des aires de collecte sur lesquelles chaque viticulteur vient déposer ses marcs. Le nombre des dépôts pour les sous-produits s'élève à environ 100 en France. A chaque dépôt, le viticulteur joint un document sur lequel il déclare la quantité qu'il a déposée. A intervalles réguliers (tous les jours pendant la période de vendange), le distillateur collecte les marcs déposés sur l'aire communale. Il établit à cette occasion un document d'accompagnement qui indique la quantité totale des marcs transportés.

Les distillateurs collectent généralement les sous-produits dans une zone de 50 à 100 kilomètres autour de l'usine. Dans le cas où les distances sont plus élevées, le retrait sous contrôle est appliqué.

Les sous-produits de la vinification livrés aux distilleries sont le marc et les lies.

**Figure 26 : Principaux sous-produits de la vinification**

L'objectif initial de la distillation des sous-produits, mise en place en France en 1925, était d'éviter le surpressurage qui conduisait à la production de vins de qualité médiocre. Des règles harmonisées ont été étendues à l'ensemble de l'Europe à la fin des années 60, excepté sur quelques régions. Elle a également permis une maîtrise de la production, en particulier au cours de diverses crises viticoles. Des rendements maximums ont été institués ainsi qu'une obligation de livrer les volumes excédentaires aux distilleries. En conséquence, de 1975 à 1989, l'activité principale des distilleries a concerné non plus les sous-produits mais le vin (vins de table uniquement).

**Figure 27: Evolution des volumes distillés en France (1000 hl)**

Source : ONIVINS

Les volumes distillés dans le cadre des prestations viniques obligatoires sont relativement constants au cours de ces dix dernières années, en revanche, les autres distillations fluctuent, notamment en fonction des nécessités d'adaptation au marché.

A partir de 1999, la réglementation a limité les cas de distillations de vin à :

- la production d'alcool de bouche (art. 29 de l'OCM), dont l'objectif initial a été détourné en 2000 et 2001 afin de permettre une régulation du marché,
- la distillation de crise non obligatoire, qui peut également s'appliquer aux AOC.

En France, l'impact des distilleries sur l'environnement est contrôlé par deux organismes : la DRIRE et l'Agence de l'eau.

La DRIRE dépend du ministère de l'industrie, de la recherche et de l'environnement et du ministère des finances. Son rôle se décline en des actions de surveillance des industries, et de soutien aux petites et moyennes structures. Elle est notamment chargée de faire appliquer la loi de

1976, relative aux installations classées pour l'environnement (ICPE). Selon la capacité de production des distilleries, une réglementation plus ou moins contraignante leur est appliquée :

- au dessous d'une capacité de 20 000 hl, seule une déclaration est requise. Un dossier précisant les caractéristiques de la distillerie (raison sociale, statut juridique, volume de l'activité) ainsi que les impacts de son activité et les dispositions prises pour en limiter les effets, est remis à la DRIRE par l'exploitant,
- au-dessus d'une capacité de 20 000 hl, la distillerie est soumise à autorisation. La procédure est alors plus longue et plus complexe, et comprend notamment une enquête publique et une série de consultations. La distillerie fournit en plus des informations relatives à ses installations et son activité, des cartes et des plans, une étude d'impact et une étude de danger. Dans le cas d'une capacité de production supérieure à 50 000 hl, la distillerie s'acquitte également d'une taxe supplémentaire destinée à couvrir les frais du suivi.

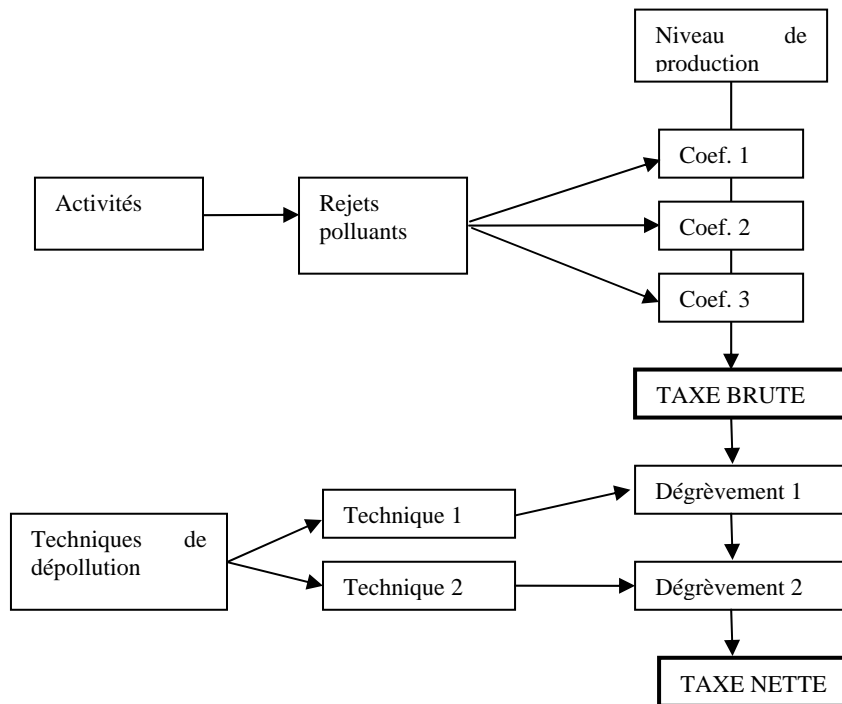
Deux critères principaux sont plus particulièrement suivis : l'étanchéité de l'exploitation, afin de prévenir tout rejet incontrôlé dans le milieu, et les techniques mises en œuvre pour le traitement des rejets. La DRIRE effectue des contrôles ciblés, en fonction des priorités définies au niveau national et régional, en pratique, les moyens ne permettent pas de réel suivi des installations soumises à déclaration.

L'Agence de l'eau réalise également un suivi des distilleries, son action est axée sur le soutien et l'accompagnement de l'évolution des entreprises pour une meilleure prise en compte de l'environnement. Son fonctionnement est proche de celui d'une mutuelle, elle incite les distilleries et les caves à contrôler l'impact de leur activité sur l'environnement en les soumettant à une taxe plus ou moins importante selon les méthodes de traitement des rejets mises en œuvre. L'argent collecté permet de financer la mise en place de systèmes de dépollution.

Les différentes activités des distilleries sont codifiées et pour chacune, une série de coefficients permettant d'évaluer l'effet polluant en fonction du niveau de production a été établie. La valeur de ces coefficients a été calculée à partir de la mesure de différents paramètres considérés comme pertinents au regard des caractéristiques des rejets des distilleries (i.e. matière en suspension, matière organique, sels solubles...).

Chaque année, les caves et distilleries envoient une déclaration de leur activité à partir de laquelle est calculé le montant brut de la taxe, basé sur les quantités d'éléments polluants déterminés à partir des coefficients. La redevance nette correspond à la redevance brute dont le montant est diminué en fonction de l'efficacité des systèmes de dépollution mis en place par la distillerie. Cette efficacité est évaluée à partir de paramètres mesurés sur site dont on tire un coefficient (ex. surface des aires d'évaporation, temps de stockage...). Si les pollutions résiduelles constatées sont négligeables, la taxe peut être ramenée à zéro.

**Figure 28: Organigramme de détermination du niveau de la taxe.**



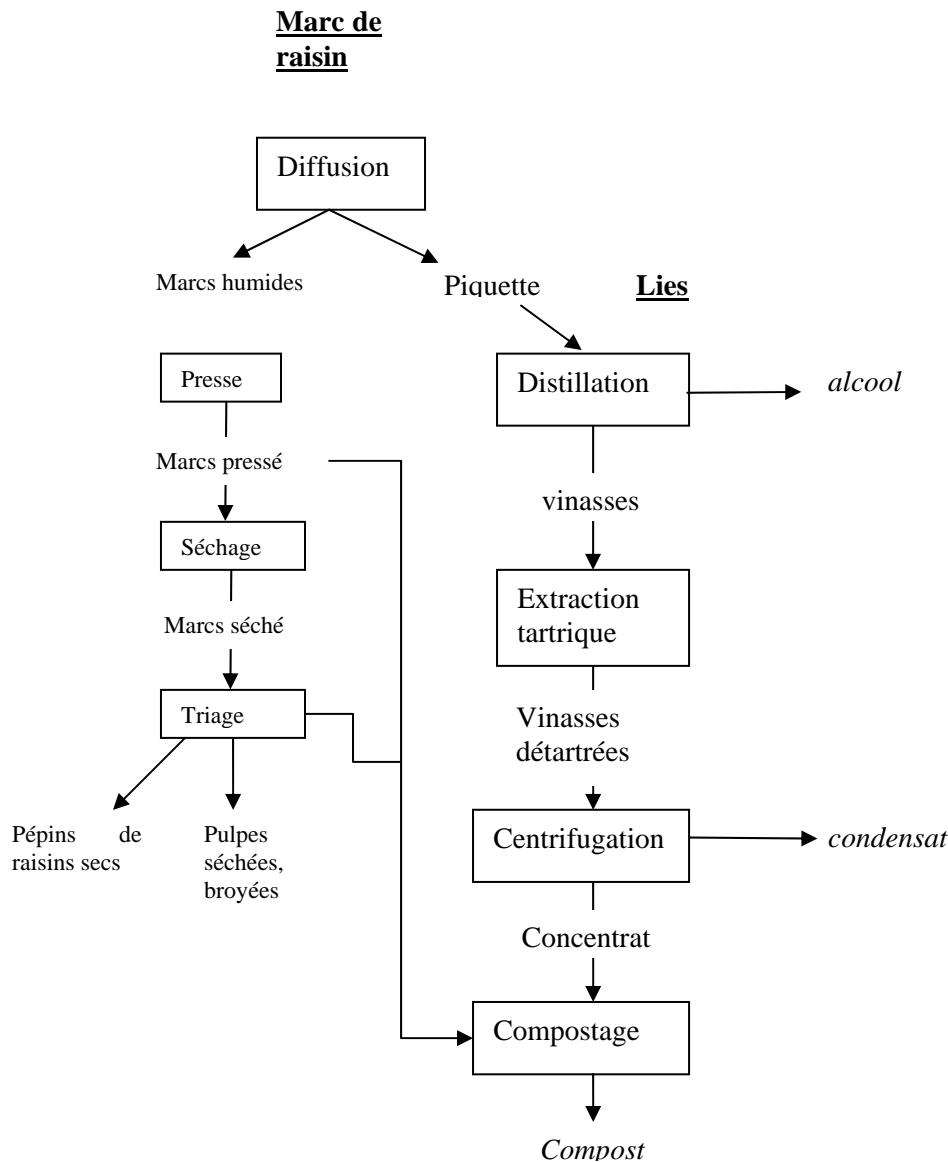
Les actions de l'agence de l'eau se heurtent à certaines limites :

- il reste un flou sur les mesures que les distilleries et les caves doivent fournir, un guide a été mis en place récemment en Provence-Alpes-Côte d'Azur, mais il n'existe pas d'harmonie au niveau national.
- l'agence n'a qu'un pouvoir réglementaire limité,

#### Impacts de la mesure sur l'environnement

Les distilleries produisent de l'alcool à partir des sous-produits de la vinification, mais elles produisent également leurs propres sous-produits, susceptibles d'avoir un impact négatif sur l'environnement.

Figure 29 : Principales étapes de la distillation



L'objectif premier de la distillation est d'extraire l'alcool des sous-produits de la vinification. Seuls les liquides peuvent être distillés, il est donc nécessaire de 'laver' le marc afin d'en extraire l'alcool qui mélangé aux eaux de lavage donne les piquettes, sous-produit liquide. Piquettes et lies sont introduits dans les colonnes à distiller, qui concentre progressivement l'alcool, jusqu'à un taux d'environ 95 %, et le sépare du reste du liquide qui donne alors les vinasses. Ces dernières sont ensuite détartrées puis centrifugées afin d'en extraire l'eau. On obtient alors deux produits :

- le condensat, composé essentiellement d'eau, il a une faible demande chimique en oxygène (DCO) (1 g/l), due à des composés volatiles. Il représente 90 % du volume.
- le concentrat, liquide épais, dont la DCO est très élevée. Mélangé au marc, il donne du compost.

L'ensemble du procédé est optimisé et réintègre certains des sous-produits dans le cycle, en particulier, une partie des condensats est réutilisée pour le lavage du marc.

L'impact sur l'environnement des produits et sous-produits issus de la vinification et de la distillation est essentiellement lié à leur forte teneur en matière organique. Libérés dans le milieu, ils entraînent des réactions chimiques et biologiques qui consomment de l'oxygène et appauvrissent le milieu, pouvant provoquer l'eutrophisation des plans d'eau. La mesure de la demande chimique

en oxygène permet de quantifier ce phénomène et de déterminer le pouvoir polluant des différents produits.

A l'issue de la distillation, la DCO se retrouve concentrée dans les vinasses, dans l'acide tartrique et dans l'alcool. Les condensats et le marc après diffusion ont une charge polluant résiduelle très faible.

**Tableau 12: Charges polluantes des produits et sous-produits de la distillation et méthode de traitement**

Produit	DCO (g/l)	Traitements
Alcool	-	Stockage, utilisation comme biocarburant
Acide tartrique	-	Traitement par une entreprise spécialisée
Vinasses	25	Centrifugation, transformation en concentrat
Concentrat	450	transformation en compost puis épandage
Condensat	1	Bassins de décantation, puis d'évaporation
Marc après diffusion	négligeable	Triage, récupération des pépins de raisins secs, des pulpes (séchées e broyées) Transformation en compost

Source : Mourgues et Maguenet in Decloux et Borie et Azur Distillation

En définitive, les produits non traités, rejetés dans le milieu sont très limités voire inexistants, l'impact sur l'environnement dépend alors essentiellement des conditions dans lesquelles est réalisé l'épandage du compost. En France, il est soumis à un plan d'épandage qui garantit l'adéquation entre les apports et les besoins du sol. Les quantités produites ne semblent pas rencontrer de problème de débouché.

L'Agence de l'eau réalise un suivi des méthodes de traitement et évalue notamment leur efficacité afin de déterminer les dégrèvements réalisés sur la redevance. Dans le cas de l'épandage, les critères pris en compte sont entre autres :

- présence d'un plan d'épandage,
- stockages suffisants et adaptés,
- état du matériel d'épandage,
- comparaison des apports aux exportations par les récoltes prévues.

Des critères ont également été définis pour les autres méthodes de traitement.

Les processus de traitement et la réglementation qui en assure le contrôle permettent donc de contrôler l'impact environnemental des sous-produits de la vinification. Cependant, les techniques mises en œuvre entraînent une consommation d'énergie dont l'importance nuance ce constat.

D'après les données collectées aux cours des entretiens, l'ordre de grandeur de la quantité d'énergie consommée par les distilleries est de 2 millions KWh/hl. A titre de comparaison, la consommation moyenne annuelle d'un français est d'environ 2500 KWh. L'importance de cet impact est à relativiser en fonction du nombre de distilleries en activité sur le territoire. Des efforts sont réalisés afin de permettre des économies d'énergie :

- des systèmes de recyclage de la chaleur permettent d'améliorer les rendements,
- des sources alternatives peuvent être utilisées, brûlage des pépins par exemple.

Une étude de cas a été réalisée sur la distillerie de Maubec située en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Les sources d'énergie utilisées par cette usine ont évolué depuis la mise en service et constituent une des préoccupations majeures de l'usine. Elle a eu recours pendant un temps au brûlage des marcs afin de produire une partie de l'énergie requise par la distillation. Cependant les problèmes posés par la mise en place de la chaudière et la pollution liée aux rejets des poussières l'ont conduit à abandonner ce procédé. Après avoir utilisé du fioul pendant un temps, elle obtient aujourd'hui son énergie à partir du gaz naturel (dont l'accès a été rendu possible par le développement de l'urbanisation autour du site) et travaille actuellement en partenariat avec EDF afin de mettre en place des procédés permettant d'optimiser la récupération de la chaleur et mettre en place une petite centrale électrique.



Des bacs de stockage des marcs sont prêtés aux viticulteurs par la distillerie de Maubec. Celle-ci dispose de ses propres transporteurs mais fait également appel à des transporteurs indépendants pendant la période de vendange. Il existe trois usines dans le département et les distances entre caves et distilleries sont d'environ 30 à 50 km en moyenne.

D'après les viticulteurs enquêtés, le temps de stockage des lies varie de 3 à 6 mois et il ne semble pas y avoir d'impact majeur sur l'environnement, 7 viticulteurs signalent tout de même la présence d'odeurs sur le lieu de stockage. Les marcs ne sont stockés que sur une très courte période (quelques jours) et sont collectés au fur et à mesure pendant la période de vendange.

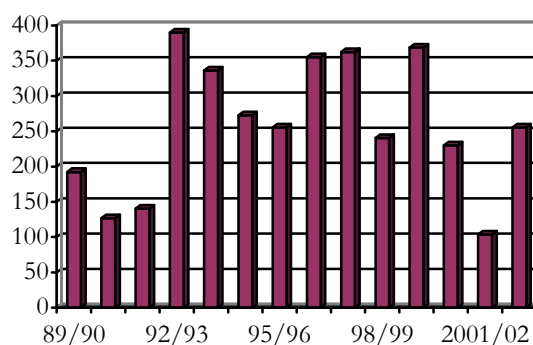
L'étude régionale confirme les constats réalisés au niveau national :

- le traitement des sous-produits des distilleries permet généralement de maîtriser leur impact sur l'environnement,
- mais la consommation d'énergie induite est importante.

Enfin, il existe un certain nombre de techniques qui permettent de limiter les rejets dans l'atmosphère : électrofiltre, laveur de gaz ou chaudières à gaz par exemple.

L'utilisation de moûts concentrés est relativement peu importante en France, elle concerne moins de 1 % des producteurs, d'après les données de l'ONIVINS, 1 513 viticulteurs ont été bénéficiaires de l'aide en 2003.

**Figure30 : Volumes de vins enrichis par l'utilisation de moûts concentrés et concentrés rectifiés (1000 hl)**



Source : ONIVINS

La consommation en France est d'environ 2 à 3 millions d'hectolitres, l'utilisation dépend du type de vin produit, dans certaines régions, l'utilisation est fonction du niveau d'enrichissement naturel du raisin. Ceci peut expliquer en partie les variations du niveau de production des moûts concentrés. Il existe 5 usines en France qui produisent de 200 000 hl à 1 millions hl par an. Les composés polluants associés à la production de MCR sont :

- les sucres, qui sont éliminés par les résines,
- les acides organiques, qui représentent 40 % de la charge organique,
- le SO<sub>2</sub>,
- le NaCl, provenant de la régénération des résines.

L'impact sur l'environnement est limité par une valorisation des rejets, le SO<sub>2</sub>, l'acide tartrique et l'acide malique sont récupérés.

En région PACA, les viticulteurs n'utilisent du moût concentré qu'exceptionnellement, pour répondre à un besoin ponctuel, lorsque les conditions climatiques le demandent. Seuls 4 viticulteurs indiquent en avoir utilisé au cours de ces dernières années.

Il n'existe pas de culture spécifiquement destinée à la production de moût concentré en PACA, les moûts sont produits à partir de variétés peu qualitatives. Les viticulteurs s'approvisionnent auprès d'une usine, le cas échéant.

## Rôle de l'OCM

Globalement, la distillation des sous-produits de la vinification n'a que peu d'impacts négatifs sur l'environnement et elle permet de plus, de traiter les marcs et les lies. Sans cette mesure de l'OCM, une alternative au traitement de ces sous-produits s'avérerait vraisemblablement nécessaire. Peu d'informations relatives à l'effet des marcs et des lies sur l'environnement sont disponibles au niveau national, le retrait sous contrôle étant peu mis en œuvre. La DCO de ces produits avant traitement est d'environ 150 à 250 g/l (les composants polluants étant majoritairement solubles, ils se retrouvent en priorité dans les lies) et l'épandage sans traitement paraît difficilement envisageable, les caves devraient donc les traiter elles-mêmes. Une estimation réalisée<sup>10</sup> sur une cave produisant 50 000 hl de vin par an évalue la quantité de DCO apportée à environ 93,40 tonnes/an, dont près de 60 tonnes sont traitées en distillerie. Tel que le traitement des sous-produits est organisé actuellement en France, la livraison des sous-produits aux distilleries présente l'avantage de concentrer les moyens et participe à améliorer les résultats. Il est vraisemblable que la mise en place des moyens requis par le traitement des marcs et lies au niveau de chaque cave compliquerait significativement le contrôle et nuirait à son efficacité (Cf. question relative aux pratiques œnologiques). Tous les produits ne présentent pas cependant le même impact polluant, en particulier, le marc issus des vinifications pratiquées en zone B est susceptible d'être épandu directement sans dommage pour l'environnement.

Concernant la production de moûts, il semble que l'OCM ait conduit à une extension complètement artificielle de l'enrichissement, y compris dans les régions où on n'avait jamais enrichi, à une diminution du titre alcoométrique naturel nécessaire pour obtenir du vin et, par conséquent, à une augmentation des rendements et donc de la production dans l'ensemble de la communauté. (Rapport CE, PAC 2000). L'OCM porte donc une part de responsabilité dans la pollution liée à la production de moûts concentrés. Cette dernière reste cependant peu développée en France et l'ampleur de l'impact bien que difficile à évaluer, reste vraisemblablement limitée.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, la présence des distilleries permet clairement de mieux maîtriser l'impact environnemental des sous-produits de la vinification. Malgré une politique de suivi soutenue, l'Agence de l'eau estime qu'environ la moitié des caves ne sont pas déclarées, il n'y a donc pas de contrôle continu de leur rejet. En revanche, les distilleries qui sont généralement de grandes unités sont toutes recensées. Il n'y a pas ou peu de production de moût concentré en PACA et son utilisation est également réduite. L'impact lié à cette mesure est donc faible, voire négligeable.

### 3.1.2 Vin – Thème 2: mesures structurelles

**Question 1 (V2) : Quelle est l'incidence environnementale de la prime à l'abandon?**

#### Compréhension de la question

La prime à l'abandon de vigne est apparue en 1976. Elle a été introduite dans l'OCM afin de réduire les aires viticoles dont la production n'était pas adaptée à la demande. Le montant actuel des primes est défini en fonction du rendement, le taux maximum de l'aide variant de 1 450€/ha pour des rendements inférieurs à 20 hectolitres à 12 300€/ha pour des rendements supérieurs à 160 hectolitres. Depuis 1989, il y a eu plus de 500 000 ha d'arrachage (sans replantation) de vigne en Europe. Ces arrachages décidés par le seul exploitant auraient conduit à un mitage dans certaines régions, si bien qu'en 1996, (règlement 1429/96) le système a été modifié et l'arrachage primé a été soumis à autorisation préalable de l'EM. Cette modification a pratiquement conduit à un arrêt des arrachages, sauf dans certaines régions où les produits ont du mal à être écoulés (ex : Cognac).

La question n'est pas véritablement évaluative, elle demande d'identifier puis d'évaluer les impacts environnementaux liés aux pratiques découlant du mécanisme de l'OCM qui prime l'abandon de la culture de la vigne.

<sup>10</sup> Informations obtenues auprès de la F.N.D.C.V.

### Critère de jugement

La question porte sur les incidences environnementales des changements de cultures sur les secteurs abandonnés qui peuvent avoir un impact sur le paysage (ex : transformation, mitage, etc.), sur l'érosion des sols dans les secteurs sensibles, sur la qualité des eaux en cas d'intensification des cultures suite à l'abandon. De 1988 à 1995, le rythme des arrachages en Europe était de l'ordre de 55 000 à 70 000 ha/an. 1996, marquant la date au-delà de laquelle l'arrachage primé était soumis à autorisation des Etats membres, il convient notamment d'analyser les tendances avant et après cette date. De plus, ce sont les EM qui fixent les conditions d'octroi des primes. Une analyse de la prise en compte des contraintes environnementales par les EM notamment en secteurs sensibles semble pertinente.

Les critères de jugement à prendre en compte sont les suivants :

- niveau de prise en compte par les EM des contraintes environnementales dans les conditions d'octroi des aides à l'abandon,
- caractéristiques des primes,
- nature et localisation des impacts liés à l'arrachage des vignes,
- nature des changements observés à compter 1996,

### Méthode de réponse et indicateurs

Les statistiques communautaires (Eurostat) et nationales permettront de disposer d'une vision globale de l'évolution des surfaces de production. De plus, l'exploitation des informations collectées dans le cadre de l'enquête LUCAS et des éventuels équivalents nationaux (exemple : TERUTI pour la France) devrait permettre de suivre les changements de cultures. Les études nationales et des entretiens avec les OP et avec certains organismes scientifiques permettront d'identifier la nature des impacts observés et les tendances avant et après 1996, selon les dispositions prises par chaque EM.

Les indicateurs retenus seront :

- évolution des surfaces de production par OTEX sur la période 1980 – 2003 (selon période disponible),
- évolution des demandes d'arrachage. (Source DG agri et zones d'études de cas y compris dans les NEM)
- évolution des données LUCAS (et équivalents nationaux TERUTI) relatives à l'occupation des sols et du paysage,
- existence ou non d'une prise en compte de l'environnement (paysage, sensibilité des sols, etc.) dans les conditions attributives des aides à l'abandon par les EM,
- nature et localisation des cépages autorisés à l'abandon,
- niveaux des primes accordées,
- Importance, localisation et caractérisation des surfaces abandonnées,
- caractérisation et quantification des impacts observés (paysage, sol, etc.) avant et après 1996.

### Réponse synthétique

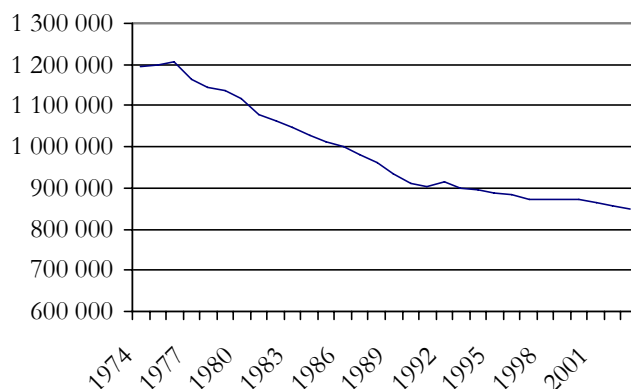
*Les aides à l'abandon définitif ont joué un rôle important avant la modification de la réglementation intervenue en 1996. Depuis cette date, seules quelques surfaces sont concernées par ces aides. L'impact sur l'environnement dépend des cultures de substitution, les terres arables représentant une part importante du devenir des surfaces viticoles ont généralement un impact négatif sur l'environnement plus important que la vigne. Toutefois, ces cultures représentent également la principale culture sur laquelle sont installés les vignobles. En définitive, la différence est peu importante, en outre, le sens des substitutions ne dépend pas de la mesure mais des demandes du marché.*

## Réponse détaillée

### Contexte

Les premières mesures d'arrachage ont été mises en place en France au début du XXe siècle et font partie en 1976, des premiers outils de l'action communautaire visant à limiter la production. Jusqu'à la mise en place de l'OCM adoptée en 1999, les mesures d'arrachage ont permis une diminution significative des surfaces viticoles, elles ont en outre hâté la disparition des exploitations les moins rentables, pour l'essentiel de petites exploitations produisant des vins de table (vin et politique, extrait d'un livre à paraître).

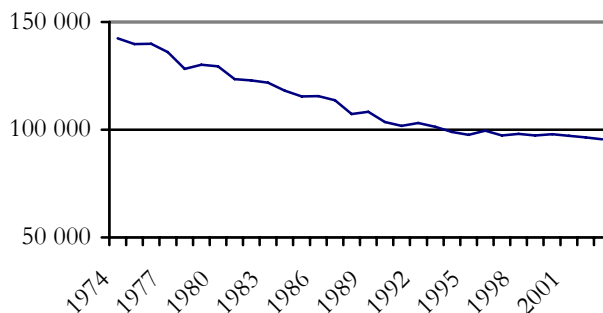
**Figure 31 : Evolution de la superficie du vignoble (ha)**



Source : ONIVINS

La diminution des surfaces en production a suivi un rythme rapide avant de ralentir au début des années 90. Sur 30 ans, le vignoble s'est réduit de 30 %.

**Figure 32 : Evolution de la superficie du vignoble (ha) - ONIVINS**



Source : ONIVINS

La courbe d'évolution en région PACA suit la même tendance qu'au niveau national.

Jusqu'en 1996, les producteurs s'adressaient directement à l'UE pour les aides à l'arrachage, à partir de cette date, elles deviennent soumises à l'autorisation des Etats. En France, le système repose sur une liste qui fixe par département les conditions d'arrachage. Il s'agit d'une liste positive, avec des limitations liées essentiellement aux cépages ou aux aires d'appellations. Les départements concernés pour la campagne 2004 – 2005, sont fixés par l'arrêté du 29 juin 2004 relatif à la prime d'abandon définitif, ils possèdent généralement un vignoble peu ou moyennement important qui représentent de l'ordre de 13 % de la surface viticole nationale. Cette donnée ne tient pas compte cependant des restrictions qui limitent les cépages éligibles pour chaque département et la superficie réellement concernée par les primes à l'arrachage est vraisemblablement nettement inférieure.

Les conditions d'attribution de la prime sont définies par l'arrêté du 20 mars 2001. Il fixe les montants versés, les surfaces minimales requises pour bénéficier des aides. L'article 7 précise que l'ONIVINS est susceptible de réaliser des contrôles sur le terrain, afin :

- d'établir la surface éligible à l'aide ;
- de constater, le cas échéant, la capacité productive du vignoble à arracher;
- de déterminer le taux de prime correspondant.

Aucune information relative à une limitation des surfaces pouvant bénéficier de la mesure ou à la prise en compte de l'environnement ne se trouve dans l'arrêté.

### Impacts sur l'environnement

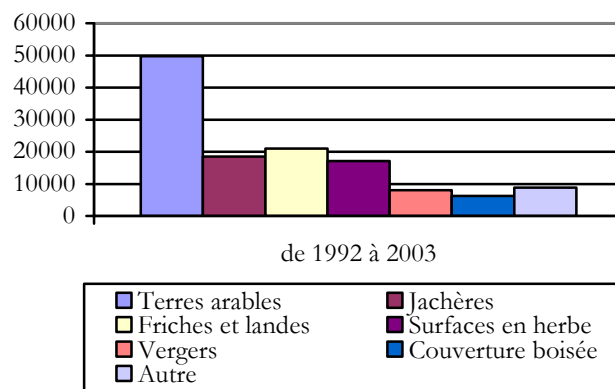
Les impacts sur l'environnement susceptibles d'être provoqués par l'arrachage des vignes consistent essentiellement en un abandon de terres offrant peu d'opportunités de reconversion et soumises à un risque d'érosion. La vigne étant une plante relativement peu exigeante, elle occupe des espaces sur lesquels il est parfois impossible de cultiver d'autres productions végétales de manière rentable. Cet impact peut cependant être maîtrisé dans le cas où un couvert végétal boisé parvient à s'installer permettant alors une fixation du terrain.

Un impact sur le paysage peut être également lié aux arrachages à l'origine du phénomène de mitage. Certains paysages viticoles sont caractérisés par un effet de masse et sont susceptibles de perdre leur identité après la réalisation d'arrachage trop important. Les modifications profondes d'un paysage viticole peuvent par la suite se répercuter sur l'image d'un terroir et l'appellation d'origine contrôlée qui lui est associée (Cf. v.q.p.r.d).

Enfin, les aides à l'arrachage sont susceptibles d'avoir des impacts dans des zones ne présentant pas de sensibilité particulière, en favorisant des occupations alternatives du sol dont les impacts négatifs sur l'environnement sont plus prononcés que ceux de la culture des vignes.

### Figure 33 : Passé des surfaces viticoles en France

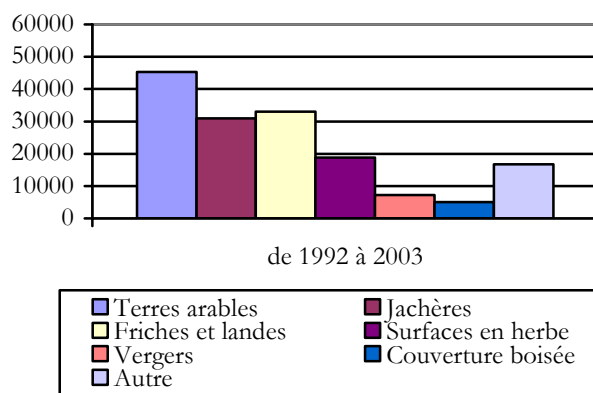
*Nature en 1992 des surfaces viticoles 2003 (ha) mises à part les surfaces viticoles inchangées*



Source : Teruti

### Figure 34 : Devenir des surfaces viticoles en France

*Nature en 2003 des surfaces viticoles en 1927 (ha), mises à part les surfaces viticoles inchangées*



Source : Teruti

Entre 1992 et 2003, les surfaces correspondant à un transfert des cultures arables vers les vignes sont légèrement plus importantes que les surfaces concernées par le transfert inverse (49 000 ha contre 45 000 ha). Une part importante des vignes est également convertie en friches, en jachères et en surfaces en herbe. Les cultures arables sont susceptibles d'avoir un impact négatif sur l'environnement lorsqu'elles remplacent les vignobles dans les zones présentant un relief important car elles ne jouent aucun rôle de protection contre l'érosion. Aucune donnée ne permet au stade actuel, de recouper les informations sur le relief et l'occupation du sol. Cependant, la culture des terres arables est généralement mécanisée, elle requiert donc plutôt des terrains peu pentus et des sols avec un bon potentiel agronomique. En conséquence, il est vraisemblable que les reconversions des terres arables en vigne et inversement se font dans les zones de plaine. La viticulture emploie une quantité relativement importante d'intrants, en particulier de produits phytosanitaires, la conversion légèrement excédentaire des surfaces viticoles en friches, lande, et surfaces en herbe représente donc du point de vue de la protection de l'environnement, une évolution positive.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, le développement de l'urbanisation représente une concurrence importante pour l'utilisation des terres. Le prix du foncier à proximité des agglomérations est nettement plus important pour les zones constructibles que pour les zones cultivées. Cela incite certains viticulteurs à abandonner les cultures afin d'augmenter le prix de leur terrain. Ce phénomène est accentué par la conjoncture qui compromet la pérennité de certaines exploitations. En conséquence, un nombre important d'arrachages a été réalisé dans les zones périurbaines avant 1999.

L'arrachage des vignes pose également un problème vis-à-vis de la protection contre les incendies. Lorsque les terrains sont abandonnés, ils sont progressivement recolonisés par le couvert forestier qui ne fait plus obstacle à la progression du feu.

#### Rôle de l'OCM

Si l'impact des mesures d'arrachage apparaît important avant les modifications effectuées en 1996, son rôle sur le territoire français est désormais marginal. Ainsi sur les 29 361 ha arrachés au cours de la campagne 2002-2003, 1 535 ha seulement entraient dans le cadre de la prime à l'abandon définitif, soit environ 5 %.

**Tableau 13 : Prime d'abandon définitif des surfaces viticoles (saison 2001/2002)**

REGIONS	Superficies (ha)
Poitou-Charentes	1192,9
Aquitaine	92
Midi-Pyrénées	250,2

Source : ONIVINS

L'essentiel des primes a été attribué dans la région Poitou-Charentes et concerne les superficies plantées en cognac qui se situent dans une région au relief peu prononcé. Parmi les viticulteurs enquêtés, deux seulement ont effectué des arrachages dont un avec l'aide de primes. Les surfaces concernées sont faibles, égales à 0,5 ha et 60 ares. Dans un cas, la vigne arrachée était trop vieille pour continuer à produire et le terrain a été replanté avec des cerisiers, dans l'autre, la surface récupérée sert au stockage des effluents. Il est vraisemblable que ces opérations aient eu un impact négatif sur le milieu, il s'agit cependant de quelques cas isolés et l'impact de la mesure à l'échelle de la région peut être considéré comme négligeable.

**Question 2 (V2) : Quelles sont les incidences environnementales de la restructuration et de la conversion des vignobles (conversion variétale, relocalisation, adoption de nouvelles techniques de production) ?**

#### Compréhension de la question

Le règlement 1493/99 consacre une série d'articles à la restructuration des vignobles. Le régime a pour objectif d'adapter la production à la demande et couvre les actions suivantes :

- la reconversion variétale,
- la réimplantation de vignobles,
- les améliorations de techniques de gestion des vignobles.

Le soutien peut consister en une indemnisation des producteurs pour les pertes de recettes subies dans le cadre de la mise en œuvre du plan ou une participation aux coûts de la restructuration et de la reconversion.

Ces mesures consistent principalement à remplacer des vignobles de qualité inférieure par des vignobles de bonne qualité. Ces replantations sont souvent accompagnées de pratiques nouvelles permettant par exemple la mécanisation de la récolte (ex : vignes hautes et plantées dans le sens de la pente), une meilleure relation au marché (ex : choix de cépages à la mode, mais impliquant éventuellement de l'irrigation, etc.).

Par ailleurs, la réglementation prévoit la possibilité d'appliquer une disposition visant à empêcher une augmentation de la production (art 15), il semble cependant, qu'aucun contrôle n'ait été réalisé pour le moment.

Il convient cependant de souligner que les premières mesures aidées ayant été mises en œuvre en 2000<sup>11</sup>, les effets de ces mesures seront difficilement mesurables en raison du manque de recul.

#### Critère de jugement

L'essentiel des actions menées en matière de conversion et de restructuration ont concerné des zones viticoles où il existe une séparation nette entre vins de table et v.q.p.r.d.<sup>12</sup>. Il semble que depuis la mise en place de l'OCM (dernière version en 2000) ce soit l'Espagne qui ait converti le plus (aux alentours de 85 000 ha de 2000 à 2003), viennent ensuite l'Italie et la France. En revanche, pour cette dernière, les conversions avaient déjà débuté dans le sud dès 1973 et les premières mesures européennes datent de 1978 (Directive CE 78/627) modifiées en 1980 (règlement 458/80). Depuis 2000, les zones en conversion sont en nette augmentation. On observe donc au regard de cette problématique, une assez forte variabilité des situations selon les zones de production. De plus, il convient de prendre en compte dans la réponse à cette question les évolutions et les tendances des conversions qui se font naturellement hors mesures de soutien, notamment dans les NEM.

<sup>11</sup> Les premières replantations ayant eu lieu courant 2001.

<sup>12</sup> Vins de qualité produits dans des régions déterminées



Les critères de jugement utilisés pourraient donc s'articuler autour de :

- l'importance relative des surfaces de production converties ou restructurée selon les zones géographiques, par rapport à l'ensemble du vignoble,
- l'importance des conversions et des restructurations aidées par rapports aux mêmes opérations spontanées (surtout dans les NEM),
- la nature des plans établis par les EM au regard de la protection de l'environnement lors de ces reconversions,
- des effets induits sur et par le choix de variétés (ex : irrigation), les pratiques culturales,
- des effets sur d'éventuelles augmentations de production (bien qu'interdites par l'article 15).

### Méthode de réponse et indicateurs

Les statistiques nationales permettront de disposer d'une vision globale de l'évolution des surfaces restructurées et converties. Les données du RICA permettront d'analyser l'évolution des structures agricoles.

Les études nationales dans les pays les plus concernés que sont l'Espagne, l'Italie, la France, et des entretiens avec les OP et avec certains organismes scientifiques permettront d'identifier la nature des impacts observés et les tendances selon les dispositions prises par chaque EM. Les études de cas permettront de recueillir l'avis des producteurs et d'analyser les conditions opérationnelles des restructurations et des conversions et leurs impacts éventuels.

Les indicateurs retenus seront les suivants :

- évolution des surfaces reconverties de 1990 à 2003 par pays et par zone si possible,
- évolution des surfaces en vins de table et des v.q.p.r.d., sur la période 1980 – 2003, selon les zones de production,
- évolution des surfaces de production par variété (et/ou cépage) dans les principaux pays bénéficiaires de la mesure (selon données disponibles) et effets des changements,
- existence ou non d'une prise en compte de l'environnement (lutte contre l'intensification, protection des sols, etc.) dans les plans établis par les EM,
- évolution de la production dans les zones géographiques de restructuration et de conversion,
- caractérisation des conversions et restructurations aidées par rapport aux mêmes opérations non aidées (surtout dans les NEM),
- caractérisation des changements observés dans la structure des exploitations et dans les pratiques culturales,
- Caractérisation et quantification des impacts observés.

Les données sur l'évolution des surfaces pourront être obtenues à partir des bases de données LUCAS et les éventuels équivalents nationaux (notamment TERUTI pour la France) complétées par celles du RICA pour les indicateurs relatifs aux pratiques culturales et structures des exploitations.

### Réponse synthétique

*En France, les principales actions financées dans le cadre des primes à la restructuration/reconversion consistent en la relocalisation des vignobles, et le palissage. La relocalisation tend à favoriser l'installation des vignes sur les coteaux, l'impact potentiel sur les risques d'érosion dépend alors du sens de plantation, de la présence d'enherbement entre les rangs. Le palissage permet de réduire les quantités de pesticides utilisées mais conduit généralement à la mécanisation des pratiques. L'impact global de l'OCM dépend donc de la mise en œuvre au niveau national de la réglementation qui, ne définissant pas précisément les travaux pouvant être financés, n'a pas d'impact direct sur l'environnement.*

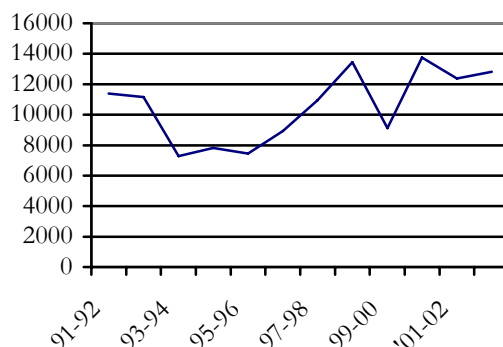


## Réponse détaillée

### Contexte

Les premières actions nationales de reconversion des vignobles datent de 1973 et concernaient essentiellement les régions du sud. Au niveau européen, le soutien à la reconversion et la restructuration du vignoble a été mis en place à partir de 1978, le règlement de l'OCM adopté en 1999 marque cependant un développement particulièrement important de ce soutien qui prend alors le relais des aides de l'Etat français à partir de 2001.

**Figure 35: Surfaces reconverties / restructurées**



Source : ONIVINS

Malgré une diminution de 1993 à 1997, le rythme de reconversion et restructuration du vignoble s'est maintenu au cours de ces 10 dernières années.

Les conditions d'attribution des aides de l'OCM sont définies par un arrêté (arrêté du 1<sup>er</sup> avril 2005 pour la campagne 2004 – 2005). Les mesures pouvant ouvrir droit à la participation aux coûts sont :

- la reconversion variétale par plantation ou surgreffage,
- la relocalisation qualitative de vignoble,
- le changement de mode de conduite du vignoble.

Les aides comportent une participation aux coûts des travaux de reconversion ou de restructuration et le cas échéant, une indemnisation pour les pertes de recette. Le niveau des aides est assez élevé et incitatif, il couvre de l'ordre de 50 % des dépenses des travaux lorsqu'elles sont sollicitées par un viticulteur adhérent à un groupement ou une association de restructuration.

**Figure36 : Montants aides en €/ha**

TYPE DE MESURE	Adhésion à un groupement ou une association de restructuration	Autres cas
Plantation par utilisation de droits nés d'un arrachage sur l'exploitation postérieur au 31/07/2000	6900	3450
Plantation par utilisation de droits nés d'un arrachage sur l'exploitation antérieur au 1/8/2000	6600	3275
Plantation avec des droits provenant de transfert ou de la réserve	5530	2765
Surgreffage	2150	1220
Mise en place ou adaptation de palissage suite à une modification du mode de conduite	1220	890

Source : arrêté du 1<sup>er</sup> avril 2005

Le plan national de restructuration fixe 2 modalités de mise en œuvre de l'aide :

- la première modalité permet de payer la totalité de l'aide au moment de la réalisation de la plantation ou du surgreffage,
- la modalité de reconversion progressive mise en œuvre depuis la campagne 2001/2002 permet d'obtenir une partie de l'aide au moment de l'arrachage de vignes non adaptées à la

demande du marché en prenant l'engagement de replanter une superficie équivalente au plus tard à la fin de la 3<sup>ème</sup> campagne suivant celle de l'arrachage.

Ces deux modalités permettent de financer des travaux de restructuration réalisés sur une même exploitation.

Les restructurations peuvent également être mises en œuvre via des structures collectives. Elles s'appuient sur des plans locaux qui contiennent entre autres, les superficies viticoles qu'il est prévu d'arracher, une liste des exploitations concernées, les mesures à exécuter. Cette pratique nommée restructuration qualitative différée permet également d'opérer des transferts entre exploitations. Les primes sont alors réparties entre les exploitants en fonction des actions entreprises : arrachage, plantation. Cette mesure a uniquement été mise en place dans la région du Languedoc-Roussillon.

L'ONIVINS est chargé de l'instruction des dossiers et réalise des enquêtes sur le terrain afin de vérifier les conditions de versement des primes.

Un certain nombre de conditions relatives aux cépages autorisés (une liste est donnée pour chaque département), aux densités minimales de plantation et à l'origine des droits utilisés pour les plantations sont précisées dans les annexes de l'arrêté, les niveaux d'indemnisation, majorés pour les demandeurs appartenant à un groupement, sont également indiqués. En revanche, il n'est fait aucune mention de critères relatifs aux problématiques environnementales.

#### Impacts sur l'environnement

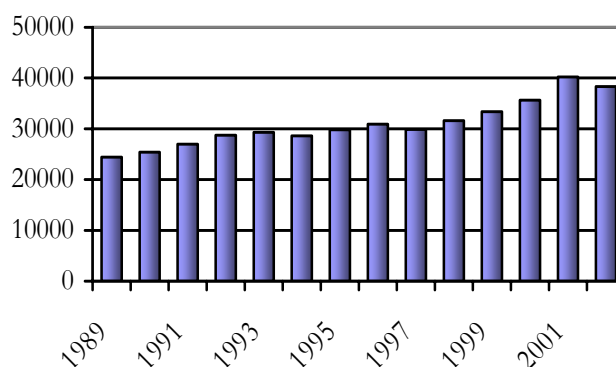
Les mesures de reconversion et de restructuration sont susceptibles d'avoir un impact négatif sur l'environnement par la promotion de méthodes culturales dommageables. Dans le contexte français, les changements de mode de conduite financés concernent le palissage et l'augmentation de la densité.

L'objectif du palissage est la conduite de la végétation dans un plan vertical, celui-ci étant favorable à :

- une bonne interception du rayonnement,
- une bonne répartition de la végétation, limitant les trous et les entassements de feuillage,
- une bonne aération des grappes,
- le passage du matériel pour l'entretien et la protection du vignoble.

Au regard de l'environnement, les impacts du palissage peuvent être positifs, dans la mesure où il permet de réduire l'application de pesticides. En effet, le palissage offre une meilleure exposition au soleil, permet d'aérer la vigne et prévient ainsi le développement des maladies. En contre partie, ce mode de culture favorise la mécanisation, susceptible d'avoir des impacts négatifs sur la structure des sols.

**Figure 37 : Evolution du capital des exploitations dédié à la mécanisation (euros)**



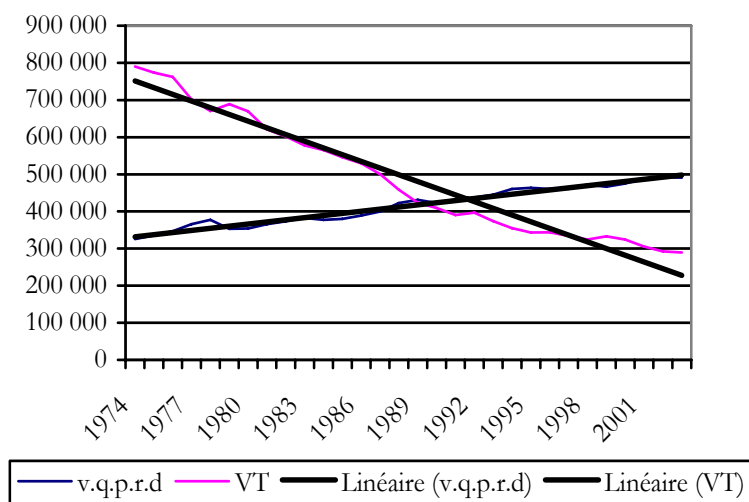
Source : données RICA

On observe au cours des 10 dernières années, une augmentation régulière du capital des exploitations viticoles dédié aux machines.

Concernant la densité de plantation, la réglementation impose un écartement entre les rangs maximum et s'avère dans la pratique adaptée en fonction du matériel agricole.

Les autres actions soutenues par les mesures de reconversion et restructuration concernent le surgreffage ou le changement de cépage. Une utilisation importante de cépages non adaptés au milieu pourrait aboutir à une augmentation de la sensibilité des vignes et à un recours plus fréquent aux traitements phytosanitaires. En France, le soutien de l'OCM a surtout permis la conversion des vignobles vers des cépages qualitatifs. Bien qu'aucun effort particulier n'ait été engagé afin de favoriser des cépages résistants, la mesure n'a vraisemblablement pas participé à fragiliser le vignoble. La réglementation fixant la liste des cépages autorisés n'inclut que des vins de pays ou des AOC et intègre ainsi les réflexions de la profession sur l'adaptation du matériel végétal aux caractéristiques du terroir, (Cf. question v.q.p.r.d).

**Figure 38 : Evolution des surfaces viticoles pour les v.q.p.r.d et les vins de table (ha)**



Source : ONIVINS

On observe une diminution prononcée des surfaces de vignobles de vin de table, tandis que les surfaces des v.q.p.r.d. s'accroissent en moyenne de 5700 ha par an. La comparaison de ce rythme d'évolution aux 10 000 à 12 000 ha reconvertis par an au cours de ces 10 dernières années, porte à croire que les mesures de reconversion/restructuration ont joué un rôle déterminant dans l'augmentation de ces surfaces. Aux impacts propres de la mesure de soutien de reconversion – restructuration s'ajoutent donc les impacts liés à la réglementation relative aux v.q.p.r.d.

La modalité d'application de cette mesure qui incite fortement les viticulteurs à faire les demandes via les organisations professionnelles pourrait à terme favoriser le rôle de ces dernières dans l'encouragement à la prise en compte de l'environnement.

En région PACA, un certain nombre de groupements se sont créés ces dernières années avec l'objectif plus ou moins avoué de permettre à leurs adhérents de bénéficier des primes de reconversion/restructuration. Il s'agit surtout de groupements de mise en marché, les viticulteurs adhérents restent les propriétaires de leur récolte, un technicien réalise le suivi des exploitations, et des actions sont menées afin de faciliter l'écoulement des produits sur le marché.

D'après les viticulteurs enquêtés, les mesures de reconversion et de restructuration s'accompagnent fréquemment d'une évolution des techniques de vinification. Dans le cas des adhérents aux caves coopératives, les travaux entrepris sur le vignoble correspondent souvent à une demande de la cave qui souhaite réorienter sa production afin de s'adapter au marché. Pour les caves indépendantes, la réflexion est identique et couvre le mode de production dans son ensemble, de la vigne au vin. Les travaux de modernisation des caves intègrent fréquemment une meilleure prise en compte de l'environnement, la mise en place de systèmes plus performants de traitement des effluents par exemple.

## Rôle de l'OCM

**Tableau 14 : Surfaces primées dans le cadre des aides à la restructuration (ha)**

	2000/2001	2001/2002	2002/2003	2003/2004
<b>Replantation</b>	12718	11781	11599	10814
<b>Palissage</b>	1011	1070	1172	998
<b>Surgreffage</b>	45	97	64	58
<b>TOTAL</b>	13774	12947	12835	11871

Source : ONVINS

L'impact négatif de l'OCM sur l'environnement au travers des mesures de restructuration et reconversion apparaît réel mais de faible ampleur, pour les raisons suivantes :

- l'OCM ne fait que se substituer à des aides supportées auparavant par l'Etat français, elle n'est donc pas à l'origine de méthodes nouvelles dont on ne maîtriserait pas les impacts,
- s'il est difficile de statuer sur l'existence d'un lien entre palissage et augmentation de la mécanisation, les surfaces concernées sont relativement limitées, l'essentiel des aides concernant les replantations.

En revanche, la mesure joue un rôle plus significatif dans la prise en compte de l'environnement, notamment par son interaction avec d'autres mesures de l'OCM :

- elle permet l'extension des surfaces en v.q.p.r.d. et vins de pays dont le lien étroit avec les caractéristiques du terroir sensibilise les acteurs aux questions environnementales, mais dont la culture entraîne également dans certains cas, des impacts négatifs sur l'environnement (Cf. chapitre correspondant),
- elle favorise également la création de groupements de producteurs dont le rôle est de permettre aux adhérents de toucher le montant maximum des primes. Ces groupements ont généralement une activité limitée quant aux questions de l'environnement, ils représentent cependant une première étape vers la création de structures susceptibles de sensibiliser les producteurs,
- elle encourage indirectement une modernisation des caves.

En conclusion, la mesure de restructuration/reconversion telle qu'elle est appliquée en France n'a qu'un faible d'impact direct sur l'environnement, en revanche elle a un impact indirect dont l'ampleur dépend de la mise en œuvre d'autres mesures, en particulier, celles relatives aux v.q.p.r.d. et aux groupements de producteurs.

La majorité des viticulteurs interrogés (19 sur 20) ont effectué une restructuration de leur vignoble dans le cadre des aides de l'OCM. La répartition entre les différents travaux réalisés est la suivante :

- replantations : 15
- palissage : 6
- surgreffage : 2

Seuls 2 viticulteurs affirment que des critères environnementaux étaient liés à l'obtention de ces aides, l'un d'eux devait être en règle avec les exigences de l'Agence de l'eau, l'autre a dû réaliser des analyses de sol et a été limité dans le choix de ces cépages : une même variété ne pouvant être replantée sur la même parcelle. Un viticulteur engagé dans un CTE avait la possibilité de bénéficier d'une majoration des aides à condition d'être engagé dans une démarche d'agriculture raisonnée.

Le choix des variétés utilisées pour la replantation s'appuie avant tout sur des critères qualitatifs afin de répondre à la demande du marché. Dans quelques cas il s'agit d'une décision personnelle, mais le plus souvent, les viticulteurs suivent les conseils de divers organismes (ONIVINS, groupements de producteurs, œnologues) ou des caves auxquels ils sont affiliés. Parmi les variétés les plus plantées on trouve : les Grenache, Chardonnay, Cabernet Sauvignon, Merlot, Syrah pour les v.q.p.r.d., ainsi que les Vionnier et Marcelin en vin de pays. Plusieurs viticulteurs regrettent que certaines variétés locales ne soient pas aidées, et redoutent une standardisation de la production et une perte d'identité. Parmi les variétés les plus arrachées, on trouve : les Carignan, Aubin, Aramon et Alicante.

Le rôle de l'OCM dans la mise en œuvre des opérations de restructuration apparaît essentiel, le montant des aides permet de couvrir environ 50 % des dépenses des viticulteurs, et la majorité s'accorde à dire que sans les aides, la restructuration des vignobles serait nettement moins importante. Quelques-uns (6 viticulteurs) ont observé d'importants changements dans leur zone de production, tels que la disparition des vignes en gobelet au profit des vignes palissées, toujours dans le sens d'une meilleure adaptation au marché.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, la reconversion/restructuration du vignoble s'accompagne généralement d'un transfert des surfaces des plaines vers les coteaux qui sont les terrains privilégiés pour la production de vins de qualité. La mesure est donc susceptible d'avoir un impact positif dans les zones menacées par l'érosion.

**Question 3 (V2) : Quelles sont les incidences environnementales des aides à l'arrachage et des compensations versées pour couvrir les coûts de l'arrachage et les pertes de revenus ? [Pour cette question, il convient également de fournir une réponse tenant compte de la perspective à plus long terme de l'élargissement à des pays producteurs de vin d'Europe centrale et d'Europe du sud]**

#### Compréhension de la question

L'abandon et la conversion/restructuration ayant été respectivement traités aux questions 1 (V2) et 2 (V2) et ce pour l'ensemble des EM, la réponse à cette question est intégrée dans les réponses aux questions précédentes.

### **3.1.3 Vin – Thème 3 : autres mesures réglementaires, en particulier les mesures concernant les vins de qualité produits dans des régions déterminées**

**Question 1 (V3) : Quelles sont les incidences environnementales des exigences prévues par l'OCM pour les vins de qualité produits dans des régions déterminées ? [En particulier celles qui concernent les conditions de production traditionnelles, les méthodes de culture, le rendement à l'hectare et la limitation de la production]**

#### Compréhension de la question

Les exigences pour les v.q.p.r.d. sont énoncées aux articles 54 à 58 du règlement 1493/1999. Ces articles fixent notamment les grandes lignes qui doivent permettre d'identifier un v.q.p.r.d. :

- les EM communiquent la liste de v.q.p.r.d. qu'ils ont reconnus. La reconnaissance des v.q.p.r.d. est fondée sur :
  - une délimitation des zones de production,
  - une liste des variétés de vigne,
  - des pratiques culturales définies,
  - un titre alcoométrique volumique naturel minimal,
  - une définition des méthodes de vinification et d'élaboration,
  - une détermination des rendements à l'hectare,
  - une détermination de valeurs limites relatives aux caractéristiques organoleptiques.
- le producteur peut demander le classement en v.q.p.r.d. ou déclasser un v.q.p.r.d.,
- au stade du commerce, le déclassement peut se faire par les instances compétentes de l'EM dont le vin est originaire sauf dans le cas de petites quantités,
- les EM peuvent définir toutes les conditions et caractéristiques complémentaires auxquelles doivent répondre les v.q.p.r.d..

Le règlement ne fixe que les grandes lignes de la définition des v.q.p.r.d. qui est précisée ensuite au niveau de chaque Etat membre. Les conditions actuelles de production des vins ne répondent pas nécessairement aux critères de classement des v.q.p.r.d. Par conséquent, les efforts entrepris par les producteurs afin de s'y conformer sont susceptibles d'entraîner une modification des pratiques et par la suite un impact sur l'environnement. La question n'est pas réellement évaluative, elle porte sur l'évolution des pratiques de production traditionnelles ainsi que sur l'impact lié aux exigences requises par le classement en v.q.p.r.d..

### Critère de jugement

L'ampleur et la nature de cet impact dépendent des différences entre méthodes de production des vins non classés et les méthodes de production requises pour les v.q.p.r.d.. L'étude pourra donc se faire en se basant sur une analyse des différences entre les modes de production.

### Méthode de réponse et indicateurs

La réponse à cette question nécessite la collecte des informations suivantes :

- description des caractéristiques des vins classés, et en particulier l'identification de toute référence faite aux questions liées à l'environnement dans les conditions de production et les méthodes de culture, le rendement à l'hectare et la limitation de la production,
- description des caractéristiques des vins non classés : répartition et surfaces concernées, région, variétés de vigne, éléments remarquables du point de vue de l'environnement dans les méthodes de vinification, rendements à l'hectare,
- principales raisons du refus de classement des vins ou des éventuels déclassements,
- part, nature et évolution des productions inaptes à obtenir le classement en v.q.p.r.d.,

Afin de pouvoir mener une comparaison valide, des vins classés et non classés dont le mode de production est proche seront étudiés.

Les indicateurs retenus sont les suivants :

- nombre de pratiques imposées pour les v.q.p.r.d. susceptibles d'avoir un impact sur l'environnement. Des pratiques très diverses sont définies pour chaque v.q.p.r.d., un niveau de détail pertinent et éventuellement un échantillon de vins à étudier seront déterminés au regard des descriptions de ces pratiques,
- surfaces couvertes par les v.q.p.r.d. concernés.
- description de ces pratiques et de l'impact sur l'environnement.

Les informations seront collectées au niveau des organismes compétents pour le classement des v.q.p.r.d. et au cours d'entretiens avec les professionnels et des organismes de recherche lors des études nationales. Etant donnée la nature des informations à recueillir, la question ne pourra être examinée que pour les EM dans lesquels une étude nationale est conduite (France, Italie, Espagne, Allemagne, Portugal et Grèce), et dans les zones où des études de cas seront conduites.

### Réponse synthétique

*Il n'est pas fait référence à l'environnement dans la définition des v.q.p.r.d. La limitation des rendements est susceptible d'avoir un impact positif sur l'environnement en limitant l'intensification des pratiques. Toutefois, les viticulteurs interrogés indiquent ne pas faire de différence dans les méthodes appliquées aux vignobles de vin de table ou de v.q.p.r.d.. En France, certains v.q.p.r.d. jouissent d'un prestige particulier qui confèrent aux producteurs un certain pouvoir sur les décisions relatives à l'occupation des territoires, ce qui s'est traduit dans quelques cas par des impacts positifs (le maintien de vignobles dans des régions sensibles) et dans d'autres par des impacts négatifs (la colonisation de milieux naturels par les vignes, l'utilisation accrue de pesticides afin de garantir la récolte d'un produit à forte valeur ajoutée). Les impacts de cette mesure semblent cependant limités à quelques cas particuliers, et dans l'ensemble, son application n'a pas d'impact majeur sur l'environnement.*

### Réponse détaillée

#### Contexte

Les grands principes régissant les v.q.p.r.d. sont inspirés du système français des AOC et furent mis en place au niveau européen avec la première OCM (règlements 24/1962 et 143/1962). Ces règles présentaient l'avantage de permettre la prise en compte de situations locales très différentes, ce qui en facilita l'adoption par les pays membres. Au cours des années qui suivirent, la Commission précisa le classement des v.q.p.r.d. et institua des règles de distribution et de présentation. La dernière OCM introduit un ensemble de règles communes pour la production des v.q.p.r.d., dont la liste doit être fournie à la Commission. Chaque v.q.p.r.d. est désormais défini par :

- les aires géographiques,
- l'encépagement,



- les pratiques culturales,
- les méthodes de vinification,
- le titre alcoométrique minimal naturel,
- le rendement à l'hectare,
- l'analyse des qualités organoleptiques.

En France, les v.q.p.r.d. sont essentiellement constitués par les AOC (Appellation d'origine contrôlée) dont la définition et le respect des critères d'appellation sont sous la responsabilité de l'INAO, organisme public en charge des AOC pour l'ensemble des productions agricoles. Il existe 26 centres répartis en bassins de production et un comité national chargé de rédiger les décrets et de revoir les délimitations. De plus, les intérêts de chaque appellation sont défendus par un syndicat qui fournit les informations permettant de déterminer les contingents de droits à planter ou de transfert.

Les critères de chaque AOC sont définis par un décret spécifique et reprennent ceux de l'OCM :

- les aires géographiques sont basées sur des délimitations positives des parcelles et s'appuient sur le cadastre. Elles sont généralement fixées pour plusieurs années et changent peu.
- les règles relatives aux pratiques culturales incluent notamment les densités de plantation, les méthodes de taille,
- la définition des méthodes de vinification est très variable mais respecte le cadre fixé par les annexes V et VI.

#### Impact sur l'environnement

Les AOC sont généralement des produits à forte valeur ajoutée qui permettent aux viticulteurs de disposer de moyens financiers plus importants et sont donc en mesure de supporter des coûts de production plus élevés. Ceci se traduit dans certains cas par une tendance à augmenter les doses de produits phytosanitaires afin de garantir la récolte.

**Tableau 15 : Comparaison des prix de transaction des VT et v.q.p.r.d. (moyenne 2000/2003)**

Appellations	PRIX (€/hl)
Chateaufort du pape <sup>13</sup>	454,70
Bordeaux	121,70
Beaujolais	160,70
Cotes de Provence	106,90
VT (moyenne sur la France)	42,60

Source\$ : ONIVINS

Les pratiques œnologiques en revanche, ne présentent pas de particularités quant à leur impact sur l'environnement.

En PACA, certaines zones incluses dans la délimitation d'AOC ont subi d'importants modelages de la topographie afin de permettre l'installation de vignoble, se traduisant par des impacts négatifs sur le paysage.

La majorité des viticulteurs interrogés en PACA affirment employer des modes de culture comparables pour les v.q.p.r.d. et les vins de table.

Les restrictions imposées par les listes de variétés autorisées conduisent à la disparition de certains cépages traditionnels en région PACA. Les Carignan, les Aramons, les Aubins, les Terrets noirs et gris sont interdits en appellation, ce sont pourtant des cépages traditionnels provençaux qui permettent selon les viticulteurs interrogés, d'obtenir de bons vins. De plus, certains de ces cépages présentent l'avantage d'être résistants aux maladies (le Carignan par exemple) alors que certains cépages autorisés, tel que le Syrah sont plus sensibles.

<sup>13</sup> Pour cette catégorie, le prix moyen a été calculé sur la période 1994-1997, pour des raisons de disponibilité des données.

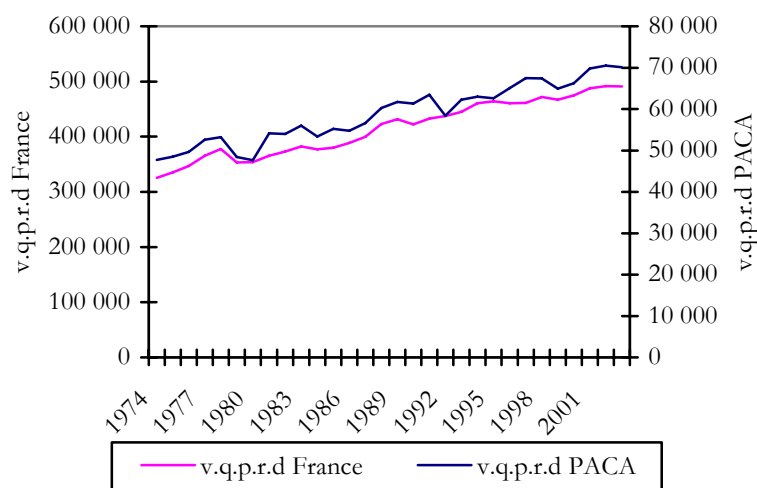
Une étude réalisée sur le lien entre qualité des produits AOC et qualité de l'environnement tend à montrer que si pour certains produits il existe une forte corrélation entre qualité de l'environnement et présence des appellations, dans le cas des produits viticoles, il apparaît que 'les vignes d'appellation ne se conjuguent pas toujours avec un milieu naturel de qualité' (Mollard, Hirczak – 2003). Les AOC viticoles tiennent compte des terroirs, des sols et climats et des savoirs faire, mais sans aucune préoccupation environnementale. Les seuls points pouvant agir favorablement sur l'environnement concernent :

- les limitations de rendement, qui correspondent généralement à une limitation des intrants et des produits phytosanitaires. Celles-ci peuvent être cependant contournées, car elles visent la quantité de production éligible à l'appellation et n'empêchent pas un producteur de dépasser ce rendement s'il accepte que son vin soit 'déclassé', ce qui est fréquemment observé (Mollard, Hirczak – 2003). En outre, les contrôles se faisaient jusque récemment au niveau de l'exploitation, ce qui permettait de frauder en produisant moins sur des parcelles de moindre qualité et plus sur les AOC,
- les densités de plantation,
- l'écartement entre les ceps,
- le fait que les vins doivent être élaborés selon les usages locaux.

La production de vins d'appellation ne représente donc pas en France un gage de respect de l'environnement, en particulier en ce qui concerne les impacts liés à l'utilisation de pesticides, et peut dans certains cas inciter à aggraver les impacts classiquement liés à la viticulture en général.

On observe cependant une récente prise de conscience nationale et l'INAO a engagé un certain nombre de réformes qui visent à tenir compte de l'impact de la viticulture sur l'environnement et à en maîtriser les effets. Les méthodes d'évaluation des rendements ont récemment été modifiées et se basent désormais sur les productions mesurées au niveau de la parcelle, en quantité de raisin produit. Une réflexion est actuellement en cours afin d'intégrer dans les décrets définissant les AOC, des critères de prise en compte de l'environnement, tel que l'enherbement, la réduction des traitements phytosanitaires. A terme, la culture de vins d'appellation pourrait donc avoir un effet positif sur l'environnement, la part des superficies cultivées en AOC et son évolution indique que l'impact pourrait être significatif.

**Figure 39: Courbe évolution des surfaces des v.q.p.r.d. en France et en région PACA.**



En 30 ans, les surfaces en v.q.p.r.d. ont augmenté d'environ 50 % au niveau national et 46 % dans la région PACA.

En PACA, les syndicats se mobilisent afin de faire valoir le terroir dans les situations où les politiques de développement du territoire remettent en question la conservation de certains milieux, face au développement de l'urbanisation ou dans le cadre de la réalisation d'importants travaux d'infrastructure par exemple.



Il existe en Provence des exemples d'actions menées dans le cadre des appellations qui intègrent dans le travail de plantation une réflexion sur les impacts sur le paysage et les risques d'érosion. Des résultats positifs ont été obtenus par la cave coopérative du Baume de Venise.

Quelques viticulteurs interrogés signalent un certain nombre de caractéristiques liées à la production des vins AOC susceptibles d'avoir un impact sur l'environnement :

- limitation du rendement en adaptant la taille, la densité, et les intrants,
- interdiction du désherbage total,
- enherbement des tournières,
- techniques de travail du sol spécifiques.

Chaque appellation a ses propres prescriptions et la prise en compte de l'environnement ne semble pas cependant particulièrement répandue, seuls 3 viticulteurs indiquent qu'elles sont susceptibles d'avoir un impact positif sur l'environnement, huit affirment en revanche, traiter les vignes de la même manière, qu'elles soient classées en AOC, vins de pays ou vin de table.

### Rôle de l'OCM

Les exigences de l'OCM fixent uniquement le cadre nécessaire à la définition des v.q.p.r.d. Les critères relatifs aux aires géographiques, à l'encépagement, aux pratiques culturales, aux méthodes de vinification, au titre alcoométrique minimal naturel, au rendement à l'hectare et à l'analyse des qualités organoleptiques demeurent des prérogatives des EM. L'impact de cette mesure sur l'environnement est donc indirect et dépend essentiellement des conditions déterminées par chaque Etat. L'impact de la forte valeur ajoutée des vins AOC est lié par exemple au fait qu'il existe en France des vins très renommés dont le prix de vente peut être exceptionnellement élevé.

L'impact positif potentiel lié à la prise en compte progressive de la dimension environnementale des appellations est également particulièrement important en France où la définition et l'application des critères de définition des terroirs sont assez strictes.

En définitive, les conditions fixées par l'OCM pour les v.q.p.r.d. ont un impact direct relativement limité, en revanche, leur application au niveau national peut avoir un certain nombre d'impacts locaux ciblés à la fois positifs et négatifs, liés notamment pour le cas français, au prestige et la forte identité de certaines appellations.

### ***Question 2 (V3) : Quelle est l'incidence environnementale de la réglementation des pratiques œnologiques ?***

#### Compréhension de la question

L'annexe IV du règlement 1493/1999 liste les pratiques œnologiques et les process autorisés, l'annexe V définit les conditions d'application de certaines de ces pratiques.

D'une manière générale, peuvent avoir des impacts négatifs sur l'environnement :

- tous les traitements de séparation qui produisent des boues et des lies lorsque le traitement des sous-produits n'est pas réalisé de manière adéquate : clarification, filtration, soutirage, etc.,
- toutes les opérations de lavage, telles que classiquement observées dans l'industrie agro-alimentaire,
- l'emploi de certaines molécules qui entrent dans la mise en application de certaines pratiques œnologiques et peuvent se transformer au cours des process en une substance toxique. Une mention particulière peut être faite à ce titre pour le traitement des vins rouges au ferrocyanure de potassium produisant un précipité de ferrocyanure qui est considéré comme un déchet dangereux à éliminer selon la réglementation en vigueur.

La question n'est pas véritablement évaluative, elle vise à apprécier en quoi la réglementation des pratiques œnologiques peut avoir un impact sur l'environnement.

### Critère de jugement

Dans la mesure où il s'agit d'évaluer l'incidence d'une réglementation, il serait pertinent d'analyser la situation actuelle par rapport à celle qui prévalait avant la mise en place de l'OCM et/ou par rapport à la situation contre factuelle d'absence de réglementation. D'autre part, s'agissant d'installations potentiellement polluantes, les sites de transformation peuvent être concernés par des législations nationales visant à la protection de l'environnement de type installations classées ou par des approches plus volontaristes de certification du type SME ou Iso 14 000.

Les critères de jugement s'articuleront autour de :

- l'analyse des impacts des pratiques œnologiques,
- les modalités d'élimination des déchets,
- l'analyse des dispositifs mis en place par les producteurs et les EM afin de maîtriser ces impacts,

### Méthode de réponse et indicateurs

Les informations seront collectées auprès des organismes de recherche compétents notamment en ce qui concerne la nature des impacts selon les pratiques. Les études nationales et les entretiens auprès des OP et des producteurs permettront de définir une typologie des impacts observés, leur évolution respective, et d'analyser les mesures mises en œuvre par les EM et les producteurs (réglementation, procédure d'élimination des déchets, certification, etc.)

Les indicateurs retenus peuvent être les suivants :

- liste des principales pratiques œnologiques mises en œuvre,
- nature et caractéristiques des impacts potentiels selon les familles de pratique œnologique,
- définition des outils (règlements, certification, label, etc.) mis en place par les producteurs, les OP et les EM indépendamment de l'OCM, et caractérisation des effets de ces outils,
- définition des procédures d'élimination ou de traitement des déchets de fin de chaîne,
- caractérisation et quantification des impacts sur l'environnement avant et après 1999,
- nature et caractéristiques des effets de la réglementation des pratiques par l'OCM.

### Réponse synthétique

*La définition des pratiques œnologiques a pour objectif principal de garantir la qualité et l'innocuité des vins produits, elle n'entraîne aucun impact significatif sur l'environnement.*

### Réponse détaillée

#### Contexte

Le règlement de l'OCM adopté en 1999, définit dans les annexes l'ensemble des pratiques œnologiques autorisées en Europe. La DRIRE et l'Agence de l'eau suivent l'impact des caves sur l'environnement de la même manière qu'elles suivent l'impact des distilleries (Cf. question relative à l'impact de la distillation sur l'environnement). D'après la réglementation sur les installations classées pour l'environnement, les caves sont sous régime de déclaration lorsque leur capacité de production est inférieure à 20 000 hl et sous le régime d'autorisation lorsqu'elle est supérieure. Les caves sont également soumises à la taxe de l'Agence de l'eau, pondérée en fonction des techniques de traitement mises en œuvre et de leur efficacité.

#### Impacts sur l'environnement

Les principaux produits polluants autorisés par l'OCM sont les suivants :

- les terres de diatomées utilisées pour la filtration, la quantité utilisée est de l'ordre de 150 g/hl de vin produit,
- les colles, utilisées pour les opérations de stabilisation ou de clarification,
- les levures (10 g/l utilisés pour la vinification),
- l'acide tartrique, également composé naturel du grain de raisin,
- les dioxydes de soufre et les sulfites, utilisés comme antioxydants.

Tous, exceptés les dioxydes de soufre participent à accentuer le pouvoir polluant des effluents, en augmentant leur DCO. Cependant, celle-ci est également due aux composants mêmes du raisin qui

se retrouvent dans les eaux de lavage. La DCO totale de ces produits est estimée approximativement à 10 à 20 g/l.

Les principales techniques de traitement mise en œuvre sont :

- le traitement biologique, il en existe de nombreuses variantes, qui reposent toutes sur un principe commun : la dégradation de la charge polluante des effluents par des micro-organismes. Les principaux procédés sont le stockage aéré et les boues activées. Dans les deux cas, on obtient des boues qui peuvent être valorisées par épandage, et des effluents, qui selon le rendement d'épuration peuvent être rejetés dans le milieu ou dans une station d'épuration. Il existe également des traitements anaérobies qui permettent la production de méthane mais les contraintes de suivi ont limité leur développement.
- l'épandage, il repose sur les capacités épuratoires du système sol – micro-organismes – plantes, il assure la filtration des matières en suspension, la fixation puis la dégradation des matières organiques et l'utilisation par les plantes des éléments minéraux libérés. Il permet de valoriser la fraction eau et la fraction organique de l'effluent. Toutefois, les performances de dépollution sont étroitement liées aux conditions climatiques ainsi qu'au type de sol. Cette technique a déjà fait ses preuves, dès lors qu'elle est correctement gérée au niveau des doses d'apport et l'exploitation des cultures qui reçoivent les effluents. Tout épandage est subordonné à une étude préalable définissant son périmètre et ses modalités de réalisation. Un registre d'épandage doit être tenu à jour.
- le rejet sur une station communale, il permet d'associer les effluents vinicoles aux effluents urbains dans un traitement de type 'boues activées'. Plusieurs conditions techniques et réglementaires sont à prendre en compte : la station est adaptée à la surcharge liée à l'activité vinicole pendant les vendanges ; le réseau de collecte de la commune est de type séparatif, une convention de raccordement doit être signée entre la collectivité, le gestionnaire de la station d'épuration et les partenaires vinicoles.

Il existe donc des méthodes de traitement efficaces de la pollution des effluents, dont certaines sont facilement mises en œuvre. La gestion des quantités d'eau utilisées a également son importance, car elle détermine les volumes d'effluents qui devront être traités. L'absence de données rend difficile l'évaluation de la mise en pratique de ces systèmes au niveau national.

Une étude commandée par la fédération régionale des vignerons indépendants de Provence-Alpes-Côte d'Azur évalue les méthodes de traitement mises en œuvre par les caves de la région. Une enquête a été menée sur 171 caves. Toutes ont une production inférieure à 20 000 hl. La moitié seulement traite ses effluents selon les 3 grandes méthodes présentées ci-dessus.

Dans le cas du rejet des effluents dans les STEP (stations d'épuration communales), certaines ont été dimensionnées afin de recevoir les effluents vinicoles, d'autre en revanche traitent les rejets des caves depuis longtemps sans que cela soit pris en compte dans le dimensionnement de la STEP.

L'épandage nécessite des aires de stockage afin de faire face aux périodes où l'épandage est rendu impossible par les conditions climatiques, un problème de main d'œuvre ou l'indisponibilité des cultures par exemple. Sur 34 caves pratiquant l'épandage, 11 n'ont pas de stockage ou un stockage considéré comme insuffisant. Les surfaces d'épandage apparaissent suffisantes et toutes les caves tiennent à jour le registre d'épandage. Concernant les traitements biologiques, peu d'information sur leur efficacité a été collectée, il semble cependant qu'elle soit satisfaisante, en dehors des problèmes de mise au point initiale. Le suivi de l'installation par un prestataire est courant ce qui affranchit le vigneron de cette préoccupation.

Le suivi des caves pose un problème pour les petites structures, tandis que les caves produisant des volumes importants (en particulier plus de 20 000 hl) sont connues de l'administration et donc régulièrement contrôlées. La mise en œuvre des systèmes d'épuration semble efficace, elle ne concerne cependant que la moitié des petites caves. En pratique, les agents de la DRIRE ne contrôlent que les caves soumises à autorisation, concernant l'agence de l'eau, le régime étant déclaratif, on estime qu'en région PACA, seule la moitié des caves sont déclarées. En outre, les petites caves dont la production est inférieure à 1800 hl ne sont pas suivies par l'agence et ne paient pas de taxe.

## Rôle de l'OCM

La réglementation encadrant les pratiques œnologiques permet d'éviter l'emploi de produits particulièrement dangereux pour l'homme et l'environnement. Cependant, elle vise en premier lieu à assurer la fabrication de produits de qualité et autorise par conséquent, l'utilisation de certaines pratiques qui représentent une source de pollution. Les évolutions techniques permettent d'envisager l'application de méthodes alternatives moins polluantes et des adaptations de la réglementation, telles que :

- la diminution de la quantité maximale de sulfite autorisée. Elle est fixée à 160 mg/l par l'OCM, alors que la norme au niveau national est de 150 mg/l, que les quantités utilisées pour la plupart des vins sont d'environ 80 mg/l et qu'il existe très peu de vins utilisant plus de 130 mg/l,
- le remplacement des filtres à diatomées par des membranes de filtration,

Le cadre de l'OCM peut de plus dans certains cas, jouer le rôle de frein à la mise en œuvre de pratiques moins polluantes car l'obtention d'une licence est requise pour la mise en application de nouvelles méthodes.

Cependant, les composés utilisés dans le cadre des pratiques autorisées par l'OCM ne représentent qu'une faible partie du volume et de la charge polluante des produits épanchés. En conséquence, bien que l'impact polluant de la totalité des caves ne soit pas maîtrisé, l'impact de la mesure relative aux pratiques œnologiques reste secondaire, voire négligeable.

Concernant les pollutions liées aux éléments traces (métaux lourds notamment), il n'existe aucun suivi. Une campagne de mesures menée au niveau national par la DRIRE et l'Agence de l'eau sur quelques caves et distilleries volontaires est actuellement en cours. D'après les premiers résultats (non parus), il n'y aurait pas dans les effluents, de résidu polluant.

### 3.1.4 Vin – Thème 4 : mesures d'accompagnement

**Question 1 (V4) : Les mesures d'accompagnement visant à préserver les vignobles de certaines régions ont-elles une incidence positive sur l'environnement ?**

#### Compréhension de la question

Les articles 47 et à 52 du règlement 1493/1999 définissent des règles relatives à la désignation, la dénomination et la présentation de certains produits afin de permettre la protection des intérêts légitimes des consommateurs et des producteurs. Certaines mentions indiquées sur l'étiquetage, les documents d'accompagnement, les documents commerciaux, la publicité, le récipient et l'emballage sont obligatoires. D'autres sont utilisables sous condition. Parmi ces mentions se trouvent notamment des indications géographiques.

Cette mesure a surtout une portée commerciale, il s'agit donc d'étudier l'impact positif éventuel de mentions relatives à des produits dont la production prend en compte l'environnement. L'étude d'impacts négatifs liés à la préservation de certains vignobles dont les pratiques sont dommageables pour l'environnement peut être également envisagée. La question revient à savoir si l'étiquetage peut avoir un effet sur l'environnement. C'est notamment au travers la commercialisation des vins issus de raisins biologiques que la question peut être abordée.

#### Critère de jugement

La première partie de la question appelle la prise en considération de deux critères :

- un premier critère est la relation entre les bonnes pratiques viticoles, respectueuses de l'environnement et leur publicité au niveau du produit : s'agit-il d'un argument utilisé par les producteurs, les mentions utilisées sont-elles claires, visibles et correspondent-elles à une réalité des pratiques viticoles ?
- le deuxième critère est l'impact sur les ventes : les acheteurs sont-ils sensibles au message, l'environnement est-il un argument secondaire ou primordial dans l'acte d'achat ?

Pour la deuxième partie de la question, le critère proposé est l'évolution de la qualité de l'environnement dans les zones de vignobles préservées.

### Méthode de réponse et indicateurs

La réponse à cette question se fera au travers d'études de cas régionales et d'entretiens nationaux afin d'obtenir les informations relatives aux indicateurs suivants :

- nombre de produits portant une mention relative à l'environnement du type agriculture biologique, agriculture raisonnée, etc.
- analyse des pratiques correspondantes aux différentes mentions en relation avec une préservation de l'environnement, évaluation de leur pertinence et des moyens de contrôle,
- évaluation de la sensibilité des acheteurs à partir d'enquêtes auprès des coopératives, des distributeurs, des organisations de consommateurs, etc.

Pour le deuxième critère, les indicateurs envisagés sont :

- nombre de produits protégés dont les pratiques sont susceptibles d'avoir un impact négatif sur l'environnement,
- selon les données disponibles : évolution des indicateurs d'état de l'environnement (qualité des sols, de l'eau, du paysage) dans les zones plantées de produits bénéficiant d'une protection.

### Réponse synthétique

*Les méthodes de cultures écologiques s'avèrent avoir un réel impact positif sur l'environnement, elles sont cependant très peu mises en œuvre en France, le public est encore peu sensibilisé et le rôle joué par l'OCM dans la diffusion de ces pratiques est très secondaire.*

### Réponse détaillée

#### Contexte

Le règlement de l'OCM adopté en 1999 définit précisément les mentions obligatoires et facultatives indiquées sur les bouteilles de vin.

Les informations obligatoires précisées sur les étiquettes des bouteilles concernent pour l'ensemble des vins :

- le pays d'origine pour l'exportation,
- la teneur en alcool,
- les coordonnées de l'embouteilleur,
- un numéro d'identification du lot,
- le volume contenu dans la bouteille,

Le nom de l'AOC et la mention « Appellation d'origine contrôlée » sont également indiqués pour les vins concernés.

Les mentions facultatives autorisées sont différentes pour les vins de table, les vins de pays et les AOC. Pour les vins de table, elles se limitent aux coordonnées de la personne ayant commercialisé le produit, la couleur et le type de produit. Pour les AOC et les VDP, des indications sur les caractéristiques du produit (millésime, cépages), sur l'exploitation (représentation stylisée, nom de l'exploitation, coordonnées du propriétaire récoltant) peuvent également paraître sur l'étiquette. Une distinction attribuée par un organisme officiel, notamment ceux en charge de la certification en agriculture raisonnée ou en agriculture bio, peut également être indiquée.

#### Impact sur l'environnement

L'impact sur l'environnement est donc, dans le cadre de cette mesure, dépendant des résultats obtenus par l'agriculture bio et l'agriculture raisonnée. Les impacts liés à la promotion des v.q.p.r.d. sont développés dans la question 1, thème 3.

Le principe de l'agriculture bio est l'interdiction d'utiliser des produits chimiques de synthèse. L'élaboration du vin implique nécessairement l'emploi de produits chimiques (sulfate pour maîtriser la fermentation par exemple), c'est pourquoi il n'existe pas pour le moment de vins bios, seuls les raisins sont dits 'issus de l'agriculture biologique'. La lutte contre les pathogènes repose essentiellement sur les traitements à base de cuivre. La réglementation limite actuellement la dose

autorisée à 8 kg/ha/an, elle devrait passer à 6 kg/ha/an pour les vignes "bio" à partir de 2006 (règlement CE 73/02). Il existe un risque de toxicité pour les plantes au niveau de la couche superficielle (0–15 cm), sur les terres qui ont un long passé viticole. La bioaccumulation peut également avoir un impact sur la biodiversité. Actuellement la dose moyenne des traitements est d'environ 8 à 10 kg/ha/an. Le problème est plus fréquent dans les régions pluvieuses (Champagne, Pays de la Loire) où les attaques de mildiou sont plus importantes. L'amélioration des produits a cependant permis d'augmenter la part de cuivre efficace dans les traitements, autorisant ainsi une diminution des doses et donc de l'impact.

Une des difficultés de la viticulture "bio" se trouve dans le manque de produits disponibles pour traiter les différentes maladies. Par exemple, le seul produit actuellement homologué pour le traitement de la flavescence est la rotédone dont l'utilisation présente des risques importants pour la santé humaine et n'est pas autorisée en agriculture biologique. Le traitement du pyrèthre se fait en pratique à l'aide d'un mélange soufre et huile qui n'est pas homologué. Pour les insecticides, la gamme de produits permettant un traitement ciblé n'est pas aussi riche que pour la viticulture classique, ce qui peut également avoir un impact négatif sur l'environnement. En revanche, la lutte contre les adventices est uniquement mécanique et il n'est pas fait usage des désherbants chimiques très polluants que l'on retrouve parfois dans les nappes. Dans tous les cas, les produits systémiques sont interdits, il n'existe donc pas de solution de secours en cas de contamination importante.

Concernant les engrais, il existe une liste positive des composts et engrais autorisés, ils sont généralement fiables mais le degré de précision est inférieur aux engrais chimiques.

Malgré ces points négatifs, la viticulture "bio" a potentiellement moins d'impact que la viticulture classique, elle reste toutefois un mode de culture marginal :

- 16 000 ha sur 870 000 ha de vignes sont cultivés en bio,
- 1 455 producteurs concernés sur un total d'environ 90 000.

Des actions localisées renforcent cependant l'intérêt de la viticulture bio qui s'est par exemple généralisée sur 800 ha, dans le périmètre de captage d'eau de Perrier, ou encore sur 2 000 ha autour de la ville de Munich.

Sur le marché français, les vins issus de la culture de raisins biologiques souffrent d'un déficit d'image dû à une production de mauvaise qualité dans les années 80, et à un problème d'étiquetage, l'apposition de la marque AB étant interdite. En conséquence, le marché est surtout orienté vers l'export, l'Allemagne notamment.

L'agriculture raisonnée est un concept transversal qui concerne tout type de production. La réglementation est mise en place au niveau national et peut-être complétée par une réglementation régionale. La qualification est une procédure qui s'applique à l'exploitation, elle est attribuée pour 5 ans et se base sur le 'Référentiel de l'Agriculture Raisonnée'. Celui-ci définit pour les productions végétales, 58 règles qui doivent être suivies par l'exploitant, parmi lesquelles on distingue, les obligations réglementaires et les bonnes pratiques agricoles, regroupées en différents thèmes :

- connaissance de l'exploitation et de son environnement,
- traçabilité des pratiques,
- santé et sécurité au travail,
- gestion des sols,
- gestion des systèmes de culture,
- protection des cultures,
- irrigation,
- gestion des déchets de l'exploitation,
- paysage et biodiversité.

Généralement, les cultures spécialisées ont un nombre d'obligations moins important que les exploitations d'agriculture-élevage. La mise en place de l'agriculture raisonnée est trop récente pour qu'on puisse en évaluer l'impact sur l'environnement. Elle comporte vraisemblablement

toutes les qualités pour préserver l'environnement au niveau de l'exploitation mais elle ne permet pas d'approche territorialisée à l'échelle d'un bassin versant par exemple et pourrait se trouver inadaptée pour régler certains problèmes environnementaux.

Globalement, elle représente tout de même un outil potentiellement intéressant pour la maîtrise des impacts de l'agriculture sur l'environnement. Toutefois, de même que la viticulture "bio", elle est peu développée. Les objectifs nationaux ont été fixés à 30 % des exploitations d'ici 2008, seulement 663 exploitations étaient qualifiées fin mars 2005, dont 372 pratiquant la viticulture. Les difficultés sont liées à un coût élevé de la démarche : les coûts de production sont environ supérieur de 20 %, en particulier à cause du temps supplémentaire requis, la qualification, valable 5 ans, coûte environ 1 000 € auxquels il faut encore ajouter les éventuels investissements nécessaires afin de respecter le référentiel.

Un nombre important de viticulteurs interrogés en région PACA (11 sur 20), ont affirmé pratiquer une "agriculture raisonnée", sans cependant être réellement qualifiés. Il existe en effet une confusion sur les différents signes officiels de qualité qui se multiplient : cahier des charges "Nutrition Méditerranée" par exemple, où encore, signes de qualité développés par la grande distribution. En conséquence, les viticulteurs sont amenés à modifier leurs pratiques, en dehors cependant, du cadre réglementaire national.

Les actions favorables à l'environnement mises en œuvre par les viticulteurs interrogés sont diverses :

- diminution des produits phytosanitaires utilisés : limitation des produits autorisés, raisonnement des doses, abandon de l'utilisation de désherbants résiduels, désherbage mécanique,
- diminution des engrais utilisés : utilisation d'engrais organiques,
- mise en place d'une traçabilité des travaux effectués sur l'exploitation,
- stockage et traitement des déchets.

Selon les viticulteurs interrogés, les méthodes de culture respectueuses de l'environnement qu'ils emploient sont ou ne sont pas mentionnées sur les bouteilles. Lorsque les actions sont initiées par les GMS, ou des marques à vocation commerciale telle que Nutrition Méditerranée, les bouteilles portent généralement des indications (sur la contre étiquette ou la collerette) qui permettent d'identifier les produits. La majorité des viticulteurs indiquent cependant que ces signes distinctifs ne leur ont pas permis de mieux vendre leurs produits. En particulier, les agriculteurs bios se sont convertis par conviction, les pratiques respectueuses de l'environnement constituant rarement un argument de vente. Certains producteurs bios ont même, à une époque, dissimulé la nature de leur pratique. Aujourd'hui, le vin issu de raisins de l'agriculture biologique est recherché par une certaine clientèle qui reste toutefois marginale et dont la motivation première semble être la santé plutôt qu'une sensibilité aux problèmes environnementaux (un seul viticulteur cite l'environnement comme composante motivant l'achat de ses produits).

#### Rôle de l'OCM

L'impact de cette mesure sur l'environnement est indirect et dépend des caractéristiques du produit qui font l'objet de publicité. Les règles sur la désignation, la dénomination et la présentation, n'influent en rien sur l'efficacité des pratiques vis-à-vis de la protection de l'environnement.

La viticulture biologique et la viticulture raisonnée ont potentiellement un impact positif sur l'environnement. Toutefois, leur faible mise en pratique, liée notamment au manque d'intérêt du public et à une faible valorisation des produits sur le marché limite l'importance de l'effet réel.

Une étude menée par l'ONIVINS a observé le comportement des consommateurs lors de l'achat d'une bouteille de vin et conclut pour les "cibles occasionnelles" : "Au bilan, le choix du vin se prépare selon un arbitrage dont la clef d'entrée combine des considérations pratiques (accord du vin et du plat principal) et des « croyances » à l'œuvre concernant les réputations, les bons usages... Ce choix met en œuvre l'alliance de critères « impressionnistes » et du niveau de prix, complétée par



les informations pratiques délivrées sur la contre étiquette. Les mentions obligatoires présentes sur la bouteille, méconnues, incomprises ne structurent pas ce choix" (ONIVINS INFOS, N° 114).

Il semble donc, d'après cette étude que l'AOC ne soit pas un critère de choix du vin, ces conclusions mériteraient toutefois d'être nuancées, car elles ne sont pas cohérentes avec l'augmentation importante des appellations dans la consommation. Ce constat s'applique également aux mentions relatives aux pratiques respectueuses de l'environnement.

En définitive, la mesure de l'OCM ne constitue pas jusqu'à présent un moyen efficace de promouvoir le respect de l'environnement au travers des mesures d'accompagnement visant à préserver les vignobles de certaines régions. La mise en avant de la dénomination AOC ne semble pas vraiment constituer une incitation à l'achat, le rôle des vins AOC vis-à-vis de l'environnement est de plus ambigu (Cf. question relative aux v.q.p.r.d.). Concernant les mentions relatives aux pratiques respectueuses de l'environnement, non seulement elles ne trouvent pas d'écho auprès des acheteurs mais elles sont de plus régies par des réglementations qui semblent relativement indépendantes de l'OCM :

- la réglementation sur la publicité des méthodes de production fixée par l'annexe VII, (B. *indications facultatives, 1. b – indications relatives au mode d'obtention ou à la méthode d'élaboration du produit*) exclut les méthodes de l'agriculture biologique (*considérant (17) et article 22 du règlement N°753/2002 fixant certaines modalités d'application du règlement n°1493/1999 du conseil en ce qui concerne la désignation [...] de certains produits viticoles*). Les indications qui font référence au mode de production biologique des raisins sont régies par le règlement (CEE) n°2029/91,
- les conditions d'utilisation du qualificatif « agriculture raisonnée », sont quant à elles, fixées au niveau national par le décret n°2004-293 du 26 mars 2004 qui ne fait pas référence au règlement 1493/1999.

### 3.1.5 Thème 5: promotion de l'environnement

**Question 1(V5). La promotion par les États membres et les régions de techniques de production écologiques avec l'aide des organisations de producteurs et des organisations intersectorielles a-t-elle été efficace ?**

#### Compréhension de la question

Le thème de l'environnement est abordé à plusieurs reprises dans les articles qui définissent le fonctionnement des organismes de producteurs et des organisations intersectorielles. "La promotion des pratiques culturelles, des techniques de production et des techniques de gestion des déchets respectueuses de l'environnement" est clairement définie comme l'un des quatre buts des groupements de producteurs. En outre, la mise à disposition d'une assistance technique pour la mise en œuvre de ces pratiques est une des conditions requises pour la reconnaissance des organisations par les EM. De même, au titre des actions à mettre en place par les organismes de filière on trouve :

- informations et recherches nécessaires [...] notamment en matière de qualité des produits et de protection de l'environnement,
- recherche de méthodes permettant de limiter l'usage des produits phytosanitaires et d'autres intrants et garantissant [...] la préservation des sols et des eaux,
- mise en valeur et protection de l'agriculture biologique,
- promotion de la production intégrée ou d'autres méthodes de production respectueuses de l'environnement.

Les organisations professionnelles apparaissent donc comme un outil privilégié afin de rendre compatible production et préservation de l'environnement. La réponse à cette question évaluative consiste donc en une appréciation de cet outil, son efficacité, mais aussi sa pertinence et sa cohérence.



### Critère de jugement

Les deux types d'organisations professionnelles concernées par cette question sont

- d'une part, les groupements de producteurs, dont l'action porte essentiellement au niveau du producteur (production, vinification et ponctuellement commercialisation) et sont susceptibles d'agir en faveur de l'environnement en influençant les techniques de production,
- d'autre part, les organismes de filière, qui auront une action plus centrée sur l'aval (vinification, commercialisation, etc.).

Les critères seront donc basés sur une étude des organismes professionnels, il apparaît notamment pertinent d'analyser :

- leur intégration et leur reconnaissance par le monde viticole dont dépend l'étendue de leur action,
- les actions menées en faveur de l'environnement.

### Méthode de réponse et indicateurs

La réponse à la question s'appuiera sur des études de cas régionales qui examineront le contenu des programmes des OP. Si des synthèses nationales existent dans certains EM sur le contenu de ces programmes, elles permettraient de faire une analyse beaucoup plus poussée des impacts potentiels de ces mesures. Pour l'examen des impacts réels, il faudrait qu'une analyse de la mise en œuvre ait été faite.

Indicateurs proposés :

- proportion de viticulteurs adhérents aux organisations professionnelles, et proportion de la production commercialisée par les OP et les organisations de filières/ EM sur la période 1993 – 2003,
- formation et connaissances disponibles auprès des OP et des organisations de filières,
- recensement des actions de préservation de l'environnement mises en œuvre par les OP et par les organisations de filière (formation, sensibilisation, conditions d'adhésion, etc.),
- description de ces actions, notamment leur caractère optionnel ou obligatoire,
- analyse de la mise en œuvre de ces mesures (ex : nombre d'agriculteurs pratiquants, surface concernées, etc.),
- analyse des impacts réels si les informations sont disponibles.

Une attention particulière sera également apportée à distinguer le niveau du problème rencontré : OCM elle-même, textes des EM, programmes des OP, etc.

### Réponse synthétique

*En France, les organisations professionnelles telles qu'elles sont définies par l'OCM jouent un rôle secondaire dans la diffusion des pratiques respectueuses de l'environnement, d'autres organismes interviennent en fournissant un support technique aux producteurs.*

### Réponse détaillée

#### Contexte

Les groupements de producteurs reconnus par le règlement 1493/1999 sont en France, de deux sortes :

- les groupements de commercialisation qui achètent le vin aux caves et le revendent,
- les groupements de mise en marché dans lesquels le vin reste la propriété des caves et qui jouent surtout un rôle d'information et d'orientation sur les prix.

Les membres de ces groupements peuvent être des caves particulières, des caves coopératives ou encore des unions (ou regroupement) de caves coopératives.

Les groupements sont contrôlés tous les ans par les DDA qui vérifient qu'ils remplissent un certain nombre de critères :

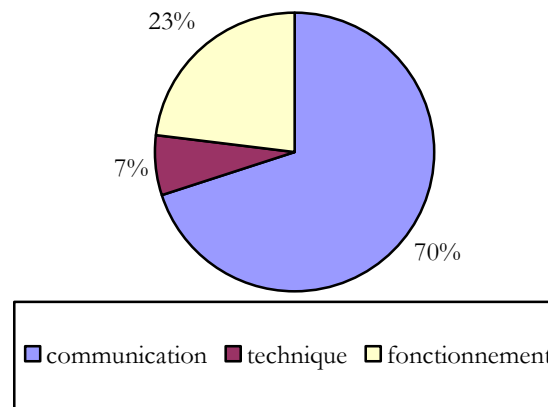
- niveau de production minimum,
- mise à disposition d'un soutien technique.

L'interprofession viticole intègre tous les niveaux de la filière. Ses différentes missions sont :

- **définir et favoriser** des démarches contractuelles entre ses membres,
- **assurer la connaissance de l'offre et de la demande** en centralisant les statistiques et les renseignements d'ordre économique et technique,
- **contribuer à la gestion des marchés** par une meilleure adaptation des vins sur les plans quantitatif et qualitatif,
- **contribuer à la promotion** des vins, et dans ce but, à développer l'identité, la notoriété et la protection de ces vins, notamment par des actions de communication, de relations publiques, de promotion ou des actions judiciaires,
- **renforcer la sécurité alimentaire**, en particulier par la traçabilité des produits et le **suivi Aval**, dans l'intérêt des utilisateurs et des consommateurs,
- **veiller à la bonne application** des accords interprofessionnels conclus en son sein.

Le rôle initial des groupements et des interprofessions est surtout tourné vers la communication et la promotion des produits.

**Figure 40 : Estimation de la répartition du budget des groupements de producteurs**



Les groupements de producteurs sont généralistes au niveau de leurs circuits de vente, notamment parce que les caves n'ont pas le droit d'adhérer à 2 groupements différents pour le même produit et spécialisés au niveau de leurs produits, car leur statut coopératif limite les possibilités d'élargissement de leur gamme (compte-rendu de la consultation des réalisations de PACA au début 2004). Les limites des groupements reconnus entraînent la création de nouveaux types de groupements non reconnus qui possèdent une marge de manœuvre leur permettant la conquête d'autres marchés. Enfin, certains groupements ont été créés afin que leurs adhérents puissent bénéficier de la majoration sur les primes à la restructuration.

Il existe de nombreuses autres organisations dont le rôle de support technique est plus complet, en particulier l'activité des viticulteurs est accompagnée par :

- les Chambres d'agriculture,
- l'Institut technique du vin,
- l'INRA (Institut national de recherche agronomique),
- les universités.

#### Impact sur l'environnement

Les groupements qui commercialisent portent un intérêt particulier à la qualité des produits et rédigent des cahiers des charges afin de garantir l'absence de résidus de pesticides, les qualités organoleptiques des vins. Ils assurent dans cette optique un certain suivi technique et incitent les viticulteurs à raisonner leurs pratiques ce qui se traduit vraisemblablement par un impact positif sur l'environnement. Aucune donnée n'est cependant disponible sur l'ampleur de cet impact.

Les groupements de mise en marché sont moins impliqués dans la définition de la qualité des produits, ils disposent généralement de moins de moyens financiers et la mise en place d'un soutien technique est moins développée que pour les groupements de commercialisation.

Les viticulteurs interrogés en Provence-Alpes-Côte d'Azur, sont tous membres d'une organisation professionnelle, bien qu'il ne s'agisse pas nécessairement d'un groupement de producteurs. Les raisons invoquées sont multiples :

- par obligation, dans les cas des producteurs d'AOC par exemple,
- pour le pouvoir de négociation qu'elle procure,
- pour son utilité en tant que source d'information sur la législation et les aides notamment.

Cinq viticulteurs indiquent que l'organisation professionnelle à laquelle ils adhèrent, les incite à mettre en place des pratiques respectueuses de l'environnement. Selon les cas, il peut s'agir de :

- la traçabilité viticole,
- la mise en place de MAE,
- l'incitation à la conversion en bio,
- la mise en œuvre de pratiques raisonnées,
- la réalisation d'analyses de sol.

Les impacts sur l'environnement de la mise en œuvre de techniques respectueuses ont pu être observés, en particulier au travers de :

- l'amélioration des qualités du sol et l'augmentation du nombre de lombrics,
- la recolonisation du milieu par la faune (lapins, oiseaux).

### Impact de l'OCM

On constate globalement une tendance vers une meilleure prise en compte de l'environnement, dans les groupements reconnus par l'OCM comme ceux non reconnus. Il se met également en place des groupements dont l'objectif est la conquête de marchés particuliers : marché mondial, grande et moyenne distribution.

Le rôle de la mesure de l'OCM participe donc à la prise en compte de l'environnement par les groupements, toutefois, les actions les plus significatives sont mises en place par d'autres structures ne rentrant pas dans le cadre défini par l'OCM.

## 3.2 Questions horizontales

### 3.2.1 Horizontale – Thème 1 : utilisation des sols dans la durée

**Question 1(H1) : L'OCM entraîne-t-elle des modifications substantielles en ce qui concerne l'utilisation des sols dans la durée (abandon, expansion et gel des terres) et, dans l'affirmative, quelles sont les incidences positives et négatives sur l'environnement ? [Il est souhaitable, dans la réponse à cette question, d'examiner les caractéristiques typiques des conditions ou des utilisations antérieures ou ultérieures à l'utilisation du sol pour la culture permanente concernée par l'OCM]**

#### Compréhension de la question

Alors qu'il s'agit d'une question horizontale, la formulation implicitement va vers une rédaction distinguant chaque OCM. Nous ferons ce travail par OCM, mais nous souhaitons faire au final une analyse commune pour mettre en évidence les effets communs et les risques d'effets cumulatifs.

La question est claire, toutefois la part que peut jouer l'OCM ne sera pas toujours simple (voire possible) à mettre en évidence. Pour l'abandon de vigne par exemple, le lien sera quasi évident avec l'OCM, pour l'abandon de vergers, la réponse sera sans doute moins simple.

Enfin, la réponse à cette question suppose de disposer de données spatiales dans le temps, ceci ne sera donc possible que dans les EM disposant de telles enquêtes (ex : France avec Teruti). L'analyse risque donc d'être plus basée sur des exemples que sur un travail global statistique.

### Critère de jugement

La question peut être décomposée en trois parties :

- la première consiste à définir si chaque OCM, entraîne des modifications. Il s'agit donc d'observer ce phénomène, de décrire les changements et de les attribuer ou non à l'OCM,
- la seconde consistera à qualifier si ces changements sont substantiels, c'est ici qu'interviendra le jugement,
- la troisième sera d'identifier et d'évaluer les effets environnementaux liés à ces changements.

Nous proposons de juger que les changements sont substantiels, lorsque sur une période de 10 ans, ces changements d'utilisation du sol (en expansion ou régression) ont dépassé 10 % de la sole de chaque culture.

### Méthode de réponse et indicateurs

En dehors des travaux réalisés par OCM pour répondre aux questions précédentes, qui fourniront déjà des bases de réponse, deux approches nous paraissent possibles et complémentaires pour répondre cette question :

- une approche macro au travers d'enquêtes existantes de suivi des exploitations au niveau communautaire comme LUCAS par exemple, mais le nombre d'années d'observation risque d'être trop limité, ou leur équivalent au niveau national comme TERUTI en France. L'exploitation de ces enquêtes pourrait fournir des données sur l'alternance des cultures (ex : passage de la vigne aux céréales). Une identification des impacts serait alors possible.
- une approche régionale au travers des études de cas qui devrait apporter des réponses plus précises sur les raisons (enquêtes agriculteurs et entretiens) et les effets réels de ces changements mais avec les limites d'un faible échantillon.

Nous tenons toutefois à préciser les limites de notre analyse car c'est un domaine extrêmement vaste qu'il est demandé d'étudier ici. Les combinaisons possibles de successions de cultures étant quasi infinies et les conditions de milieu des régions auxquelles elles s'appliquent extrêmement variées. Pour ne pas faire des analyses longues et sans beaucoup d'intérêt, nous proposons d'identifier principalement :

- d'une part les changements types les plus fréquents (ex : abandon suivi d'une friche et d'un retour naturel à la forêt),
- d'autre part parmi ceux qui se produisent éventuellement moins souvent, les plus problématiques (ex : destruction de vergers traditionnels dans des zones en pente pour y faire de la grande culture),

et ensuite de ne conduire l'analyse des effets que sur ces seuls cas.

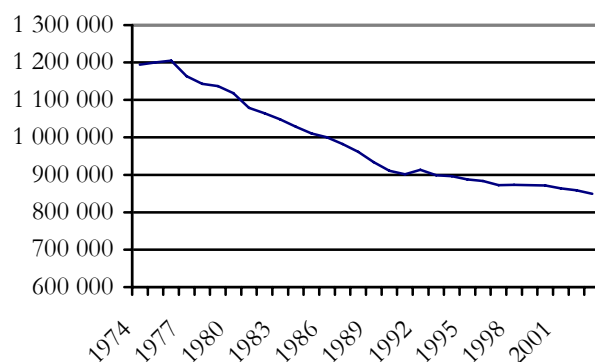
Les indicateurs retenus ici sont :

- statistiques (quand et où ce sera possible) des successions de cultures dans le temps impliquant les cultures permanentes (CP),
- liste des principales successions de cultures impliquant des CP,
- avis des professionnels (agriculteurs, OP, institutions, centres de recherche, etc.) sur l'origine de ces changements et leurs effets.

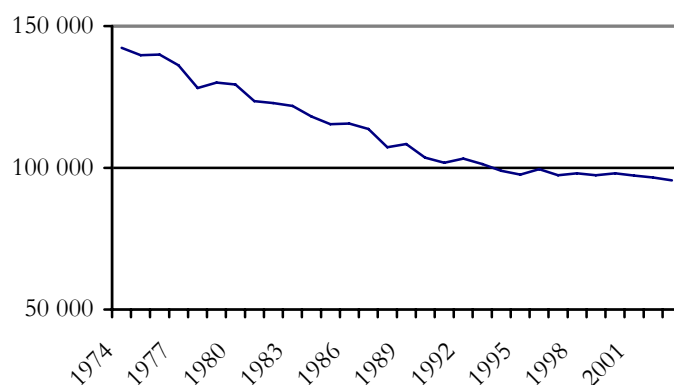
### Réponse

#### Evolution de l'occupation des sols

Les surfaces viticoles ont diminué à un rythme important, comme cela a été démontré dans la réponse à la question relative à l'impact de la prime d'abandon définitif. Environ 30 % du vignoble français a été arraché entre 1976 et 1996, date de modification du règlement relatif aux aides à l'arrachage. A partir de 1996, les aides ont été réservées à quelques régions, en particulier les zones de production de Cognac.

**Figure 41 : Evolution de la superficie du vignoble (ha)**

Source : ONIVINS

**Figure 42 : Evolution de la superficie du vignoble (ha) - ONIVINS**

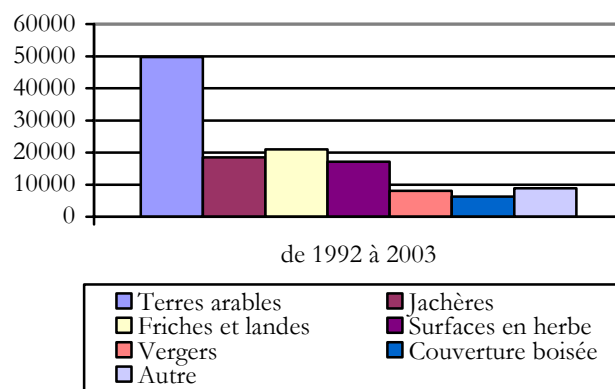
Source : ONIVINS

L'étude de cas confirme le constat établi au niveau national.

Les données Teruti permettent de suivre l'évolution de l'occupation des sols liée à la vigne entre 1992 et 2003.

**Figure 43 : Passé des surfaces viticoles en France**

*Nature en 1992 des surfaces viticoles 2003 (ha) mises à part les surfaces viticoles inchangées*

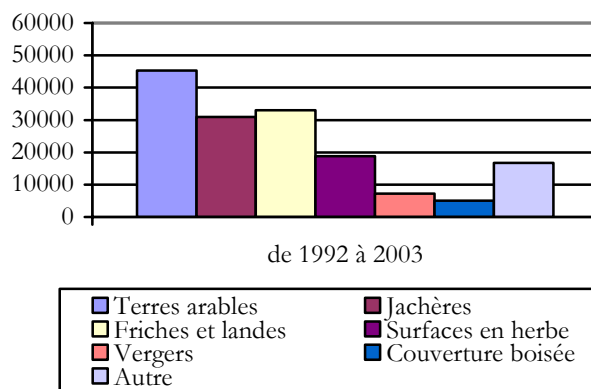


de 1992 à 2003

Source : Teruti

**Figure 44 : Devenir des surfaces viticoles en France**

*Nature en 2003 des surfaces viticoles en 1992 (ha), mises à part les surfaces viticoles inchangées*



Source : Teruti

Les changements des vignobles vers d'autres cultures représentent environ 16 % de la surface initiale et ceux d'autres cultures vers les vignobles 14 %. Au total, le solde est négatif pour les surfaces en vigne, 27 478 ha ont été transférés vers d'autres cultures sur la période étudiée. Ce transfert se fait essentiellement vers les surfaces en jachères, friches et landes. Les vignes tendent au contraire à coloniser les terres arables, les vergers et les forêts.

**Tableau 16. Changement d'occupation du sol des vignobles entre 1992 et 2003 (ha)**

Nature	Surfaces d'anciens vignobles de 1992 selon leur nouvelle nature en 2003	Surfaces de nouveaux vignobles de 2003 selon leur ancienne nature en 1992	Total des transferts des surfaces en vignes vers les autres cultures entre 1992 et 2003
Terres arables	45309	49741	-4432
Jachères	30933	18470	12463
Friches et landes	33039	21019	12020
Surfaces en herbe	18794	17162	1632
Vergers	7225	8056	-831
Couverture boisée	5020	6246	-1226
Autre	16658	8856	7802
Total changement	156 918	129 550	27428
<i>Vignobles inchangés entre 1992 et 2003</i>	<i>813 535</i>	<i>813 535</i>	
Surface totale	970 453	943 085	

Source : Teruti, 2005

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, le développement de l'urbanisation représente une concurrence importante pour l'utilisation des terres. Le prix du foncier à proximité des agglomérations est nettement plus important pour les zones constructibles que pour les zones cultivées. Cela incite certains viticulteurs à abandonner les cultures afin d'augmenter le prix de leur terrain. Ce phénomène est accentué par la conjoncture qui compromet la pérennité de certaines exploitations. En conséquence, un nombre important d'arrachages a été réalisé dans les zones périurbaines avant 1999.

L'arrachage des vignes pose également un problème vis-à-vis de la protection contre les incendies, lorsque les terrains sont abandonnés, ils sont progressivement recolonisés par le couvert forestier qui ne fait plus obstacle à la progression du feu.

#### **Incidences environnementales de l'évolution de l'occupation des sols**

L'impact des changements d'occupation des sols sur l'environnement dépend des substitutions et des terrains concernés.

Les impacts sont généralement moindres lorsque les vignobles remplacent les terres arables:

- lorsque les interrangs sont enherbés, le risque d'érosion est diminué,
- les risques de contamination des sols et des ressources en eaux sont généralement moins importants,

En revanche, la viticulture consomme d'importantes quantités de pesticides, et ne constitue pas nécessairement une amélioration vis-à-vis des terres arables.

La substitution par des friches ou des couvertures boisées correspond à un arrêt des apports d'intrants et assure une certaine protection contre l'érosion dans les terrains en pente, améliorant ainsi les conditions environnementales.

#### Rôle de l'OCM dans ces évolutions

En dehors des primes à l'abandon définitif, l'OCM joue un rôle secondaire dans l'évolution de l'occupation des sols, déterminée en particulier par les conditions du marché.

### 3.2.2 Horizontale – Thème 2 : niveau de dépenses et méthode adaptés

***Question 1 (H2) : Certains éléments permettent-ils de penser qu'une modification du montant total des dépenses pour l'OCM sous sa forme actuelle aurait une incidence positive ou négative importante sur l'environnement ? [Il est souhaitable, dans la réponse à cette question, d'étudier l'affirmation faite dans la littérature selon laquelle l'incidence environnementale globale des OCM dans les secteurs des cultures permanentes est variable]***

#### Compréhension de la question

Les réponses successives aux questions thématiques de chaque OCM, souvent centrées sur chacune des mesures, permettront d'apporter la plupart des éléments relatifs à la relation entre mesures et effets environnementaux. Pour certaines d'entre elles, une approche de leur efficacité environnementale aura même été faite. L'étude des dépenses par OCM aura permis d'identifier et de quantifier les principaux postes de dépense par OCM.

Il s'agirait donc ici de faire à la fois :

- une sorte d'analyse "coût / efficacité environnementale" de chaque mesure importante dans ce domaine, de chaque OCM, en rapport avec ses résultats environnementaux positifs ou négatifs,
- d'en déduire une liste des mesures importantes sur le plan environnemental et d'examiner leur importance sur le plan budgétaire,
- une analyse des effets possibles de certaines modifications budgétaires tendant minimiser les effets négatifs et maximiser les positifs, des mesures retenues pour l'étude.

Des éclaircissements devront nous être apportés sur ce que veut véritablement dire " étudier l'affirmation faite dans la littérature selon laquelle l'incidence environnementale globale des OCM dans les secteurs des cultures permanentes est variable".

#### Critère de jugement

La notion de critère de jugement ne s'applique que partiellement ici, puisqu'il nous est seulement demandé "si certains éléments permettent de penser que...". Nous présenterons donc ces éléments ainsi que ce qu'ils nous suggèrent comme réflexions et propositions.

#### Méthode de réponse et indicateurs

La réponse à cette question sera essentiellement basée sur les résultats des réponses aux autres questions et à un travail spécifique sur ce point de l'équipe de consultants. Ce point pourrait être abordé également lors des entretiens avec les professionnels de l'agriculture (institutions publiques, OP et organismes interprofessionnels essentiellement), afin de recueillir leur avis sur ce point.

La méthode suivra les 3 étapes décrites au § "compréhension de la question" ci-dessus.



Les indicateurs retenus sont :

- grille d'analyse des effets environnementaux positifs et négatifs des mesures basés, pour les effets les plus significatifs, sur une évaluation de leurs caractéristiques selon le modèle proposé dans notre offre (voir tableau n° 11) à adapter selon la nature des impacts,
- liste des mesures importantes sur le plan environnemental par OCM,
- part des mesures de chaque OCM dans les dépenses de l'OCM,

**Figure 45 : Grille type de présentation de l'évaluation des impacts environnementaux les plus significatifs des mesures des OCM**

Paramètres de l'évaluation	Type de notation		
Nature de l'impact	Description		
Cible	Description		
Portée spatiale	Local	Régional	National-Planétaire
Niveau	Primaire	Secondaire	Tertiaire
Durée	Court terme	Moyen terme	Long terme
Intensité	Faible	Moyenne	Forte
Réversibilité	Réversible	Plus ou moins réversible	Irréversible
Sensibilité	Site peu sensible	Site moyennement sensible	Site très sensible
Caractérisation de l'ampleur et de la gravité de l'impact par combinaison des différents facteurs	De très positif à très négatif		

### Réponse

L'adoption du règlement de l'OCM de 1999 s'est accompagnée d'une forte augmentation des dépenses dédiées au secteur du vin, le budget a été multiplié par deux et atteint désormais 1,3 million d'euros. L'impact environnemental d'une modification des dépenses ne concerne que les mesures dont le niveau de mise en œuvre dépend directement des financements disponibles :

- le soutien à la distillation et à la production de moût,
- les primes d'abandon,
- les aides à la restructuration.

### Cas d'une augmentation du budget de l'OCM

L'activité des distilleries est importante en France et dépend étroitement de l'intervention de la Communauté au travers d'aides directes ou de l'achat des produits issus de la distillation. L'augmentation du niveau d'aides est susceptible d'avoir deux impacts différents :

- un développement de l'activité dans le cas d'une augmentation significative des dépenses entraînerait un accroissement de la consommation d'énergie mais permettrait éventuellement de mieux maîtriser l'impact des sous-produits de la distillation.
- le développement de l'activité pourrait également se traduire par une intégration croissante des problèmes liés à la consommation d'énergie, en particulier si les distilleries sont soutenues dans leur démarche.

L'utilisation des aides pour la production de moûts concentrés est peu importante en France (1 500 viticulteurs concernés pour la saison 2002/2003). Elle a globalement des impacts négatifs sur l'environnement (intensification des pratiques, consommation d'énergie), il semble cependant qu'il n'existe qu'une faible demande pour ces produits en France et il est peu probable qu'une augmentation des niveaux de dépenses ait un impact négatif significatif sur l'environnement.

Concernant les primes à l'abandon, une modification du niveau d'aides n'entraînerait vraisemblablement aucun impact négatif important car les changements de la réglementation opérés en 1996 permettent aux EM de limiter les zones où l'arrachage subventionné est autorisé.

La mesure de conversion/restructuration a pris un essor important ces dernières années et son développement est lié aux niveaux des dépenses. En revanche, l'impact de cette mesure sur l'environnement est variable selon les mesures financées et une augmentation du niveau d'aides peut donc se traduire à la fois par l'accentuation des impacts négatifs et positifs.



### Cas d'une diminution du budget de l'OCM

Globalement, l'OCM n'a pas d'impact positif sur l'environnement, une diminution du budget n'aurait donc pas d'impact significatif, on peut cependant signaler que :

- dans le cas d'une baisse du niveau des aides aux distilleries, on observerait vraisemblablement un ralentissement de l'activité, et par conséquent une diminution de la consommation d'énergie. Le traitement des sous-produits de la distillation serait alors à la charge des caves et l'impact sur l'environnement dépendant des systèmes de gestion des sous-produits alternatifs mis en place dans les EM.
- comme indiqué précédemment, la diminution des opérations de conversion/restructuration pourrait avoir des impacts positifs ou négatifs.

***Question 2 (H2). Des éléments permettent-ils de penser qu'un découplage des dépenses à leur niveau actuel aurait une incidence positive ou négative importante sur l'environnement ?***

### Compréhension de la question

Parmi les trois OCM, toutes ne sont pas concernées de la même manière :

- l'OCM olive a un couplage clair de la production à l'aide qui est basée sur les kg réellement produits,
- l'OCM vin n'a de couplage que sur les mesures concernant l'aide à l'usage du moût concentré et l'aide aux distilleries,
- l'OCM fruits ne comporte pas de couplage réel de l'aide pour les producteurs, mais les fonds opérationnels des OP, sont indexés sur la valeur de la production commercialisée.

Comme on peut le voir, les 3 OCM sont très dissemblables sur ce point et l'analyse ne peut être faite qu'OCM par OCM.

Pour l'OCM olive, l'aide à la production représente plus de 99 % des dépenses. Si on en retire l'appui aux OP et à l'échelle historique les frais de constitution du casier oléicole et du SIG pris dans le budget de l'aide à la production, la part qui va aux producteurs reste tout de même supérieure à 95 % du montant des aides. Cette aide est actuellement de 132,25 €/100 kg d'huile. Il y a donc un couplage parfait de l'aide à la production.

Pour l'OCM vin, l'article 34 du règlement, institue une aide en faveur de l'utilisation des moûts de raisins concentrés rectifiés lorsqu'ils sont utilisés pour augmenter le titre alcoométrique des produits vinicoles, l'élaboration de jus de raisin et pour certaines utilisations particulières au Royaume-Uni et en Irlande. Le montant de l'aide est fixé en fonction de la différence entre les coûts de l'enrichissement obtenu par l'utilisation de ces produits et le coût d'enrichissement par le saccharose. Cette aide est directement liée aux quantités traitées. Pour la distillation, un prix minimal d'achat aux producteurs de marc, de lies et de vin livré à la distillation a été fixé à 0,995€ par % vol et par hectolitre. Ce prix minimal est à payer par le distillateur.

Pour l'OCM Fruits, l'aide accordée aux OP est en partie liée aux quantités commercialisées. En effet, le budget de leurs fonds opérationnels est alimenté à 50 % par les membres de l'OP et à 50 % par le budget communautaire, avec un plafond fixé à 4,10 % de la valeur des produits commercialisés. La partie de l'aide venant de la Communauté peut donc être considérée comme couplée.

Les effets de chacune de ces différentes mesures des 3 OCM sont par ailleurs déjà analysés dans les questions propres à chaque OCM. En conclusion, selon nous, seule l'OCM olive répond clairement à la vraie définition du terme couplage de la PAC. Nous proposons donc de concentrer l'analyse, pour cette question, sur cette OCM.

### Critère de jugement

Ce jugement sera basé, comme demandé sur les "éléments qui nous permettent de penser" qu'il y a une relation entre le couplage de l'aide et les effets sur l'environnement de la mesure.

### Méthode de réponse et indicateurs

La méthode sera basée avant tout sur les éléments de réponse fournis par les réponses aux questions des OCM elles-mêmes, relatives aux mesures couplées. Ce point pourrait être abordé également lors des entretiens avec les professionnels de l'agriculture (institutions publiques, OP et organismes interprofessionnels essentiellement), afin de recueillir leur avis sur ce point.

Ensuite, ce sera un travail de l'équipe de consultants sur les conséquences du découplage, en particulier à partir de l'étude des mesures qui pourraient remplacer l'aide actuelle. Les propositions faites dans le rapport de l'IEEP sur l'amélioration de l'OCM sur ce point seront étudiées comme l'aide à la surface.

Les indicateurs retenus sont :

- évolution des surfaces d'oliveraies et de la production d'huile d'olive de 1990 à 2003. Sources Eurostat et services statistiques de EM,
- évolution du niveau réel de l'aide par EM de 1990 à 2003. Source DG Agri.

### Réponse

L'OCM vin ne comporte pas d'aides indexées sur le niveau de production. La mesure relative aux moûts concentrés porte sur l'utilisation. La mise en œuvre de cette mesure a entraîné de manière indirecte un développement de la production de moûts concentrés rectifiés (MCR), l'aide n'agit pas cependant sur le niveau de production. En conséquence, aucun élément ne permet de conclure qu'un découplage des aides aurait un impact positif ou négatif sur l'environnement.

### ***3.2.3 Horizontal – Thème 3 : subsidiarité pour les régimes agro-environnementaux et les mesures horizontales***

***Question 1(H3) : Les Etats membres et les régions ont-ils suffisamment orienté les régimes agroenvironnementaux et les exigences environnementales [«conditionnalité», règlement (CE) n° 1259/1999] liés à ces OCM vers les situations les plus aiguës de dégradation de l'environnement ou vers la production écologique ?***

### Compréhension de la question

Le règlement (CE) 1259/99 prévoit dans son article 3 que les EM prennent les mesures environnementales qu'ils considèrent appropriées, compte tenu de la situation des surfaces agricoles utilisées ou des productions concernées et qui correspondent aux effets potentiels de ces activités sur l'environnement. Ces mesures peuvent consister :

- à subordonner les aides à des engagements agro-environnementaux,
- en des exigences environnementales générales,
- en des exigences environnementales spécifiques constituant une condition d'octroi des paiements directs.

La question demande donc de préciser quelles mesures les EM ou les régions ont prises en relation avec ces OCM et si des mesures ont été prises, est-ce qu'elles ont concerné les situations les plus problématiques ou l'agriculture biologique.

### Critère de jugement

Le critère de jugement sera de deux niveaux et évaluera successivement :

- l'existence ou non de mesures d'éco-conditionnalité dans chaque EM en lien avec les cultures de ces OCM,
- la qualification de l'orientation suffisante des mesures prises ou non prises, vers les situations à problème ou l'agriculture biologique.

### Méthode de réponse et indicateurs

Le premier travail consistera en un inventaire des mesures prises dans les EM et les régions relatives à l'éco-conditionnalité des aides aux productions concernées par l'OCM. Ce travail comportera également un examen des mesures relatives à l'agriculture biologique. Les entretiens

avec les responsables de ces pays ou régions (administrations et professionnels) et la lecture des évaluations intermédiaires du RDR devraient apporter cette information de base.

L'analyse de l'adéquation des mesures aux situations les plus problématiques sera surtout issue :

- des études de cas régionales dans lesquelles les consultants évalueront cette adéquation,
- des entretiens avec les centres de recherche ou de la lecture de la bibliographie sur le sujet.

L'existence de bonnes pratiques agricoles liées aux cultures concernées sera également un des points centraux de l'analyse.

Les indicateurs retenus sont :

- existence (ou non) et contenu par EM (ou région selon le niveau de programmation), de mesures d'écoconditionnalité en lien avec les cultures concernées par les 3 OCM. Sources EM et régions.
- tableau des problèmes environnementaux majeurs rencontrés par OCM. Source : travail de synthèse des consultants à partir des réponses aux questions thématiques,
- statistiques sur le développement de l'agriculture biologique de 1990 à 2003 en relation avec les cultures concernées. Source : EM et régions, et monitoring du RDR,
- liste des mesures des EM et régions en lien avec le développement de l'agriculture biologique.

## Réponse

### Mise en œuvre de la conditionnalité environnementale

Aucune écoconditionnalité n'a été mise en place dans le secteur viticole en France. Les producteurs ne reçoivent pas d'aide directe pour soutenir leur activité.

### Mise en œuvre des MAE

Les mesures agro-environnementales mises en œuvre en France permettent de lutter contre les risques d'érosion et maîtriser les impacts liés à l'utilisation de pesticides, elles correspondent ainsi aux principaux enjeux environnementaux liés à la viticulture.

**Figure 46 : Estimation des surfaces et du nombre de CTE engagés par les exploitations viticoles**

Mesure agro-environnementale	Nombre de CTE contenant l'action	Surface engagée au titre de l'action (ha) <sup>14</sup>
0304 B : Pas de désherbage chimique ou mécanique dans l'interligne des cultures pérennes entre le 15 août et le 1er février - option restitution des sarments et bois de taille	150	9 184
0803 A : Mise en place ou élargissement d'un couvert herbacé sous culture ligneuse pérenne	2 461	100 908
0804 A : Remplacer un traitement chimique par un traitement mécanique (épamprage,.....)	775	33 256
0811 A : Localisation des traitements phytosanitaires	4	374
0813 A : Mise en place et épandage d'écorces sur les interrangs de vignes	92	536
0906 A : Améliorer le taux de matière organique des sols des exploitations légumières et viticoles	26	677
0907 A : Améliorer le taux de matière organique des sols par restitution des sarments et bois de taille	1 723	110 674
2100 E : CAB cultures pérennes	188	5 788
2100 F : CAB cultures pérennes	635	17 850

Source : Ministère de l'agriculture et de la pêche

Leur niveau de mise en œuvre reste cependant modeste, l'enherbement interrangs ou en plein et la restitution des sarments et des bois de vignes représentant les trois-quarts des surfaces engagées.

Les méthodes de production écologiques demeurent également marginales, la viticulture biologique et la viticulture raisonnée occupant respectivement 1,80 % et 0,40 % des surfaces.

<sup>14</sup> Les données de ce tableau sont fournies à titre indicatif, le suivi de la mise en œuvre des MAE étant incomplet.

---

## **ANNEXES**

---

**Annexe 1 : Liste des personnes rencontrées ou contactées**

**Annexe 2 : Principaux ouvrages consultés au cours de l'étude**

<b>Annexe 1 : Liste des personnes rencontrées</b>
---

Personnes ressource	Organismes
J.L Vézien	CNIV
Mme Bigot / M. Delport	Ministère de l'agriculture
Hervé Briand (sous-directeur)	INAO
M. Leguet (Pratiques œnologiques)	ONIVINS
Patrick Dhuisme (Directeur)	CCVF (Confédération des Coopératives Viticoles de France)
M. Frédéric Pelenc	FNDCV Distillerie coopérative
Eric Rosaz (Directeur)	VIF (Vignerons Indépendants de France)
	AGPV (Association Générale de la Production Viticole)
Pascal Bobillier-Monnot (Directeur)	CNAOC (Confédération des Producteurs de vins et eaux de vie à AOC)
Jérôme Rouzier	CFVDP (Confédération Française des vins de Pays)
Jean Rochard (traitement des effluents, production viticole intégrée)	ITV
Jean-Luc Berger	I.T.V
Jean Gabriel Chevrier (stockage distillerie)	ONIVIN
Thierry Duchêne (directeur) Nicolas Constant	AIVB
M. Bechler	DGFAR
M. Gérard	MAPAAR
Marc Voltz (fuites pesticides sur bassins versant)	INRA Montpellier
Marc Chauvelon	GRAB
Yves Le Pape	INRA, Département Métarisques
Jean-Yves Hugué => fichiers des producteurs	ONIVINS PACA
Gilbert Vaillant	
M. Olivier	DIREN Service des données, de l'évaluation et de la promotion de l'environnement.
Mme Thouroude	DDAF Vaucluse
Jean-Luc Bussiére	DRIRE division environnement industriel, risques et sous-sol
M. Jadault	INAO
Fatiha El Mesaoudi	Agence de l'eau Délégation de Marseille
Grimbaun	I.T.V. Rhône-Méditerranée
Christophe Riou	Institut Rhodanien

	(recherche)
M. Paul Gramier	AREDVI (recherche)
Yves Le Pape	INRA, Département Méтарisques
Paul Gramier	Chambre régionale de l'agriculture
Olivier Jacquet	Chambre d'Agriculture du Vaucluse
Gregory Autun	CEVISE - Comité économique des vins du Sud-Est
M. Margier	Label Terra-vitis, réseau FARRE
Christophe Gualtiery	Fédération des caves du Vaucluse (+cabinet conseil effluents)
M. Anthoine	Azur distillation

## **Annexe 2 : Principaux ouvrages consultés au cours de l'étude**

### SITES INTERNET

Site Internet de l'ONIVIN : <http://www.onivins.fr/>

<http://www.vinexpert.com/ssi/fran/accueilf2.shtml>

[http://www.ecolo.org/documents/documents\\_in\\_french/co2\\_transports\\_nuc.fr.htm](http://www.ecolo.org/documents/documents_in_french/co2_transports_nuc.fr.htm)

### ARTICLES SCIENTIFIQUES

Effets de différents systèmes d'entretien du sol dans un vignoble biologique du Valais central – FiBL – Dominique Lévite, FiBL, Frick – 2004

Herbicides Transport to Surface Waters at Field and Watershed Scales in a Mediterranean Vineyard Area - - American Society of Agronomy, Crop Science Society of America, and Soil Science Society of America – Xavier Louchard, Marc Voltz, Patrick Andrieux and Roger Moussa – Février 2000

Les enjeux paysagers viticoles – Laboratoire UMR Espace Université d'Avignon

### DOCUMENTS TECHNIQUES

Fiches techniques des filières d'épuration des effluents vinicoles – ITV France – Groupe technique « effluents vinicoles » - 1995

Effluents vitivinicoles - Journal international des sciences de la vigne et du vin – novembre 2003 - BRL

Guide des bonnes pratiques pour l'établissement du vignoble – Chambre d'Agriculture du Var – janvier 2003

Rôle environnemental joué par les distilleries coopératives viticoles – note technique – FNDCV – avril 2005

Les cahiers itinéraires d'ITV France, Gestion des effluents des petites et moyennes caves – N°8 mai 2004

Le vigneron champenois – viticulture raisonnée et environnement, guide pratique hors série 2004

Traitement et valorisation des vinasses : problématique et synthèse des voies de valorisation étudiées et envisagées – Martine Decloux, André Bories, Juillet – Aout 2001, industries alimentaires et agricoles

Données de base pour la fumure en viticulture – Station Fédérales de Recherche Agronomique de Changins ; Station Fédérale de Recherche en Arboriculture, Viticulture et Horticulture - J.-L. SPRING, J.-P. RYSER, J.-J. SCHWARZ, P. BASLER, L. BERTSCHINGER et A. HÄSELI - 2003

Charte Vin Bio – FNIVAB – avril 2003

Référentiel National pour la Production Intégrée de Raisins – Diagnostic Technique de Production Viticole Intégrée – ITV, Groupe de travail « méthodologie Production Intégrée – décembre 2002

Référentiel national pour la production intégrée de raisins – Viticulture durable : quelle mise en pratique dans le vignoble français – ITV, Groupe de travail national Production Intégrée en viticulture – octobre 2000

Référentiel national des « pratiques œnologiques intégrées » - Protection de l'environnement et sécurité du producteur et du consommateur – ITV, Groupe de travail national « Pratiques œnologiques intégrées » - novembre 2001

Gestion des déchets de la filière vitivinicole en Champagne – guide pratique – CIVC – novembre 2004

## RAPPORTS/ETUDES

Situation et perspectives VIN, Commission Européenne, Direction Générale de l'Agriculture PAC 2000 – Documents de travail – juin 1998

Rapport de commission d'enquête 479 - 1997 / 1998, SENAT, M. Jean François-Poncet et M. Gérard Larcher – juin 1998

Rapport spécial n° 14/2000 sur la PAC et l'environnement, accompagné des réponses de la Commission – Cour des Comptes - 2000

39° colloque de l'ASRDLF : concentration et ségrégation, dynamiques et inscriptions territoriales – qualité des produits agricoles et qualité de l'environnement : des espaces convergents ? L'exemple de la région Rhône-Alpes. (septembre 2003)

'A.O.C. : un critère de choix ?' - ONIVINS INFO n° 114 - juin 2004

Rapport d'information n°349 - commission des Affaires économiques et du Plan par le groupe de travail sur l'*avenir de la viticulture française* – Gérard Césard – juillet 2002

Définition des produits vitivinicoles, les différentes catégories de vins – Ministère de l'Economie France DGCCRF – 2001

Les organismes de contrôle des vins en France et à l'étranger – Ministère de l'Economie France DGCCRF – 2002

La filière vitivinicole – Alain Chatelet/DGCCRF - 2004

Viticulture – Chambre d'agriculture du Vaucluse – bilan de campagne 2003

Institut National des Appellations d'Origine – rapport d'activité 2003

Réseau de suivi des pesticides dans les eaux de Bourgogne – Rapport de présentation des résultats de l'année hydrologique d'août 2002 à juillet 2003 – FREDON Bourgogne – mars 2004

L'érosion hydrique des sols de France – INRA, Ifen, – Yves Le Bissonnais, Jacques Thorette, Cécile Bardet, Joël Daroussin – novembre 2002

## AUTRES

Lettre de la Commission Européenne relative aux Aides d'État n° N 255/2002 – France et aux Aides en contrats de plan Etat-régions pour la filière viti-vinicole – document C(2002)3258 – septembre 2002

Les dossiers de la PAC, l'OMC vitivinicole – Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, Direction des politiques économiques et internationales, service de la communication – juillet 2001

Compte rendu d'activité par projet – ITV France – 2002-2003

Regroupement de l'offre viticole autres que groupements de producteurs reconnus – compte-rendu de consultation des réalisations de PACA au début 2004 – avril 2004

Viticulture de montagne – Revue d'information sur la viticulture de montagne du CERVIM – n° 13 – septembre 2001